Israēl : l'heure du choix

isants

-

Treated

ಕ್ : ಆ**ಪ್ರಾ**ಕ್ಟರ್ ,

A 1 17.

2.50

Section 2016

. . . .

4 19

4. 6. 4. 355

100

gran Light

1 -1 -14

2 2

-28

- . **

The state of the s

plus, est su pied du mur. Avant de rentrer chez lui, vendredi 4 mars, su terme d'une longue semaine de navettes entre les capitales du Proche-Orient, M. Shuitz qui sous son flegme apparent, est un homme press a placé les dirigeants de l'Etat hébreu devant leurs responsabilités. Il leur a accordé dix jours, pas un de plus, pour répondre « sans équivoque » aux propositions qu'il leur a soumises.

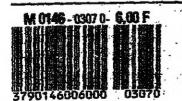
Lorsqu'il arrivers le 14 mars à Washington, en visite officielle, le premier ministre israélien. M. Shamir, devra donc être à même de dire à ses hôtes s'il accepts - ou refuse - le « plen Shultz » censé redonner vie au processus de paix dans la région. Assorti d'un véritable calendrier, is a scánario accéléré » imagine par le secrétaire d'Etat-prévoit une amorce de règlement, en trois étapes, du problème palestinien : une « ouverture » internationale des discussions des la mi-avril, six mois de conversetions entre Israel, la Jordanie et des Palestiniens - pour l'instant non idendifés - puis des a négociations directes » à pertir de 1989 sur le statut final de la Cisjordania et de Gaza.

détend d'avoir présente un uti-matum à l'Etat fail, mais à en quelque sorte, fait pis il a déposé à Jérusalies. Gent tes allées du pouvoir, insti bistière à retardement qui rieque de faire bientôt voier en éclata le gouvernement de a désumion nationale ». Car le « document de travail » laissé par M. Shultz sur le fondément le gouvernement bicolors de Jérusalem. Ce plen conviant parisitement à M. Pérès et à ses amis travelllistes, soucieux à terme de se délessar du fardesu des territoires, mais il brite souversinement le Likoud, qui y voit, à juste titre, le prélude à un compromis méliance et d'une obstination légendeires, M. Shemir fera tout pour éviter ce nouveau « piège »

Il estime que les trois mois d'émoutes dans les territoires ont injustement terni l'image de son pays et l'ont placé sur la défensive. Pas question, donc, pour Israël de négocier en position de faiblesse. L'argument peut paraître de circonstance, de te part d'un homme qui, fidèle à son intransigenuce et à ses éternelles cartitudes, se cramponne de longue date au « statu. quo » et dénie aux Palestiniens le droit à l'autodétermination.

Si, comme c'est probable, les dirigeants israéliens ne s'eccordent pas sur le aplan Shuitz », leurs électeurs trancherons. D'où l'hypothèse de plus en plus vraisemblable d'un scrutin législatif anticipé, pour lequel le vieux leader de la droite n'est pas particulièrement mai solution imposée de l'extérieur. Même si elle ne déboucheit sur suctin progrès, la tournée de M. Shuitz zora et au moine le mérite de confirmer que Washington on se entiefait plus de la situation sotuelle au Proche-Orietz.

(Lire page 3 l'article de notre correspondent ALAIN FRACHON.)



L'aggravation des tensions ethniques en URSS

De violents incidents ont aussi eu lieu à Moscou

Les tensions ethniques en URSS ont revêtu une plus rande ampleur que ce qui était estimé jusqu'à présent. l'agence Tass a révélé, le vendredi 4 mars, que les incidents de Soumgait, en Azerbaidjan, ont fait trente et un morts lundi et mardi derniers. D'autre part, selon une source dissidente, d'autres violences de même origine auraient fait dix morts à Moscou même, à la fin de février.

Ce dernier chiffre de victimes recueilli le témoignage d'un n'est pas confirmé par les auto-rités, mais la réalité de graves incidents dans une banliene de la capitale ne fait pas de donte. Le journal Moscou-soir en avait fait état, parlant d'affrontements entre divers groupes de voyous ..

A propos des incidents de Soumgait, en Azerbaidjan, le bilan de trente et un morts rapporté par l'agence Tass représente près du double de l'estimation avancée précédemment de sources dissidentes, qui faisaient état de dix-sept mort.

Selon le correspondant à Moscou du Times de Londres, qui a

Arménien vivant dans la ville, les troubles auraient commencé après que la radio locale eut amoncé l'assassinat de deux Azeris en un autre endroit de la province. Une vague de meurtres, de viols et de pillage aurait alors commencé : en particulier, sept membres d'une même famille arménienne auraient été assassinés. Après quarante-huit heures sculement, les Arméniens vivant dans la ville auraient été protégés par l'armée, qui les aurait regroupés en attendant leur évacuation.

> (Lire page 16 les articles de BERNARD GUETTA et MICHEL TATU.)

5,7 % de sans-emploi en février

Le taux de chômage américain au plus bas depuis 1979

Le taux de chômage aux Etats-Unis a de nouveau baissé en février, tombant à 5,7 % de la population active, son niveau le plus bas depuis juillet 1979, a annoncé, le vendredi 4 mars, le département du travail. L'information a surpris les experts et les marchés, qui craignent qu'elle ne traduise une activité encore très soutenue remettant en cause la réduction du déficit commercial.

En février, l'économie amériété de 200 000.) Ainsi, après une stabilisation à 5,8 % en décembre et janvier derniers, le nombre des sans-emploi ne représente plus outre-Atlantique que 5,7 % de la population active.

En février 1987, le taux de chômage américain était encore de 6,6 %. Le niveau ainsi atteint est le plus faible enregistré depuis

Réagissant à cette information, M. James Baker, le secrétaire au Trésor, l'a immédiatement quali-

fice de « très encourageante ». caine a enregistré la création de 531000 emplois non agricoles, pour 179000 en janvier. (En 1987, la moyenne mensuelle avait experts sont amenés à réapprécier leur jugement sur l'activité aux Etats-Unis au cours du premier trimestre 1988. La croissance économique - pourrait se ralentir légèrement, particulièrement au cours des deux premiers trimestres », en raison de la contraction prévisible des dépenses de consommation, a néanmoins com-

ERIK IZRAELEWICZ

(Lire la suite page 13.)

menté M. Baker.

M. Mitterrand en RFA le 14 mars

Le président rencontrera le chancelier Kohl en Forêt-

PAGE 16

La dette mexicaine

Echec du plan de rééche-

PAGE 13

Le meurtre d'un débutant

Comment un facteur veillait sur sa voiture. PAGE 8

« Grand Jury RTL-le Monden

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, invité dimanche à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 16

Un sondage Sofres pour «le Monde», TF1 et RTL

M. Jacques Chirac, ou l'image occultée

La Sofres a réalisé pour le Monde, TF1 et RTL un sondage sur l'image de Jacques Chirac, qui devait être, le dimanche 6 mars, l'invité de l'émission « Questions à domicile » sur la première chaîne. Selon cette enquête, la bonne image du premier ministre serait plutôt masquée par les promesses de la cam-

L'enquête prend un peu tout le monde à contre-pied, à commencer par le premier ministre lui-

L'idée la plus communément admise est, en effet, que M. Chirac, fort de son savoirfaire et de son formidable appétit pour les périodes électorales, mêse une bonne campagne, bien «ciblée» et dynamique, et qu'il lui faut avant tout corriger la mauvaise image dont il est affligé

MENTERO DE

MARS

PAGES

CHEZ VOTRE

DE JOURNAUX

MARCHAND

176

Chirac n'est pas un handicap, tandis que les thèmes - ou plutôt les promesses - de sa campagne peuvent le devenir, son principal atout, dans le coude à coude qui l'oppose à Raymond Barre restant le bilan de son action gou-

Courageux, compétent et moderne : tels sont les trois qualificatifs qui, selon les Français, « conviennent le mieux à Jacques Chirac ». C'est peut-être affaire par de belles affiches, mais ce n'est pas négligeable dans une « primaire » que l'on dit dominée par les personnalités, celles-ci étant réputées seules capables de distinguer les candidats qui seraient, par ailleurs, d'accord sur le fond

De ce point de vue, M. Chirac est jugé plus «courageux» que

LYCEE

REPORTED DESTRUCTOR

Or il apparaît, à travers les M. Raymond Barre (32 % contre réponses de l'échantillon de la 17 %) et surtout beaucoup plus Sofres, que l'image du candidat «moderne» (29 % contre 4 %). En revanche, l'ancien premier ministre est nettement plus « compétent » (42 % contre 30 %) et plus «franc» (27 % contre 19 %) (1).

Les défauts de M. Chirac sont en fait davantage ceux du président du RPR: « agressif » (26 %), eloin des préoccupa-tions des gens » (24 %) et esec-taire » (16 %). Telle est sans doute la rançon d'une fonction partisane que M. Chirac n'a — formellement — abandonnée ormellement - abandonnée qu'an moment de sa candidature et non, comme il aurait pu le faire, lors de sa nomination au poste de premier ministre.

JEAN-MARIE COLOMBANI. (Lire la suite page 7.)

(1) Sondage de la Sofres réalisé pour le Monde, TF 1 et RTL le 13 février.

Les «plombiers» de M. Prouteau



Un des « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature, ancien genderme, proche du préfet Prouteau, devait être déféré au perquet de Bestia, le samedi 5 mars, pour avoir couvert la fuite d'un indicateur trafiquant de drogue.

Lire page 8 l'article d'EDWY PLENEL

Un entretien avec le chef de l'Etat libanais

Le grand regret du président Gemayel

Le directeur britannique de et quelques clés pour mieux coml'organisation humanitaire OXFAM, ainsi que son adjoint, d'origine syrienne, ont été enlevés, vendredi 4 mars, à l'intérieur du camp palesti-nien d'Ain Heloué, dans le sud du Liban.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale L'Offense et le Pardon n'appartiennent pas a priori au vocabu-laire politique. C'est pourtant le titre qu'a choisi pour le livre qu'il

publie ces jours-ci le président du Liban, M. Amine Gemayel. « Il s'agit, explique-t-il, de l'offense faite à la nation. Celleci a provoqué un clivage si profond entre les Libanais que nous ne postvons la surmonter que par le pardon vécu comme un dépassement collectif. .

A six mois de la fin de son mandat, le président Gemayel livre ses réflexions, son expérience

prendre l'histoire mouvementée de sa présidence. Il ne faut certes pas attendre de cet ouvrage, écrit directement en français, des révélations fracassantes ni même des polémiques. Aucun nom impliqué dans le conflit quotidien n'est cité. Comment pourrait-il en être autrement alors que M. Gemayel est encore en exercice et ne va pas, à quarante-six ans, mettre un terme à sa carrière politique ?

Alors, pourquoi ce livre maintenant? « La présidence n'est pas une échéance en tant que telle, affirme M. Amine Gemayel. Mon engagement national existait bien avant celle-ci et il continuera bien après. Certains considèrent que je serais même plus fort en tant que leader national qu'en tant que président, compte tenu des handicaps inhérents à la fonction présidentielle. Mon livre traduit mes options politiques nationales, ce que ressent tout Libanais nationaliste qui a à cœur l'indépendance, la souveraineté et l'arabité

de son pays. »

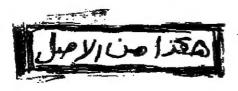
En examinant les différentes étapes de ces six années passées à Baabda, M. Gemayel éclaire par son récit, que l'on aurait aimé souvent plus détaillé, les difficultés rencontrées par l'autorité libanaise pour faire prévaloir son point de vue. Difficultés qui tiennent aussi - et cela ressort en permanence entre les lignes - aux promesses encourageantes données tour à tour par les différents «alliés» du Liban, plus préoccupés par leurs propres intérêts que par celui d'un Etat déchiré.

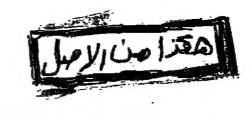
Les Américains furent les premiers interlocuteurs du président Amine Gemayel à son arrivée à Baabda dans la tourmente de l'invasion israélienne. Ils voulaient aller vite, tellement vite qu'ils donneront au Liban de multiples assurances, qu'ils seront incapables de tenir, notamment lors de l'accord mort-né avec Israël le 17 mai 1983.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 3.)

À L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA.; Mirror, 8 dk.; Turique, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Aumiche, 20 sch.; Salgique, 40 fr.; Cameda, 2 S; Côte-d'Arolin, 315 F CFA; Denomerk, 10 kr.; Espagne, 175 pec.; G.B., 80 p.; Grios, 160 dr.; Hande, 90 p.; Halle, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Lumembourg, 40 f.; Horvège, 13 kr.; Paye-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 130 sec.; Sánágal, 335 F CFA; Sulde, 14 cs.; Suisse, 1,80 fl.; USA, 1,50 S; USA (West Count), 1,76 S.





Dates

RENDEZ-VOUS

3

Lundi 7 mars. — Strasbourg : session du Parlement européen. Bruxelles : conseil des minis-

tres de l'agriculture de la CEE (7-8).

Israël : visite officielle du ministre suédois des affaires étrangères.

Mardi 8 mars. — Etats-Unis : série de primaires dans vingt Etats du Sud.

Mercredi 9 mars. - Strasbourg: le chancelier Kohl, président en exercice de la CEE, rend compte au Parlement européen des résultats du sommet communautaire de Bruxelles.

Jeudi 10 mars. — Grande-Bretagne: visite de M. Silva, premier ministre portugais.

Vendredi 11 mars. — Autriche : célébration du 50° anniversaire de l'Anschluss. Indonésie : élection présiden-

Dimanche 13 mars. - Colombie: Elections municipales.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur: (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Ancient directeurs: Habert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fasnet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

10 décembre 1944 Capital social : 620 000 F

Principanx associén de la société
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, jondateu

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



Lagrimerie
du - Monde 7, r. des Italiens
PARIS-DO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, # 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 38-15 - Tepez LEMONDE

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72 3 mais 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F
ÉTRANGER (par messageries)
1 - BELGOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 889 F 1 386 F
IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

504 F 972 F 1404 F 1300 F
Par vole aéricame ; turif sur demande.
Changement d'adrusse définitifs ou
provisoires : non abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligamee d'écrire
tous les nous propres en capitales
d'imprimerie.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 — Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24

Il y a vingt-cinq ans

L'exécution de Jean-Marie Bastien-Thiry

E lundi 11 mars 1963, à 6 h 42, dans l'enceinte du fort d'Ivry, était fusillé Jean-Marie Bastien-Thiry, ingénieur militaire en chef de deuxième classe au service technique de l'aéronautique au ministère de l'air, avec assimilation au grade de lieutenant-colonel, Ainsi était exécuté, une semaine après qu'il eut été rendu, le 4 mars à 22 h 27, dans une salle froide et lugubre du Fort-Neuf de Vin-cennes, l'arrêt de la Cour militaire de justice qui condamnait à mort celui qui n'avait jamais caché être le chef du commando auteur, le 22 août 1962, de la tentative d'assassinat, au Petit-Clamart, contre le général de Gaulle, président de la République. Le même arrêt avait prononcé la même peine contre deux autres membres du groupe, Alain Bougrenet de La Tocnaye et Jean-Charles Prévost. Mais l'un et l'autre avaient bénéficié d'une grâce présidentielle, seul espoir puisque les décisions de la Cour militaire de justice - créée le 30 mai 1962 pour remplacer le Haut Tribu-nal militaire constitué, lui, après le putsch des généraux d'avril 1961 en Algérie n'étaient susceptibles d'aucun recours.

Ainsi s'achevait à peu près, du moins sur le terrain judiciaire, la succession de crises qui, depuis l'ouverture des négociations avec le FLN et l'annonce du principe de l'autodétermination en Algérie par le fondateur de la Ve République, n'avaient cessé de secouer le pays et le régime lui-même.

C'est que les partisans de l'Algérie française, faute d'avoir réussi d'abord l'affaire des barricades d'Alger en janvier 1960, puis le putsch de 1961, comptaient dans leurs rangs des hommes pour qui la seule solution restait la mise à mort de Charles de Gaulle, tenu désormais pour traître à la patrie. On le lui avait d'ailleurs bien signifié en deux occasions. Une première fois, un engin avait été découvert et désamorcé au ront Faron, près de Toulon, qui aurait dû exploser à l'instant où de Gaulle devait s'y trouver. Une seconde fois, le 3 septembre 1961, sur la route de Paris à Colombeyles-Deux-Eglises, à Pont-sur-Seine, seule la maladresse d'autres conjurés avait empêché la destruction de la voiture du général.

La tentative du Petit-Clamart, tout aussi infructueuse — ce qui tint du miracle et de ce qu'on appela la « baraka » du général, — s'apparentait de prime abord à celle de Pont-sur-Seine. Elle s'en distinguait pourtant par la personnalité de ceux qui en avaient été les principaux protagonistes. D'abord, contrairement à leurs prédécesseura, ils n'allaient pas se présenter en viotimes de sombres machinations ou provocations. Dès leur arrestation qui suivit les faits de seulement trois semaines, les organisateurs de l'entreprise du Petit-Clamart revendiquaient des mobiles propres à les flatter eux-mêmes, invoquant morale et théologie, sans toutefois ignorer totalement la politique.

« Le vieil état-major »

En fait, l'équipe réunie par Jean-Marie Bastien-Thiry était formée d'éléments divers et même disparates. Certains de ses quinze membres avaient déjà fait leurs preuves dans l'OAS avant la signature, le 18 mars 1962, des accords d'Evian. D'autres avaient combattu en Algérie, mais non point Bastien-Thiry. Cependant, les engagements, les situations illégales pour les uns, les idéologies ou même les simples idées concouraient à faire de tous des volontaires disponibles au service du Conseil national de la résistance (CNR) qui, depuis le cessez-le-feu en Algérie et le démantélement de l'OAS consacré par la capture de Raoul Salan, ne misait plus que sur l'élimination du chef de l'État. Au reste, le groupe Bastien-Thiry, avant le guet-apens du Petit-Clamart du 22 août 1962 au soir, avait à deux reprises organisé des « missions opérationnelles » dont l'exécution tourna court, surtout en raison du souci qu'avaient les conjurés de ne pas prendre de risque personnel. Auparavant, on avait beaucoup travaillé

dans l'ombre. Il s'agissait de bien s'organiser, d'amener à soi tous les groupes dispersés et disparates qui se cherchaient après le désarroi consécutif à la déroute de l'OAS. Il y avait aussi, pour soutenir l'entreprise, ce que, sans trop préciser, l'un des conjurés, Bougrenet de La Tocnaye, appeia dans ses interrogatoires e le vieil état-major de l'armée e, auquel, précisat-il, l'avait rattaché un officier supérieur dont il devait taire le nom. Là, on assurait des liaisons, on nouait des « contacts » et surtout on cherchait à élaborer « une ligne de conduite sur le plan politique, si difficile à trouver devant les événements qui s'accéléraient, accélération provoquée par des erreurs et certaines factions OAS ». Et puis, un beau jour, « le vieil état-major » trouva sa voie, faisant cause commune avec le CNR en formation de Georges Bidault et Jacques Soustelle.

Dans l'intérêt de la patrie

Jusqu'au mois d'avril 1962, Jean-Marie Bastien-Thiry avait tout ignoré de ces actions et de ces projets. Certes, comme il devait le dire, il avait, à trente-cinq ans, son opinion sur les faits et les hommes. Il n'en avait rien montré. Il vivait à Bourg-ca-Bresse avec ses trois enfants et sa femme, fille de Georges Lamiraud, ancien secré-

Dès lors, deux questions allaient se poser qui, l'une et l'autre, ne paraissent pas, vingt-cinq ans après, avoir reçu de réponse. La première est de savoir d'où vinrent les fonds nécessaires à l'organisation : armes, locations de voitures, etc. La seconde est encore plus intrigante : les conjurés disposaient-ils à l'Elysée d'informateurs susceptibles de leur faire savoir les tinéraires choisis pour les déplacements de Charles de Gaulle. Bastien-Thiry le laissa entendre. Cela convenait à sa défense. A la réflexion, lorsque l'on sait que, connaissant à l'époque les dangers courus, les responsables de la sécurité modifiaient, même en cours de trajet, les parcours initialement retenus, on peut en douter. En revanche, le commando pouvait avoir, à partir de l'Elysée, des complices chargés de faire savoir à des hommes placés à d'autres carrefours l'instant où ils avaient vu passer le cortège.

Ne revenons pas sur les tentatives manquées ou abandonnées du 8 août 1962 et du 22 août au matin. Le 8, une Estafette n'a Le soir, de Colombey, Charles de Gaulle appellera Georges Pompidou, son premier ministre, pour lui répéter, comme il le gromnelle depuis les événements: « Ces gens-là tirent comme des cochons. »

Le procès qui va se dérouler du 28 janvier au 4 mars 1963 ne changera rien à ces évidences et ne répondra pas à toutes les questions. Il réunira du côté de la défense deux monstres sacrés, Jean-Louis Tixier-Vignancour et Jacques Isorni. Ce dernier y mettra en cause le ministre des finances (c'est alors Valéry Giscard d'Estaing), soupçonné par lui d'avoir été un peu financier. On suspendra Me Isorni. On refera l'historique des drames de l'Algérie. Jean-Marie Bastien-Thiry lira une longue déclaration assimilant la Ve République et son chef au régime hitlérien, parlant de génocide en Algérie et invoquant le droit de « citoyens libres qui, ayant constaté la dictature, ne sont pas plus justiciables des lois de la République que ne l'est un simple citoyen qui défend sa sœur menacée de



taire général à la jeunesse du gouvernement de Vichy. On le tenait pour un brillant sujet, chevalier de la Légion d'honneur à juste titre. On le savait aussi catholique de stricte obédience et même descendant d'un grand juge du premier Empire. Mais depuis assez longtemps déjà, il pensait en son cœur que le général de Gaulle incarnait un pouvoir politique parfaitement illégitime, sans voir pour autant quel pouvoir légitime on pouvait bien lui opposer sans risque d'anarchie. L'OAS ne l'avait jamais attiré. En revanche, le CNR de Georges Bidault fut pour lui une découverte. Il en reçut les écrits, s'intégra à des groupes d'études où il côtoya des civils et des militaires. On y parlait de plus en plus de la e mise hors d'état de nuire du chef de l'Etat ». Plus qu'une idée, cela s'imposait comme une nécessité.

Devant les enquêteurs comme à son procès, Jean-Marie Bastien-Thiry expliquera donc que l'action décidée et entreprise le 22 août 1962 le fut dans l'intérêt de la patrie et de la nation, qu'il agissait avec son groupe contre un pouvoir devenu à ses yeux sans légitimité puisqu'il avait violé la Constitution en abandonnant une partie du territoire national. Violé aussi les principes essentiels de la morale qui régit notre civilisation française, occidentale et chrétienne, et particulièrement les principes de vérité, de justice et de solidarité humaine.

A partir de là et en appelant à la rescousse saint Thomas d'Aquin et la théorie du « tyrannicide », la justification devant Dieu de la mise à mort du tyran, il fut assez vite envisagé de préférer à un enlèvement de Charles de Gaulle à la faveur de gaz fumigènes une embuscade selon les lois ordinaires du genre avec tout ce que peuvent offrir d'efficacité des pistoletsmitrailleurs, des grenades, dûment répartis et utilisés dans la grande tradition d'un western mis au service de la politique.

pas suivi ». Le 22 au matin, les tireurs sont arrivés dix minutes trop tard pour sur-prendre le général qui, de Colombey, venait présider un conseil des ministres. Mais ils savent qu'après le conseil Charles de Gaulle va retourner à sa maison des champs, et pour cela regagner Villacou-blay où l'attend un avion. Il s'agit d'opérer le plus près possible de l'aérodrome pour disposer du maximum de temps entre l'annonce de la sortie de l'Elysée et le point d'interception. Cette annonce est faite à 19 h 45 et reçue dans la maison de Meudon où le groupe est en place. Il reste à appliquer les consignes. Avenue de la Libéra-tion, au Petit-Clamart. Bastien-Thiry attend le cortège. Il a pour mission, en agi-tant un journal, d'en signaler l'arrivée à ceux qui, plus loin, vont ouvrir le feu. Un premier groupe est à l'affût dans une Estafette dont les portes arrière doivent s'ouvrir au dernier moment. Au-delà, à bord d'une Citroen ID-19, se tiennent en « second rideau » Bougrenet de La Tocnaye et ses hommes, Watin et Prévost. On attend l'efficacité d'un « tir axial ».

Le sang-froid de Francis Marroux

Ils le diront et le répéteront, avant d'avancer une autre thèse, celle d'un enlèvement: il s'agissait, par un « tir d'arrêt » dans les pneus, de contraindre la DS présidentielle à s'arrêter pour ensuite assurer avec les meilleures chances le « tir ponctuel » sur les occupants. Mais, lorsque le véhicule qui transportait le général, son épouse et son gendre essuie les premiers tirs de l'Estafette, le chauffeur Francis Marroux, récemment décèdé, loin de freiner, accélère. Il échappe aux occupants de l'ID qui, pourtant, ont tiré eux aussi sans mesure. La DS du général a été touchée mais aucun de ses occupants n'est atteint.

viol ». La Cour, composée seulement de militaires, avait pour président le général Gardet. L'accusation avait été soutenue par l'avocat général Gerthoffer, revêtu de l'uniforme pour la circonstance. Ce fut un débat long, fastidieux et en même temps trasique.

Reste la question: pourquoi Charles de Gaulle n'a-t-il pas gracié Bastien-Thiry? Il en eut, a-t-on dit, la tentation. Il aurait même suffi qu'on lui confirme que le condamné avait des antécédents psychiatriques. Jean Lacouture, dans le troisième tome de son De Gaulle, raconte fort bien tout cela. Le général Alain de Boissieu a, lui aussi, dans son livre Pour servir le général, exposé ses sentiments tout autant que son témoignage.

off or a sign of a

F = 3 - 4

144 F W. C.

Quant à Charles de Gaulle, ni dans ses Lettres, notes et carnets ni ailleurs, il p'a donné ses raisons de laisser « la justice suivre son cours ». On trouve sculement dans le premier tome des Mémoires d'espoir ceci: - La fin de la colonisation est une page de notre Histoire. [...] Celui qui l'a écrite doit-il survivre à l'accomplissement? Au destin d'en décider, Il le fait le 22 août 1962. Ce jour-là, au Petit-Clamari, la voiture qui me conduit à un avion de Villacoublay avec ma femme, mon gendre Alain de Boissieu et le chauffeur Francis Marroux est prise soudain dans une embuscade soigneusement organisée: mitraillade à bout portant par plusieurs armes automatiques puis poursuite menée par des tireurs en automobile. Des quelque cent cinquante balles qui nous visent, quatorze touchent notre véhicule. Pourtant - hasard incroyable - aucun de nous n'est atteint. Que de Gaulle continue donc de suivre son chemin et sa vocation ! »

JEAN-MARC THEOLLEYRE



Etranger

Les navettes du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient et les troubles en Cisjordanie et à Gaza

M. Shultz invite M. Shamir à répondre « sans équivoque » à ses propositions dans les dix jours

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Pour le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, l'heure du choix paraît bel et bien avoir sonné. Si talentueux soit-il dans l'art de l'esquive et dans celui de gagner du temps, on voit mal comment il pourrait aujourd'hui éviter de se prononcer sur le « plan » américain que le secretaire d'État, M. George Shultz. lui a présenté, cette fois, sous forme de document écrit, vendredi 4 mars, à Jérusalem. M. Shultz vent - une réponse sans équivoque », indiquait la radio israélienne à l'issue des nouveaux entretiens que le diplomate américain a eus avec M. Shamir.

Une semaine de navette diplomatique américaine au Proche-Orient s'achève ainsi sur ce qui est d'abord un problème de politique intérieure israélienne et qui pourrait annoncer la sin du gouvernement d'union nationale (Likoud-travailliste). Apparemment, M. Shuitz estime qu'il n'y a pas eu d'opposition catégorique à ses propositions de la part des dirigeants arabes qu'il a rencontrés (le roi Hussein de Jordanie, le ent Hosni Moubarak et le chef de l'Etat syrien, M. Hafez El Assad). Pour reprendre une expression de M. Pérès, le ministre israclien des affaires étrangères, les pays arabes n'ont pas dit oui à M. Shultz, mais ils ne lui ont pes dit

Faute de veto arabe (qu'espérait peut-être le premier ministre), c'est donc à M. Shamir qu'il revient de se prononcer « sans équivoque ». Il devra le faire avant ou pendant le

visite officielle qu'il doit effectuer dans dix jours à Washington (du 14 au 16 mars). Mais, d'ores et déjà, la grogne se fait entendre dans la formation du chef du gouvernement. dredi, les proches d'un des chefs du Likoud, M. David Lévy, exhortaient M. Shamir à refuser franchement le plan Shultz et à annuler sa visite aux Etats-Unis.

Deux пончених

Car le document américain ne plaît définitivement pas au Likoud : Ouverture internationale à la miavril, inaugurant en mai des conversations directes israélo-arabes sur l'autonomie pour la Cisjordanie et Gaza (avec élection d'une assemblée palestinienne en octobre) puis. en décembre, conversations sur le statut final des territoires. . C'est trop rapide, dit M. Shamir, et, surtont, c'est prendre le risque d'avoir à négocier un éventuel compromis territorial dont le Likoud ne veut pas entendre parler. Comme les travaillistes ont accepté l'approche américaine, il est presque probable que le gouvernement d'union nationale n'ira pas à son terme (novembre) et que les électeurs seront appelés à trancher au début de l'été.

Plusieurs sources autorisées à Jérusalem soulignaient que M. Shultz avait été encouragé à poursuivre ses efforts par une réaction jordanienne qui aurait été beaucoup plus positive que certaines déclarations publiques ont pu le laisser penser. S'il en a été ainsi,

vendredi; il a achevé sa visite sur de courtoises banalités, à l'instar de ses interlocuteurs, MM. Shamir et Pérès, qui se sont bornés à qualifier leurs entretiens séparés avec le secrétaire d'Etat de « conversations amicales, fructueuses et promet-

Celles-ci se sont déroulées sur fond de violences ininterrompues. Dans deux villages de Cisjordanie, à Arraba (au Nord) et à Al Khadr (près de Bethléem), des affrontements entre l'armée et des lanceurs de pierres se sont achevés avec la mort de deux manifestants, ce qui porte à 80 le nombre de Palestiniens morts depuis le début de la révolte dans les territoires. Dans le camp de Deir el Balah, à Gaza, quatre soidats ont été légèrement blessés par un engin explosif.

A Jérusalem, à la sortie ouest de la ville, mais tout de même assez loin de l'Hôtel Hilton où résidait M. Shultz, un attentat a apparemment été déjoué de justesse : la police a découvert une voiture pié-gée, chargée d'une dizaine de kilos d'explosif, qui avait été, semble-t-il, abandonnée par son chauffeur après avoir heurté un poteau de signalisa-

Un responsable de la police ne cachait pas qu'une véritable « catastrophe - avait été évitée ; la voiture, une Renault 4, devait, selon lui, exploser près d'un centre commercial dans la matinée, à une heure de grande assuence, - en signe de protestation contre la mission Shultz ».

ALAIN FRACHON.

La révolte dans les territoires occupés a modifié l'attitude des Libanais envers les Palestiniens

BEYROUTH

de notre correspondant

La révolte palestinienne de Cisjordanie a suscité un fol espoir chez tous les Libanais pour une fois d'accord sur la possibilité d'un règle-ment de la crise du Proche-Orient, et, dans son sillage, de la crise liba-naise. Le salut viendrait-il finalement de ces Palestiniens par qui tant de malheurs sont arrivés et que les différents groupes socio-politiques du Liban out successivement bass et rejetés après les avoir parfois adulés?

Après avoir laissé indifférents des Libanais blasés par treize années de guerre, les événements des territoires occupés, par leurs possibles retombées régionales, ont fini par polariser leur attention. Jusqu'à la

Le camp chrétien, fer de lance du militantisme antipalestinien au début de la guerre du Liban, s'est mué en allié objectif de ses ennemis d'hier. Les chrétiens du Liban, à commencer par les Forces libanaises (milice unifiée), qui furent les plus zélés des antipalestiniens, l'ont bien réalisé: à court terme, face à la Syrie, comme à long terme face à Israël, leurs intérêts convergent avec ceux des Palestiniens.

M. Arafat aussi l'a compris, et en a longuement discuté par trois fois avec un dirigeant qualifié de la milice chrétienne. Les uns et les autres ayant constaté leurs erreurs, une alliance *de facto a été* conclue. face à l'ennemi commun - syrien en l'occurrence - qui s'est traduite par des facilités de passage accordées aux Palestiniens lors de la guerre des

chrétiens libanais un sévère avertissement... israélien sous forme d'arraisonnement d'un bateau assurant la navette Larnaca-Jounieh.

C'est sur les écrans de la télévision appartenant aux Forces liba-naises que la cause palestinienne dans le soulèvement des territoires occupés a été le mieux exposée et défendue. Le chef de cette milice, M. Samir Geagea, a publiquement exprimé son « respect » pour le mou-

Les dirigeants chrétiens n'ont pas eu - comme lorsque, en 1979, le roi Hussein de Jordanie écrasait les Palestiniens - la même jubilation primaire. Ils sont conscients que leur intérêt commande non pas certes une victoire des Palestiniens, au demeurant improbable pour ne pas dire impossible, mais au moins une certaine affirmation de leur droit à

Fierté par procuration

Pour le camp chite, qui a pris le relais des chrétiens dans l'hostilité directe et armée aux Palestiniens antipalestinianisme - au miveau de la population est devenu viscéral même chez les hezbollahis pourtant politiquement aux antipodes d'Amal dans la guerre des camps, - les mêmes causes ont produit les mêmes effets, c'est-à-dire l'espoir de voir réussir le mouvement des territoires occupés. D'autant plus que, pour une fois, la lutte palestinienne est menée de l'intérieur, et non plus à partir du Liban. Argument décisif.

De surcroît, pour Amal, ce fut l'occasion de se dégager dans les meilleurs conditions du bourbier de la guerre des camps, une occasion que M. Nabih Berri a saisie au vol en passant la main aux Syrieus. Ce qui, soit dit incidemment, n'est pas essairement le meilleur des trocs pour les Palestiniens, et ils en sont

Les sunnistes libenais, pour leur part, ont retrouvé par procuration, à travers la lutte exemplaire des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. une sierté perdue. Ayant tiré leur force des Palestiniens et s'étant donc affaiblis avec eux, au point d'être considérés avec dédain par leurs partenaires libanais, ils en sont quelque peu revigorés.

Mais, ayant perdu l'espoir de tirer à eux la converture du pouvoir à la faveur d'un diktat palestinien, ils ont tempéré leurs ardeurs propalestiniennes et voient presque aujourd'hui l'OLP à travers le même prisme que les autres communautés libanaises. D'ailleurs, Damas veille au grain pour freiner d'éventuels retours de flamme pro-arafatistes.

Les sunnites sont d'autant plus intéressés par les perspectives d'une solution de la crise libanaise que, à la différence des autres communautés libanaises, ils n'ont pas de

projet politique de repli, ni partition niste ni islamiste. Quant aux druzes. tant que l'on ne touche pas à leur montagne-sanctuaire, leur faculté d'adaptation aux réalités géopolitiques est remarquable. Concernant en particulier les Palestiniens, les druzes du Liban ont réussi le tour de alliés sans en subir les conséquences. tout en les tenant à distance respectable de leurs întérêts.

Apaisement pré-électoral

Tout le monde y trouve sinale-ment son compte. De l'illusion fugace d'une possible solution à la crise israélo-arabe subsiste à Beyrouth - dans les deux Beyrouth une certaine détente et la conviction intuitive que l'élection présidentielle de 1988 au Liban se déroulera à peu près bien. Certes, rien n'est sûr, et l'hypothèse de la non-élection, donc du vide constitutionnel, reste plausible. Mais s'il fallait aujourd'hui prendre des paris, les Libanais, dans leur grande majorité, miseraient sur la tenue de l'élection, ce qui n'était

pas le cas à l'automne dernier. Le climat n'est simplement plus le même. Sur le plan intérieur, le calme persiste, ce qui est de jour en jour plus significatif, à mesure qu'on se rapproche de l'échéance électo-rale. Les positions jusque-là les plus dures sont presque conciliantes. Tout le monde s'est assagi. C'est un peu comme si la guerre elle-même était devenue adulte...

Sur le plan régional, les Syriens premiers maîtres d'œuvre sur la scène libanaise, ne sont pas aussi surs d'eux qu'ils voudraient le laisser croire, et leur pouvoir est, à plus d'un titre, ouvertement ou insidieusement battu en brèche. Même s'ils continuent à « jouer » la déstructu-ration de l'Etat libanais, ils ont peur du vide dont ils sont pourtant les initiateurs, ayant constaté à leurs dépens qu'au Liban on ne parvient plus à maîtriser le chaos que l'on a soi-même suscité. Quant à Israel, suffisamment occupé par ses problèmes et guéri de son aventure libanaise, il se contente de rappeler que l'on ne peut élire de président du Liban contre lui. On peut cependant

Sur le plan international enfin, les Etats-Unis reprennent langue avec la Syrie pour préparer l'élection d'un président libanais, tandis que l'URSS se montre apaisante, ame nant M. Joumblatt à faire, à partir de Moscou, une de ses rarissimes déclarations modérées.

en élire un en debors de lui.

Si donc l'on spécule à Beyrouth et on le fait toujours frénétiquement dans cette ville aux mille rumeurs. - c'est sur les chances des présidents potentiels - notamment Michel Aoun - plutôt que sur les risques de vide institutionnel.

LUCIEN GEORGE.

« Presse, zone interdite »

JÉRUSALEM

de notre correspondant Une herse barre la route de

Ramallah (au nord de Jérusalem); des soldats scrutent la file de voitures : « Presse, zone intendite. » Un militaire prend soigneusement les numéros d'immatriculation et enjoint aux journalistes de faire vendredi 4 mars, les autorités avaient systématiquement interdit certains secteurs des territoires occupés à la presse, israélienne et étrangère. La journée n'a pas été choisie au hasard : lour de la prière hebdomedaire des musulmans, le vendredi est souvent l'occasion de rassemblements, manifestations et haurts avec les forces de sécurité à

Dans la bande de Gaza, les alentours des principaux lieux de cuite avaient été déclarés « zone militaire ». En Cisjordanie, c'était la

cas de la région de Hébron et de celle de Ramaliah, imperméablement bouclées. En principe, Naplouse aussi était visée, mais i faut croire que la mesure était appliquée avec une certaine soupiesse, puisque la plupart des routes menant à la grande ville du nord de la Cisjordanie étaient

A la mi-journée, la prière achevée, Naplouse était déserte, seulement percourue par les jeeps et les camiona de l'armée qui, tous phares aliumés, donnaient, sous ia pluie, la chassa à quelques lanceurs de pierres. Pour peu qu'ils n'aient ni appareil photographique ni caméra, l'armée autorisait les journalistes à arpenter le cœur de la vieille ville. Spectacle habituel : doulière, gourdin à la main, cognent à la porte des maisons et enjoignent aux habitants de dessent quelques tirs de gaz lacrymogènes isolés, puis une brève salve d'armes automatiques. « C'est comme tous les vendredis », commente sobrement un Palestinien en pyjama, sur le pas

Le général Mitzea sur la sellette

Cette « journée portes à demi formées » en Cisiordanie et à Gaza. avait été décidée après une semaine de polémiques virulentes suscitées par « l'affaire CBS » : ce passage à tabac en direct de deux ieunes Palestiniens, frappés durant quarante minutes par des soldats à coups de pied et à coups de ministres et députés du Likoud (droite) n'ont cessé de s'en prenaccusée d'être à l'origine des

émeutes...) et au commandant en chef de la Cisjordania, le général Mitzna, accusé, lui, d'avoir fait part de son émotion et de sa constemation à la suite de l'affaire CBS.

Certains ont réclamé que la totalité des tarritoires soit fermés à la presse. Le ministre de la défense, M. Rabin (travailliste), s'y est catégoriquement opposé. Le 2 mars, devant une délégation des organisations juives américaines, le chef du gouvernement, M. Shamir, donnait son avis. « Pour la première fois, a-t-il dit, nous devons envisager de fermer certaines régions à la presse, afin de réduire le tort qu'elle cause injustement au pays. » Indigné, il ajoutait : « Les journalistes ne veulent pas nous écouter : ils charchent des sources arabes; certains d'antre eux vivent prennent leurs informations chez leurs voisins. »

A. Fr.

LIBAN

Le directeur de l'organisation humanitaire OXFAM-GB et son adjoint ont été enlevés dans le camp palestinien d'Ain-Héloué

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

La géographie des enlèvements au Liban s'est décidément déplacée vers le Sud où, en un mois, quatre occidentaux - deux fonctionnaires scandinaves de l'UNRWA, un offi-cier supérieur américain de l'ONU et un Britannique de l'organisation humanitaire OXFAM — ont été pris en otage. C'est la première fois cependant, dans les affaires récentes, qu'un enlèvement se pro-duit à l'intérieur d'un camp palestinien. C'est en effet dans le camp d'Ain-Héloué, le plus grand du Liban (80 000 habitants), situé à la périphérie sud de Saïda, qu'ont été enlevés, jeudi 3 mars, le Britannique Peter Coleridge, directeur d'OXFAM-GB pour le Proche-Orient et le responsable de la branche libanaise de l'organisation, M. Omar Traboulsi, de nationalité

Ce rapt ressemble toutefois par bien des aspects à celui des deux fonctionnaires de l'UNRWA enlevés le 5 février dans un secteur proche, à l'entrée sud de Saïda, et relachés il y a cinq jours. Comme ces derniers, M. Coleridge appartient aussi à une organisation humanitaire qui travaille en faveur des Palestiniens et a été enlevé par des Palestiniens en armes, ce qui semble maintenant établi dans le cas des fonctionnaires de l'UNRWA.

Leader sunnite de Saïda. M. Moustapha Sead, dont la milice est fortement appuyée par les Palestiniens, a menacé dans la nuit de vendredi à samedi, de prendre de - sévères mesures - contre les ravisseurs. Comme s'il voulait ménager à ces derniers une porte de sortie. il a expliqué que le rapt de M. Coleridge et de son adjoint était une méprise » due au fait que M. Coleridge prenait des photos du camp.

Un précédent inquiétant

Si-le précédent des fonctionnaires de l'UNRWA peut porter à un certain optimisme, le cas du journaliste britannique de l'UNRWA Alec Colett, enlevé le 25 mars 1985 par l'organisation révolutionnaire des socialistes musulmans, est aussi dans toutes les mémoires. Cette organisation avait annoncé, sans en fournir toutefois de preuve irréfuta-ble, la pendaison d'Alec Colett, le 17 août 1986, après un raid de aviation américaine sur Tripoli (Libye). Le nom de la formation

d'Abou Nidal avait alors été cité. Or, dans le cas présent, les regards se tournent aussi vers les hommes du Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal qui sent présents dans le camp d'Ain-Héloué, en particulier dans le secteur sud, où a eu lieu de double enlèvement. Dernièrement, M. Bitterlin, qui joue le

médiateur dans l'affaire des passagers français et belges du bateau Silco arraisonné par les hommes d'Abou Nidal, s'était rendu à Ain-Héloné, où il avait été reçu par des responsables du Fatah-Conseil révo-

Plusieurs hypothèses peuvent cependant être envisagées. Il semble, en tout cas, que le Foreign Office avait conseillé très récemment à ses ressortissants de faire très attention, et en particulier d'éviter la ville de Saïda. Le groupe d'Abou Nidal essaie depuis long-temps d'obtenir la libération de ses deux militants arrêtés après la tentative d'assassinat à Londres, en juin 1982 de l'ambassadeur d'Israël. M. Shlomo Argov. Celle-ci avait servi de prétexte à l'invasion israélienne du Liban

Ce rapt est-il lié, comme le précédent visant les deux fonctionnaires de l'UNRWA, au problème de la reconstruction des camps du Liban, on est-il une tentative pour essayer de discréditer le monvement palestinien au moment où le soulèvement dans les territoires occupés lui donne un souffle nouveau? Il est trop tôt pour le dire, d'autant que les tractations financières ne sont jamais totalement absentes de ce genre d'acte. Mais cet enlèvement renforce en tout cas le sentiment ou'aucune parcelle du Liban ne sera bientôt plus

Le grand regret du président Gemayel

(Suite de le première page.)

Le président Gemayel a-t-il alors été trop confiant? « Avais-je d'autres choix? demande-t-il aujourd'hui. D'une part, le pro-cessus était déjà engagé – Liba-nais, Syriens, Palestiniens et Israéliens y participaient - et la force multinationale était là. Je ne vois pas qui aurait pu m'aider plus efficacement pour assurer l'évacuation de l'armée israélienne et le rétablissement de la souveraineté nationale sur tout le territoire. J'espérais aussi pou-voir compter sur l'aide des Arabes modéres proches des Etats-Unis. »

M. Gemayel ne s'avoue toutefois pas - déçu - de l'attitude américaine dans la mesure, dit-il, où - je ne me suis jamais fait d'illusions. Avec les Américains, nous n'avons jamais demandé l'impossible. Je doute que j'aurais fait moi-même appel à l'intervention de l'armée améri-caine, les Etats-Unis n'étant pas encore complètement guéris du syndrome du Vietnam. J'ai d'ailleurs essayé de donner une couverture onusienne à cette force occidentale venue à la demande des Palestiniens et de leurs

. Les Américains, ajoute le président, sont un atout substan-tiel mais relatif et fragile, Il est important de l'avoir de son côté, et ils nous ont aide par la suite comme ils le font depuis septembre pour la reprise du dialogue

avec la Syrie. » Le · malentendu » avec la Syrie, omniprésente dans ce livre comme elle l'est sur la scène libapaise, constituent sans aucun donte un des grands regrets du président libanais. Vierge de toute accusation pro-israélienne, connu pour ses options arabes, M. Gemayel pouvait peut-être espérer mieux réussir que ses prédécesseurs, qui ont tous, sans

< Nous avons évité l'effondrement »

exception, eu maille à partir avec

Damas durant leur présidence.

 La normalisation de nos relations, dit-il, était ma principale préoccupation quand je me suis installé. - Les extraits d'un dialogue qu'il a eu avec le président Assad - . L'homme qui, malgré tout, a le mieux compris le problème du Liban . - sont, à cet égard, significatifs. Mais - la Syrie, ajoute-t-il non sans raison, a toujours eu tendance à traiter le Liban avec légèreté. Jusqu'à maintenant, je maintiens qu'il est de l'intérêt des deux pays d'avoir de bonnes relations ».

A quel prix? . La Syrie doit respecter l'entité et la souveraineté libanaises. - Cette exigence a abouti au fameux - non - du président libanais à l'accord intermilices de Damas de décembre

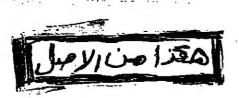
1985. Un refus qui a soulagé beaucoup de Libanais, même parmi les signataires de cet accord. Il a abouti à un certain isolement du président, boycotté depuis par tout l'Ouest musulman et l'opposition prosyrienne.

- Le Liban, dit-il, est beaucoup plus uni aujourd'hui qu'en 1982. Les Libanais n'attendent qu'une chose: reconstruire ensemble ce qu'ils ont eux-mêmes détruit. Je peux vous assurer que ces leaders, en apparence agressifs et butés, sont anxieux de reprendre le dialogue et de dépasser cette conjoncture. >

Cette volonté de résister, de faire entendre toujours et partout la voix de la légalité libanaise sauvegardée, sous-tend les pages de ouvrage. - Nous avons évité l'effondrement, c'est cela qui importait -, confie M. Amine Gemayel, qui n'a pas perdu, au contraire, l'espoir de terminer son mandat sur - une solution valable qui soit un premier pas vers la paix. Les six mois qui me restent, dit-il, sont aussi importants que les cinq années et demie passées. Tous mes espoirs, mon but, mes efforts doivens tendre aujourd'hui à trouver une issue à

FRANÇOISE CHIPAUX.

* L'Offense et le Pardon, cd. Gallimard-Lieu commun, avec la colla-boration de Philippe Lapousterlle,



BRUXELLES de notre correspondant

MM. Turgut Ozal et Andréas Papandréou, premiers ministres de Turquie et de Grèce, se sont rencontrés à deux reprises ces derniers jours à Bruxelles en marge du sommet de l'alliance atlantique. Vendredi 4 mars à l'issue du second rendezvous, ils ont publié un communiqué commun où ils affirment leur volonté de poursuivre le processus d'amélioration des relations bilatérales engagé lors de leurs premières conversations, les 30 et 31 janvier 1988 à Davos. MM. Ozal et Papandréou

s'efforcent de faire disparaître au fur et à mesure les sources de tension existantes. Ils annoncent ainsi leur intention de créer une nouvelle souscommission politique (deux commissions, l'une à vocation politique, l'autre à vocation économique ont déjà été instaurées à Davos) composée de

« M. Papandréon et vous-même donnez l'impression d'accélérer vos efforts de rapprochement. Etesvous gênés, dans cette entreprise, par des forces politiques hostiles à la normalisation des relations entre les deux pays ?

- La Grèce et la Turquie connaissent des rapports difficiles depuis plus de trente ans, et de nombreux griefs ont été accumulés de part et d'autre. Il n'est pas facile de régler tous ces problèmes d'un seul coup. Cela prendra du temps. C'est vrai qu'il existe, dans les deux pays, des gens qui ne sont pas favorables au rapprochement et qui estiment que nous avons tort de nous engager dans cette voie. Mais ils sont peu nombreux, encore moins nombreux en Turquie qu'en Grèce. A cet égard, j'ai probablement moins de difficultés que M. Papandréou. Certains de mes adversaires politiques essaient d'exploiter cette affaire,mais ils n'ont pas beaucoup de poids. Les réticences s'évanouiront au fur et à mesure que nous ferons des progrès. L'opinion publique des deux pays, et c'est ce qui compte, est en faveur de la paix.

- Seriez-vous prêt à accepter la proposition grecque de soumettre votre litige concernant la mer Egée à l'arbitrage de la Cour internatio-

- A Davos nous avons décidé de créer deux commissions. L'une est chargée de la coopération commerciale et industrielle, bref des ques-tions qui ne soulèvent pas de polémiques. Son action devrait être utile

diolomates et de militaires qui, sous les auspices des deux ministres des affaires étrangères, examineront les problèmes liés aux exercices de défense nationaux ainsi que les missions des forces

Le comité mis en place pour rechercher les personnes disparues pendant les événements de Chypre, à partir de 1974, composé de représentants des deux communausés de l'île, sera «réactivé». Par ailleurs, la Grèce s'engage à reconnaître de manière pleine et entière le traité d'association liant la Communauté à la Turquie. Enfin, M. Ozal se rendra en visite officielle à Athènes du 13 au 15 juin prochain, ce sera la première visite d'un chef de gouvernement turc en Grèce depuis trente ans.

Avant de auitter Bruxelles, M. Ozal a répondu à nos questions.

car développer nos relations dans ces cinq ans ne le reconnaissent plus, et je crois que dans cinq ans vous troudomaines ne peut que contribuer à réchauffer l'ambiance. La seconde verez encore une autre Turquie, très examine des questions politiques controversées. Celle, par exemple, différente, plus moderne, occidentalisée. Elle ressemblera alors à des droits en mer Egec. Avant de n'importe quel autre pays européen décider quol que ce soit, il faut par-fer. Les Grees ont des propositions, Il est cependant difficile de prévoir quand interviendra l'adhésion à la Communauté. Nons avons fait acte nous en avons aussi, nous trouverons probablement une solution. de candidature, conformément aux dispositions du traité de Rome, Vous avez décidé avec l'année passée. La Commission de M. Papandréou de traiter séparé-ment le problème chypriote. Quel Bruxelles effectue maintenant une étude qui prendra un ou deux ans. Mais, dans l'intervaile, nous voulons rôle pourrait jouer le nouveau gonvernement de Nicosie dans la

revitaliser notre traité d'association, qui a été gelé au début des années 80. Un conseil d'association se tiendra en avril, et des décisions significatives devraient alors être prises dans ce sens.

- Existe-t-il un obstacie cultu-rei à l'adhésion? Que pensez-vous de la memace que représente aux yeux des Occidentaux la montée du - La population turque est à

98 % musulmane, c'est exact. La Turquie a été jadis le cœur de l'islam. Mais c'est aussi un Etat laïc. Il y a très peu de fondamentalistes chez nous, car la Turquie est une société ouverte. Depuis quarantequarante-cinq ans, il existe des partis politiques fondamentalistes, n'est que très limité. Aux élections de novembre 1987, ils n'ont obtenu

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE.

Amériques

ÉTATS-UNIS: la campagne de Pat Robertson Un businessman prédicateur

A l'approche des primaires du Sud - le « super-Tuesday» du 8 mars - un dù démissionner, pour « péché mortel » avec la veuve d'un de ses collègues. Après Jim Bakker et Jimmy Swaggart, le pasteur Michael Agnello a annoncé sa décision vendredi 4 mars, la veille de la primaire républicaine en Caro-line du Sud. L'exgéliste Pat Robertson pagne, bien que ces « scan-dales » à répétition soient de nature à affaiblir quelque peu sa position.

WASHINGTON de notre correspondant

Il semble tout droit sorti d'un remake égrillard de Blanche-Naige et les sept nains: une tête de lutin, mais un peu pervers à cause peut-être de ce sourire roublard de cette voix un peu trop miel-leuse, et de cette manière insinuante d'attaquer ses adver-saires. Il se vante d'avoir un QI de 137, Il a fait de solides études de droit, mais Il s'adresse à un public de gens simples, effrayés par le monde moderne, l'avortement, osexuels et les politiciens.

Pendant des années, on l'a vu à la télévision défendre la religion et l'ordre moral, mais aujourd'hui il trouve insultant qu'on le décrive n trouve insutant qu'on le decrive comme un prêcheur, un évangé-liste: « Je suis un businessman », explique-t-il, avant d'ajouter, comme si c'était accessoire, qu'il dirigeait une chaîne de télévision chrétienne (CBN). Et si ce chrétien « Born again » (né une seconde fois) a bien raçu un don du ciel, c'est celui de transformer en or la parole divine - ou simplement robertsonienne: CBN rapportait, du temps où il la dirigesit,

200 millions de dollars par an Croit-il vraiment servir Dieu, ou s'en est-il aurtout beaucoup servi? En tout cas, il a réussi amasser un joli magot, et, plus récemment, un joli paquet de votes dans les caucus de l'Iowa et du Minnesote, à Hawai ou dans le Michigan, et à battre à plu-sieurs reprises le vice-président des Etats-Unis, George Bush. ez dour inspirer à si adversaires une sainte terreur et lui permettre de mener campagne sans rencontrer le moindre obsta-

Même le presse libérale était remarquablement indulgente, lais-

sant à l'ultra-conservateur Wall Street Journal le soin de dénonces Street Journal le soin de dationes le danger : « Plus grand sera le rôle de Robertson dans les pri-maires, plus il sera difficile pour les républicains de gagner l'élec-

Avalanche de démentis

Ces demiers temps pourtant,

les choses ont un peu changé. L'ex-télévangéliste a commence à svoir mauvaise presse, et c'est sa faute. Il a tendu des verges pour se faire fouetter, en affirmant, au cours d'un débat public, que des missiles soviétiques SS-4 et SS-5 facient de l'autre (maleure). étaient toujours implantés à Cuba; en insinuant que les organisateurs de la campagne de George Bush avaient fait en sorte que le scandale qui vient de frap-per un autre télévangéliste, Jimmy Swaggart (le Monde du 5 janvier) éclate juste avant les primeires du Sud, dans le seul but de compromettre sa candidature à lui; enfin, en prétendant que sa chaîne de télévision avait eu connaissance du lieu où sa trouvaient détenus des otages a cains au Liban, mais que l'administration n'en avait tenu aucun

Il s'est très vite avéré que cas assertions étaient dénuées de tout fondement, et le candidat a piteusement battu en retraite devant l'avalanche de démentis venus de toutes parts, y compris du président Reagan lui-même.

Contre toute évidence, M. Robertson a commencé per incriminer la presse, coupable d'avoir déformé des propos que tout le monde pourtant l'avait entendu tenir à la télévision. Puis à caux qui lui demandaient d'étayer un peu ses informations, il a expliqué qu'il ne pouvait transporter avec lui *e toute une biblio-*thèque ». Il a enfin affirmé n'avoir jamais mis en cause M. George Bush ni critiqué le président Reagan : en un mot, le grand défen-seur de la vertu s'est mis à ressembler à un petit bonimenteur entortillé dans ses mensonges

De vieilles histoires

face de vieilles et déplessantes histoires : par exemple, it aurait profité de l'influence de son père, alors sénateur, pour éviter d'aller au front en Corée au début des années 50. L'accusation a été

lancée par un ancien « marine », actuellement élu républicain de Californie. M. Robertson a com-Californie, M. nobertadir a con-mencé par monter sur ses grands chevaux, il a intenté un procès en diffamation, mais il cherche à pré-sent à se dégager. Le procès devrait en principe s'ouvrir le 8 mars, et M. Robertson a compris, mais un peu tard, que l'affaire pourrait lui être fort dommageable, d'autant que da nou-veaux témoignages, défavorables pour lui, ont été enregistrés.

Tout cela commence à faire un peu beaucoup et tombe plutôt mal au moment où M. Robertson avait décidé de frapper un grand coup et de faire une démonstration de force - tors de la primaire épublicaine du Caroline du Sud, le 5 mars — susceptible d'impres-sionner les électeurs des autres Etats du Sud qui voteront le

Certes, il en faudrait beaucour plus pour décourager la noyeu dur de ses partisans, démocrates ou républicains, qui croient que Pat Robertson combat vraiment pour Dieu, la famille et une Amérique régénérée. Mais ceux qui, au contraire, avaient des doutes, ceux qui, y compris parmi les fon-damentalistes chrétiens, n'apprécient pas trop le mélange des genres, religion et politique, ceux qui trouvaient vaguement sédu-sent, mais inquiétant le businessman prédicateur, tous ceux-ti pourraient bien manquer à l'appel le jour du vote.

Des sondages médiocres

Pour l'instant, les sondages demeurent médiocres; à peu près dans tous les Etats du Sud, M. Robertson rests très loin du vice-président Bush, mais il est bien tôt pour affirmer que le mythe est belayé et la tornade réduite à un méchant courant d'air. D'autant que, dans cette campagne, l'argent a coulé à grands flots; c'est même Robertson qui a le plus dépensé, au point qu'il est en passe d'atteindre dès maintenant la limite autorisée par les lois fédérales (27 mil-lions de dollars).

En tout état de cause, quels que soient ses résultats en Caro-line du Sud, on n'a sûrement pas curieux personnage, qui, « avant que Diéu ne lui fasse signe », menait une vie de bâton de chaise et était de première force au

JAN KRAUZE.

Asie

recherche d'un con

- Je n'ai pas d'opinion sur celui

qui vient d'entrer en fonction. Je connais seulement la partie turque,

celle de M. Denktash. Mais je pense

que les deux parties, je veux dire la

Grèce et la Turquie, doivent aider les deux communautés chypriotes à

conclure un accord raisonnable sur

l'avenir de l'île. Nous devons égale-

ment apporter notre soutien aux

efforts qu'entreprendra dans ce sens

le secrétaire général des Nations

Vous avez présenté votre can-didature à la CEE. Comment voyez-

vous le processus d'intégration de la Turquie à la Communauté ?

munauté. Il n'y a pas de vrais obsta-

cles. Le développement économique

et social de la Turquie est rapide. La

croissance va se poursuivre à un rythme de 6 à 7 % par an. Les per-

sonnes qui ont visité notre pays il y a

- Je suis convaincu que la Tur-

La négociation d'un règlement en Afghanistan

Washington se félicite de l'accord sur le calendrier du retrait soviétique

l'accord intervenu à Genève sur le calendrier du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, mais a lié l'arrêt de son aide à la résistance alghane à celui, symétrique mais pas nécessairement simultané, de fournitures militaires soviétiques à Kaboul. A Genève, peu auparavant, le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, avait déclaré: « Les quatre parties de l'accord sont pratiquement élaborées. « Ces quatre points, qui ont fait l'objet d'âpres négociations, sont les suivants: retreit des trouses soujétiques nous les suivants : retrait des troupes soviétiques, non-intervention et non-ingérence mutuelles, garanties internationales de cette non-ingérence et retour

volontaire des réfugiés. L'Afghanistan a fait une conces-sion au Pakistan en acceptant un délai de neuf mois pour le retrait des troupes soviétiques dont la moitié devraient être rapatriées dans les trois premiers mois (le Monde du 5 mars). Le porte-parole du départe-ment d'Etat américain, Mª Phyllis Oakley, a estimé que cet accord constituait . un important pas en avant - dans la mise au point d'un accord sur le retrait total des troupes soviétiques. Elle a toutefois souligné qu'il restait d'- importants détails à régler - et que Washington actails a regier - et que wasnington examinerait de près le résultat des négociations « indirectes » de Genève entre l'Afghanistan et le Pakistan, avant de prendre une décision sur son rôle de garant des accords. Si les Etats-Unis se portent garants, ils divent mettre fin à leur aide à la résistance alchaes

aide à la résistance alghane. Mª Oakley a souligné que ces obligations doivent - être équili-brées - par des engagements de l'autre côté. « Cela signifie, a-t-elle dit, que nous maintiendrons notre soutien militaire aux moudjahidines jusqu'à ce que nous soyons satisfaits de l'accord et qu'il y ait un arrêt symétrique des fournitures militaires au régime de Kaboul. -Le porte-parole a cependant précisé que la symétrie demandée par Washington ne signifiait pas nécessairement simultaneité. Elle a ajouté que, pour les Etais-Unis, il n'était

Le gouvernement américain s'est félicité, le vendredi 4 mars, de l'accord intervenu à Genève sur le calendrier du retrait des troupes rejeté les affirmations, répétées vendredi par un membre du Congrès, selon lesquelles les Etats-Unis ont commencé à réduire leur assistance

à la résistance afghane. Les pourparlers de Genève doi-vent reprendre lundi avec le retour du délégué pakistanais, reparti à Islamabad vendredi pour y consulter son gouvernement. – (AFP.)

BANGLADESH: les élections législatives Les premiers décomptes sont très favorables au parti du président Ershad

Selon des premiers résultats offi-ciels, le parti Jatiya à obtenu cent soixante-dix-neuf sièges sur deux cent trois au sein d'un Parlement qui en compte trois cents, lors du scrutin du jeudi 3 mars, au cours duquel sept personnes au moias ont été tuées. Selon la télévision locale, les ringi-quatre autres mandats sont revenus à des formations marginales, les grands partis de l'opposition ayant boycotté le scrutin. Onzesièges vont à des candidats indépendants et onze autres au Parti combiné d'opposition (COP) de M. Abdur Rab, favorable au régime. Un autre siège revient au Parti de la liberté de M. Faruqur Rahman, un ancien officier auteur du coup d'Etat de 1975, et le dernier à une formation marginale.

En dépit des fraudes - dénoncées par l'opposition et admises par le gouvernement, - les milieux diplomatiques estiment que le général Ershad sort renforcé du scrutin. Samedi, alors que le décompte des votes se poursuivait, la plupart des journaux n'ont pas paru, près de mille journalistes s'étant mis en grève pour protester contre les ingérences - des autorités dans la converture des élections. - (AFP.

Afrique

SÉNÉGAL

Le président Diouf veut une « démocratie totale »

Dakar (AFP). - Le président Abdou Diouf a souligné, le vendredi mars, qu'il n'était pas question de evenir sur la démocratie pluraliste au Sénégal, malgré les graves inci-dents qui ont marqué les élections présidentielles et législatives du 28 février.

 Je ne veux pas d'une démocra-tie sous surveillance, je veux une démocratie totale. a déclaré le chef de l'Etat sénégalais au cours d'une consérence de presse, la promière à Dakar depuis son arrivée au pouvoir en 1981. • Le pluralisme politique est l'un des acquis de la démocratie sénégalaise ., a ajoutê M. Diouf, soulignant qu'il ne voulait pas revenir à un système de parti unique, ni même de multipartisme limité comme celui instauré par son prédécesseur. Léopold Sédar Sen-

M. Diouf, qui a remporté l'élec tion présidentielle avec 73,2 % des voix, a ajouté cependant qu'il y avait des choses qui ne vont pas dans la démocratie sénégalaise - et qu'il fallait instaurer des «garde-fous », dont il n'a pas précisé la nature, pour éviter les «perversions » du

Interrogé sur le sort de M. Abdonlaye Wade, son principal adversaire aux élections, arrêté lundi dernier à son domicile, M. Diouf a déclaré que la justice suivait son cours. - Ce n'est pas à moi de le faire libérer -, a dit M. Diouf, ajoutant que le chef du Parti démocratique sénégalais et les autres dirigeants arrêtés avec lui étaient entendus dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour

atteinte à la sûreté de l'Etat. Selon le chef de l'Etat, M. Wade, qui a obtenu près de 25 % des suffrages et a été réélu député, doit être traduit en justice s'il est établi qu'il a violé les lois. . Je m'étais trompé sur les hommes avec lesquels je voulais faire la démocratie -, a dit M. Diouf, pour qui • il y a eu mani-pulation réelle de la jeunesse à des fins politiciennes -.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : les manifestations contre la vie chère

Le président Balaguer mobilise l'armée et la police

SAINT-DOMINGUE correspondance

Après les concessions, la manière forte. Face à la persistance du mouvement de protestation contre la vie chère, le président dominicain, M. Joaquin Balaguer, a enjoint à l'armée et à la police de « mettre fin au chaos dans lequel certains voudraient plonger le pays ..

Il a nommé, jeudi soir, un nou-veau commandant en chef de la police, le général Sanchez Aybar, affirmant que les manifestations, qui ont fait un sixième mort, jeudi, à Santiago — la deuxième ville du pays, — « obéissent à un plan sub-versif ». Jeudi et vendredi; les affrontements entre jeunes manifes-tants, armés de pierres et parfois de cocktails Molotov, et policiers ou militaires se sont poursuivis dans plusieurs localités du centre du pays et dans les quartiers pauvres de la capitale. La Conférence nationale des organisations populaires — qui des organisations populaires - qui

regroupe les comités de quartiers organisant les grèves et manifestations - a, pour sa part, appelé l'ensemble de la population à se joindre à une « grève nationale civi-que », à partir de mercredi pro-

Au cours d'une conférence de presse, les porte parole de la Conférence nationale ont exigé « une baisse substantielle et un gel pour au moins deux ans des prix des produits de première nécessité et des médicaments », ainsi qu'un salaire minimum mensuel de 700 pesos dominicains (140 dollars). Samedi dernier, à l'occasion de la fête nationale dominicaine, le président Balanguer avait annoncé une augmentation du salaire minimum de 300 pesos (360 F environ) à 400 pesos (480 F environ). Tout en condamnant les actes de vandalisme et de pillage, M. Juan Bosch, diri-geant du Parti de la libération dominicaine (PLD) et principal opposant de gauche au président Balaguer, a

tions par « les conditions misérables dans lesquelles vivens des milliers et des milliers de Dominicains ». Mais pour l'ancien président de la République, déposé en septembre 1963 par un coup d'Etat militaire, ce mouvement est avant tout social et ne peut aboutir à la prise du pouvoir ».

La forte inflation (plus de 40 %) que connaît la République dominicsine depuis le milieu de l'année dernière attise, en effet, le mécontentement populaire. La chute du peso dominicain face au dollar accélère la hausse des prix dans ce pays à la balance commerciale fortement déficitaire. Cela n'empêche cependant pas une nouvelle bourgeoisie, enrichie par la spéculation ou les trafics plus ou moins licites, d'étaler un luxe insupportable pour la masse de la population qui ne parvient plus à acheter la nourriture quotidienne.

JEAN-MICHEL CAROIT.

A TRAVERS LE MONDE mière fois en 1959, immédiatement

Chine Les autorités reconnaissent la mort en prison du plus célèbre prisonnier politique tibétain

Le vice-gouverneur du Tibet a reconnu, le vendredi 4 mars, que le prisonnier politique tibétain le plus connu, le lama Lobsang Wangchuk, était décède en prison, en novembre dernier, e d'un cancer du foie ». Cette mort avait été annoncée le 21 novembre, à New-Delhi, par l'opposition tibétaine en exil, et démentie immédiatement par Lhassa qui avait alors qualifié l'information de « complètement fausse ».

Lobsang Wangchuk était un dignitaire religieux proche du dalaï-lama, Considéré comme le prisonnier politique le plus longtemps détenu au Tibet, il avait été arrêté pour la pre-

après l'insurrection antichinoise. En 1962, il avait été condamné à dix ans de prison. Transféré dans un

camp de travail en 1970, il aurait bénéficié, selon le vice-gouverneur, de plusieurs périodes de liberté pendent cette décennie, avant d'être à nouveau arrêté en 1981 « pour avoir apposé des affiches indépendantistes »; ce qui lui valut d'être condamné à trois ans et demi, puis à dix-huit ans de détention.

Selon l'opposition tibétaine, Lobsang Wangchuk, qui était âgé de soixante-quatorze ans, n'est pas mort de maladie, mais des suites de mauvais traitements. Sa mort est intervenue quelques semaines après les émeutes antichinoises de septembre octobre demier. Ele vient d'être annoncée peu de jours après la fin de la fête de la « grande prière » è l'occasion de laquelle, pour éviter de nouveaux troubles, Pekin a mis en place à Lhassa un lourd dispositif policier. - (AFP.)

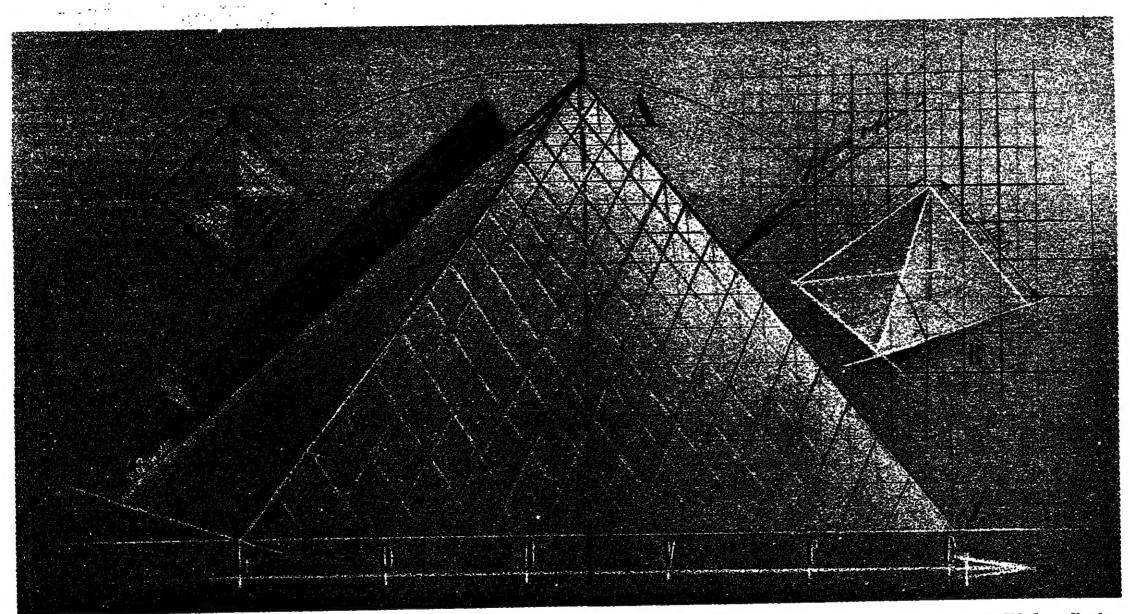
Autriche Deux généraux démissionnent

Deux généraux de l'armée autrichienne ont offert leur démission à la suite d'un désaccord avec le ministre de la défense sur l'attitude de l'armée dans l'affaire Wakiheim a rapporté, le vendredi 4 mars, l'organe du Parti socialiste Arbeiter

Le général Karl Schaffer, directeur de l'académie militaire, a demandé sa mise à la retraite amicipée à M. Robert Lichel, ministre conservateur de la défense, qui est un ardent défenseur de M. Waldheim. Le désaccord a éclaté lorsque le général Schaffer a refusé à M. Lichel l'ajout d'une phrase qui pouvait passer pour une défense indirecte de M, Waldheim dans un film d'éducation politique de l'armée. Selon le général Schaffer, l'armée n'avait pas à être entrainée dans le débat sur le passé de M. Waldheim

Par solidanté, le général de brigade Heinz Danzmeyer a également offert sa démission. — (AFP.)

SAINT-GOBAIN UNE NOUVELLE TRANSPARENCE AU LOUVRE.

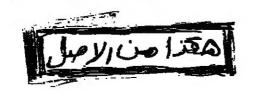


Saint-Gobain a fourni le verre de la pyramide du Leuvre. Les caractéristiques requises par M.L.M. PEI, architecte maîtred'œuvre, ont nécessité de très nombreuses études portant notamment sur la transparence du verre, sa qualité optique et ses performances mécaniques. Ainsi un verre extra-blanc a été spécialement

fabriqué dans un four de conception nouvelle, installé dans l'usine mère du Groupe, à Saint-Gobain dans l'Aisne.

La pyramide du Louvre est composée de 675 losanges et de 118 triangles en verre feuilleté Saint-Cobain de 21,52 mm d'épaisseur.

SAINT-GOBAIN



Politique

Les campagnes pour l'élection présidentielle

« La justice est l'efficacité du vingt et unième siècle »

estime M. Juquin au Zénith

La journée avait débuté par une messe basse qu'une poignée d'intégristes avaient tenté de perturber. Elle s'est achevée sur un vrai bon gros meeting électoral, avec foule et projecteurs. M. Pierre Juquin, candidat à l'élection présidentielle, a gagné le pari de dernière minute qui consistait à remplir, le vendredit mars la salle du Zénith à Paris 4 mars, la salle du Zénith à Paris. Ce soir-là, elle offraît cinq mille huit cents places assises, et les comités de soutien parisiens du candidat réno-vateur ont réuni près de cinq mille personnes. Ce rassemblement a constitué le plus gros meeting, et de loin, de M. Juquin depuis le lance-ment de sa campagne, qui montrait, ces jours derniers, un « décollage » de l'audience en province par rap-port à la région parisienne.

La journée avait donc commencé petitement. En arrivant devant le restaurant d'entreprise des cheminots de Paris-Nord, dont l'entrée était placée sous la haute bienveillance de M. André Lajoinie par panneaux publicitaires interposés. M. Juquin avait deux comités d'accueil. L'officiel était composé d'une soixantaine de ses partisans débonnaires. L'officieux, qui don-nait de la voix contestatrice, était formé d'une douzaine de militants du PCF qui n'avaient probablement jamais mis autant d'ardeur et de zèle pour vendre l'Humanité-

Dimanche... à la criée. Les premiers étaient dehors sous le crachin, les autres étaient dedans pour vanter les mérites du - seul candidat des travailleurs . le leur. La situation apparaît quelque peu dérisoire mais les joutes politiques sont à la mesure de ceux qui les

Ces effectifs réduits du candidat rénovateur se sont gonflès d'un prompt et jeune renfort dans la soi-rée. Au deuxième rang du Zénith, le chanteur Renaud essayait de se faire tout petit. Intimidé, il semblait vouloir qu'on le - laisse béton - et qu'on s'occupe de la scène sur laquelle M. Juquin avait pris place, entouré de M= Kaïssa Titous, sa directrice de campagne, de M. David Assou-line et de l'écrivain Gilles Pérault.

Pendant près d'une heure vingt, l'ancien porte-parole du PCF, exclu de son parti, a cèdé au charme de l'allocution électorale interrompue par les ovations quand il s'agissait de justice, du tiers-monde ou des Pales-tiniens. Il a dénoncé « la scandaleuse CNCL - contre laquelle il envisage une action judiciaire car il l'accuse de l'avoir - censuré - en supprimant des émissions télévisées qui, affirme-t-il, lui avaient été promises. Il a critiqué la constitution de la V. République, qui établit, selon lui, - une monarchie nucléaire - et s'est prononcé pour des réformes ins-titutionnelles, législatives et sociales dont la somme est plus épaisse que le catalogue de La Redoute.

« L'éléphanteau dans le magasin de porcelaine »

Présentant sa candidature comme une triple urgence - - économique une triple urgence — • économique et sociale, politique, morale ».

M. Juquin s'est voulu le simple porte-drapeau d'une nouvelle politique • démocratique, autogestionnaire et transparente ». Il a souligné que toutes ses • propositions économiques sont chiffrées • et s'est fait fort de démontrer que • la justice

est l'efficacité du vingt et unième siècle -. Il s'en est pris à « Chirac et son nouveau look, Barre et son vieux look », avant de dire « merci, Pampers - pour « la génération Mitterrand -.

Enfin, l'- urgence morale - de sa candidature a pour but de faire obs-tacle, selon lui, à - la lâcheté, l'insuffisance et la compromission de la classe politique, toutes ten-dances confondues, quant à la réus-site de M. Jean-Marie Le Pen, avec lequel, a-t-il dit, « on ne me verra jamais dialoguer à la télévision ».

Favorable à l'élection d'« un président de gauche », M. Juquin s'est prononcé » pour la dissolution de l'Assemblée nationale » a sin d'« ancrer la gauche à gauche». A cet égard, il annonce, d'ores et déjà, que son « mouvement du 24 avril » sera présent après l'élection présidentielle, pour une Assemblée nationale de gauche qui fasse une politique de gauche »

M. Juquin a conclu son discours sur la très longue énumération des mesures qu'il souhaiterait voir prises par cette nouvelle Assemblée nationale. Elles concernet tant - les règles de la nationalité » que la jus-tice et la sécurité, « une grande négociation sociale » que l'élaboration d'une « loi-programme anti-pauvreté », « la suppression du Sénat » que « l'annulation de la pri-vatisation de TF I », transformée en entreprise de type coopératif.

 Eléphanteau dans le magasin de porcelaine - de la classe politi-que, comme il s'est défini lui-même sous les applaudissements, M. Juquin a conclu le meeting par la lecture d'un poème de Michel

MONTPELLIER

Le Pen! Le Pen! ».

de notre envoyé spécial

"Si je suis président de la République, les immigrés n'exigeront rien!" La foule, massée sous les voûtes d'acier du parc des expositions de Montpellier, applaudit en

criant, crescendo : . Le Pen !

Pour ce meeting consacré à

l'immigration et à l'identité natio-nale dans une terre qui lui a donné près de 20 % des voix aux dernières élections législatives, l'ancien lieute-nant parachutiste a très rapidement trouvé le ton pour soulever d'enthou-

tants du Front national à forte pro-

portion de rapatriés et de jeunes. Dénonciation de l'immigration, apo-logie de la colonisation, défense de l'identité française : autant de

thèmes qui ont rencontré l'adhésion des quatre à cinq mille personnes rassemblées pour applaudir le prési-dent du Front national, flanqué

notamment de l'ex-chef de l'OAS en

métropole, M. Pierre Sergent, député des Pyrénées-Orientales et

de M. Jean-Claude Martinez,

député de l'Hérault. Ce dernier a rendu un vibrant hommage à l'ex-capitaine Sergent en lançant dans un tonnerre d'applaudissements : • Tu es Plerre et sur cette pierre tu

OLIVIER BIFFAUD.

«Les socialistes se contentent de critiquer parce qu'ils n'ont plus rien à dire»

affirme M. Chirac à Longchamp

Sous un chapiteau dressé entre les pistes de l'hippodrome de Longchamp, cinq mille habitants des Hauts-de-Seine avaient payé, le vendredi 4 mars, 100 francs pour participer à un diner-débat organisé pour le soutien à la candidature de M. Jacques Chirse. Le premier ministre, en présence de tous les par-lementaires de la majorité de ce département, notamment MM. Jean-Pierre Fourcade, séna-teur UDF, et André Santini, secré-taire d'Etat à la communication, avant de dialoguer avec cinq «grands témoins», a tout d'abord répondu aux questions posées par Yves Mourousi. Celui-ci ayant été quelque peu chahuté par la salle, le candidat a calmé ses partisans en leur demandant de ne pas donner d'eux-mêmes - une bien mauvaise

Le journaliste, en tout cas, a permis au premier ministre de répondre, phrase par phrase, aux déclarations faites, le matin même, par M. François Mitterrand à l'occasion de l'inauguration de la pyramide du Louvre, sur les perspectives politiques, et notamment sur sa pro-pre candidature. Le chef de l'Etat ayant indiqué notamment que si M. Chirac fait bien son travail de premier ministre, il était également très pris par son rôle de candidat, le maire de Paris a déclaré : « C'est un peu sournois comme appréciation. La différence entre le président et moi, c'est qu'il n'a pas à assumer la charge du gouvernement, ce qui lui laisse beaucoup de loisirs. Et même s'il n'est pas candidat, il fait beaucoup campagne. Moi, j'ai un peu plus de travail. »

« Nous ne croyons pas que l'homme blanc

puisse complètement abandonner son fardeau »

déclare M. Le Pen à Montpellier

La France préfère le drapeau de

Jeanne d'Arc à la culotte de

Dans cette région du Languedoc

où le vote rapatrié pèse lourd dans la

balance électorale, M. Le Pen a

lancé une vigoureuse offensive

contre l'Association de rapatriés le

RECOURS qui a apporté son sou-

À la reconquête

de Mars

Le président du Front national a dénié à cette association sa représen-tativité et a rappelé que, jeune député poujadiste, il avait repris du

service en Algérie en 1957 et qu'il

n'avait pas de leçon à recevoir en la matière du lieutenant Chirac. Fai-

sant l'éloge de - la plus grande

France et de sa mission colonisa-trice, M. Le Pen a voulu « purger un

certain nombre de mensonges »

devant un public ravi, « au risque d'être accusé de révisionniste histo-

rique ». «L'action de notre pays dans le monde n'a pas été esclava-

giste ou réductrice des libertés de l'homme, a-t-il déclaré. Nous ne

croyous pas que l'homme blanc puisse complètement abandonner

son fardeau (...). Il faut réhabilites

tien à M. Chirac.

as sauvé l'honneur de l'armée [...], tous ceux qui me

A propos du comportement des impensable après 1988. - Il ne faut responsables français dans les sommets internationaux et relevant l'affirmation de M. Mitterrand selon laquelle il convenzit qu'il ne soit point candidat avant de telles réu-nions, M. Chirac a déclaré : « Moi je pouvais être candidat sans que mon autorité soit le moins du monde contestée par nos partenaires. Peutêtre mon autorité est-elle plus affirmée que celle de M. Mitterrand. Cela ne m'a en tout cas pas gêné. -

Ne pas confondre 1986 et 1988

Quant aux intentions du président de la République, M. Chirac les a ainsi jugées : « L'art qu'il a de pro-voquer, par le non-dit, les condi-tions de sa durée ne correspond pas au respect dû aux électeurs ni aux règles démocratiques. - Après avoir noté que M. Mitterrand avait été « un président partisan pendant cinq ans, puis un président opposant pendani deux ans », le premier ministre a poursuivi : - Et le jour - dont je suis sur qu'il n'arrivera pas - où il exercerait de nouveau le pouvoir, ce serait en socialiste. Le projet socia-liste n'a pas changé. Si les Français choisissaient le socialisme, il faut qu'ils sachent qu'ils auraient un gouvernement et une politique socialistes. Si le candidat de la majorité est élu, ce sera une politi-que différente. Mais les Français ne peuvent pas avoir les deux à la

M. Chirac a affirmé, répondant aux controverses sur la poursuite de la cohabitation, que celle-ci était

de l'honneur et de la patrie ».

Balayant l'estrade de long en large, prenant son public à bras-le-corps pour lui communiquer sa vision apocalyptique d'une France

menacée par cette partie du tiers-monde qu'il souhaitait hier voir res-

ter française, M. Le Pen a expliqué qu'il n' y avait qu'une alternative :

Choisir entre les nôtres et les autres (...). Le BMC, c'est-à-dire Barre-Mitterrand-Chiroc, veut accé-

lérer le mouvement d'immigra-tion », 2-t-il affirmé pour faire bonne mesure, avant d'ajouter un argument définitif : « Si l'immigra-

tion se poursuit, pourquoi avoir perdu 1,5 million d'hommes en

1914-1918 et six cent mille en 1939-1945 pour arrêter l'Immigration allemande (...). Et n'avons-nous pas arrêté à Poitiers les arrière-

arrière-arrière grands-pères de Bou-medienne ? » Hurlements dans la

La . plus grande France », chère Jean-Marie Le Pen, a tout de

même du plomb électoral dans l'aile. Reste la voie tracée par M. Marti-nez: « Il faudra, demain, participer avec les Américains à la colonisa-

tion de la planète Mars... » Les

petits hommes verts n'ont qu'à bien se tenir.

PIERRE SERVENT.

Répondant à une question d'Yves Mourousi sur les promesses électo-rales. M. Chirac a notamment déclaré: - A propos du jackpot, je remoie les socialistes à leurs propres propositions. Par exemple, celle qui portait le numéro 46 – dans les cent dix de M. Mitterrand aans les cent dix de M. Mitterrand
— prévoyalt une réforme constitutionnelle soit par l'instauration d'un
quinquennat, soit par un septemat
non renouvelable. C'était un engagement fort. Mais celle-là, il n'à pas
été capable de la terie. été capable de la tenir. » Le premier ministre a ajouté : « Les socialistes se contentent, aujourd'hui, de critiquer car ils ne trouvent personne pour dire ce qu'ils auraient à dire s'ils avaient quelque chose à dire, ce qui n'esi pas le cas, »

An cours du dialogue, Yves Mou-rousi envisageant une hypothèse et notant : « Le 9 mai, Mitterrand est élu »; a été interrompu, sous les rires, par M. Chirac: « Ça m'étonne-rait! »

ANDRÉ PASSERON.

Selon un sondage IFOP-Libération

MM. Chirac et Barre au coude-à-coude

MM. Jacques Chirac et Raymond Barre se retrouvent an coude-àcoude dans la perspective du pre-mier tour de l'élection présidentielle. Selon le cinquième « présidescope », réalisé par l'IFOP et publié, le samedi 5 mars, par Libération (1), si le premier ministre prend l'avan-tage sur le candidat de l'UDF dans l'hypothèse où M. François Mitter-rand se présente, le second conserve son avance sur le premier dans le cas où M. Michel Rocard porte les cou-

A Control of the Control

.

.

1000

·· —

, and straight

-

in h

mit enlage

a manage g

1 6 - 1 - 186 ·

- Janes

See May 18

THE W. IN

** m.s. # \$

-

- W 101 . Br

-

.....

* - - Cm &

· week b

... Dans la-presnière hypothèse, M. Chirac est crédité de 21,5 % des intentions de vote (au lien de 21 %), tandis que M. Barre recueille 21 des suffrages (au lieu de 23 %). C'est la première sois que le ches du convernement arrive en tête des candidats de la majorité. Lorsque teurs (au lieu de 26 %) se prononcent en faveur du candidat de l'UDF, tandis que 23 % choisissent, comme la fois précédente, M. Chirac.

Le président de la République, qui est crédité de 38,5 % des intentions de vote au premier tour (au lieu de 39 %), est réélu au second quel que soit son adversaire : face à MM. Barre (avec 54.5 % des suffrages au lieu de 55 %) et Chirac (avec 57 % des suffrages au lieu de 55 %) et Chirac (avec 57 % des voix, sans changement). 60 % des personnes interrogées (au lieu de 58 %) estiment d'ailleurs que le chef de l'Etat - a le plus de chances d'être réélu ».

(1) Sondage effectué par téléphone, les 28; 29 février, et 1º mars auprès de huit cent deux interviewés issus d'un échantillon représentatif de deux mille

Décorations à l'Elysée

Les « légionnaires » du président

neur plusieurs personnes parmi lesqueiles Mélinée Manouchian, veuve du résistant anti-nazi, le biologiste Jacques Rufflé, l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun.

Ce n'était pas là cérémonie inhabituelle sous ca septennat. Une dizaine de fois par an, en général sans présence des ias, et en tout cas, loin du brouhaha politique, sous les lustres de la salle des fêtes du palais présidentiel, M. Mitterrand sime à épingler lui-même la

Aussi a-t-on pu voir côte-àcôte dans les successives four-nées que M. Mitterrand aime variées - « Jamais de brochette du même corps de métier ! - un pontife de la science ou des lettres à côté d'un marin ou de M⁻⁻ Cécile Vergnes, ancienne Infirmière à l'hôpital Beaujon, et

Chaque nouveau décoré a le

droit d'inviter une douzaine de avec sa canne et sa croix de guerre, les enfants endimanchés sont émoustillés comme au spectacle, les épouses cachent leur amènent leurs employés de maison. Quelques collaborateurs de l'Elysée viennent toujours faire de telle célébrité ou entendre ce que leur patron dira à tel ou tel pilier, Régis Debray rappelle ce mot d'un auteur oublié : « Ce qui est pire que recevoir la Légion

L'ensemble est à la fois familial et empesé, un peu comme dans ces tableaux du siècle dernier montrant Louis-Philippe et sa famille recevant des bourgeois au Tuileries. Une impression monarchique et touchante.

Tel magistrat, tel universitaire écarquillent les veux devant la

M. François Mitterrand a, liste de ses postes, les titres à ces jours derniers, à l'Elysée, tiroir de sa thèse que M. Mitterré de la Légion d'hon- rand égrène sur un ton presque badin. La demière « brochette de huit » était particulièrement diverse : M. Almany Koreissi, en grand boubou blanc et chéchia de velours rouge et or, « député malien depuis quarante ans et qui a su participer à la mise en place des institutions de son pays en amitié avec la France » ; Mm Manouchian, « que célébra Aragon > et que ne quittait pas son escorte arménienne : l'ambassadeur Michel de La Fournière qui avait invité M. Michel Rocard; le professeur Jacques Ruffié dont la carrière militaire, universitaire, scientifique et éditoriale en France et à l'étranger, sortit de la bouche rant de détails ; Tahar Ben Jelloun, prix Goncourt 1987 dant M. Mitterrand avait déterré iusqu'à sa première pisquette de poèmes, « parue en 1971 au Maroc, n'est-ce pas ? et dont le titre, je crois, était Hommes sous linceul de cendre ».

> Enfin une petite erreur ! Ca rassure. Le vrai nom du livre était Hommes sous linceut de silence. Mais, dira l'auteur, « avec cendre ca ferait aussi un bon titre, » En

> Le président considére-t-il ces « portraits de chic » comme « un exercice intellectuel ? » « Non. quand même pas ! - Alors un peu de gymnastique pour la mémoire ? - Oui, à la

M. Mitterrand en tout cas se retire l'air assez content de l'effet produit. Et chacun de se dire que, même si, avant la cérémonie, le chef de l'Etat a étudié les fiches de chaque impétrant, il les restitue avec une particulière aisance, sous la forme quasilittéraire et, ce qui frappe particulièrement, avec un plaisir gour-

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

signatures d'un appel à la candida-

ture de M. François Mitterrand

qu'elle a recueilli en sa qualité de

présidente du club Femme 2000-

Prospective. Parmi celles-ci, on

relève les noms de Mes Christina

Amothy, Yvette Chassagne, Emma-

nuelle Riva, Juliette Gréco, Micheline

Presle, Dominique Desanti, Senoite

Groult, Flora Groult, Françoise

Mallet-Joris, Annie Girardot et

Catherine Rihort.

M. Fiszbin Catastrophes Dans une interview au Quotidien de Paris daté samedi 5-dimanche 6 mars, M. Henri Fiszbin estime qu'un

désistement du PCF en faveur du candidat socialiste au second tour de l'élection présidentielle « n'est pas acquis du tout ». Député apparenté socialiste, revendiquant le titre de « communiste unitaire ». l'ancien diricommuniste unitare », l'ancien din-geant de la fédération de Paris du PCF précisa : « On ne doit jamais per-dre de vue que la direction du PCF s'est enfermée dans une situation dans laquelle la réélection d'un prési-dent socialiste serait pour elle la pire des carretmontes. Toures ses ansdes catastrophes. Toutes ses analyses, tous ses propos le démon-trent. » Selon M. Fiszbin, le PCF « tendra à laisser la fiberté de choix à chacun, tout en multipliant les mises en demeure, enioigant au candidat de maximalistes > de la place du

M. Gaudin

dredi 4 mars, « résolument hostile à toute éventuelité d'une poursuite de la cohabitation après l'élection présidantielle ». « Comment pourrions-nous accepter de constituer un gouvernement avec un président qui ne chercherait plus alors è survivre, comme en 1986, mais au contraire,

serait le vainqueur ? > a-t-il déclaré.

M. Jospin

Mûris

« Pour les Français qui font fonctionner leur tête, il n'y a pas de mys tère. » A La Rochelle, le vendred 4 mars, M. Lionel Jospin, premie secrétaire du PS, a évoqué l'éventue lité de la candidature de François Mitterrand en disant : « La présider a dit qu'il avait pris sa décision, et il n'y a donc plus d'indécision, plus de

Evoquant la politique qui serait menée dans l'hypothèse de l'élection du candidat socialiste, il a précisé que le PS avait su tirer les leçons de l'expérience de 1981. «Les socialistes ont changé, ont médité ; ils ont compris comment il fallait gérer le peuple français; nous prendrons notre temps ; nous avons intégré la culture de la durée ; nous saurons

ler. Les socialistes sont muris; ils sont plus pragmatiques, capables d'écoutar, de rassembler pour agir. »

M. Jospin n'a pas ménagé les candidats de la droite : « Si les Français, qui se sont endormis avec Barre et Chirac, ne veulent pas se réveiller avec Le Pen dans leur lit, c'est vers les socialistes qu'ils doivent se tour-ner. » — (Corresp.)

M. Léotard

Non Dans un entretien publié le

PROPOS DE CAMPAGNE

samedi 5 mars par le Figaro, M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, ministre de la communication, se prononce contre l'éventualité d'une nouvelle cohabitation entre l'actuelle majorité parle-mentaire et M. François Mitterrand. Evoquant l'hypothèse d'une réélec-tion de M. Mitterrand, il déclare notamment : «La nouvelle majorité présidentielle se superposerait à l'ancienne majorité parlementaire, la nôtre. En termes politiques, c'est le principe de la plus récente légitimité qui preveut. Le majorité parlementaire actuelle serait ainsi amenée à apporter son concours législatif à un pouvoir dont elle aurait combattu les orientations. Nous offririons alors l'armée vaincue au général vainqueur alors qu'an 1986 nous avons imposé l'armée victorieuse au général vaincu, » M. Léotard se prononce donc pour une dissolution de l'Assemblée nationale.

M. Soisson

La différence

A son arrivée en Martinique, le vendredi 4 mars, où il est venu preparer le prochain voyage de M. Ray-mond Barre, le délégué national de l'UDF aux DOM-TOM, M. Jean-Pierre Soisson a notamment déclaré : « Pour le première fois dens l'histoire de la République, l'outre-mer peut faire le différence » dans un scrutin présidentiel.

Se plaçant sur le même terrain que M. Chirac, dont les affiches locales proclament Chirac et l'outre-mer, une histoire d'amour de toujours », M. Soisson a affirmé qu'entre la France et ses terres lointaines «les choses sont pour l'UDF encore plus du domaine du cœur que de la raison » « Les DOM, a-t-il souligné à propos des origines réunionnaises de M. Barre, ne peuvent pas laisser passer la chance de voir à la tête des affaires un enfant de l'outremer s. - (Corresp.)

Rectificatif du MPPT. - les deux cent cinquante premières L'hebdomadaire du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), Informations ouvrières, indique dans sa demière livraison que son candidat, M. Pierre Boussel-Lambert, « n'entend nullement céder tout ou partie du temps d'antenne dont il disposerait durant la campagne pré-

· Deux cent cinquante mmes pour M. Mitterrand. -

Hostile La président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, s'est déclaré, le ven- que nous aurons le temps de travail-

Politique

Un sondage SOFRES pour «le Monde », TF1 et RTL

M. Jacques Chirac, ou l'image occultée

16 .

1 A.T. 1.25

M. China

er Arre

2-CC-2-100A

· ·

	Companison avec Raymond Barre Emple IF1-b Mode EII. SOFRES 8-9 février 1988	Mers 1988
Courageux Compétent Moderné Dit franchement ce qu'il pense Respecte ses engagements Respectueux des opinions d'autrai Sans opinion	17. 42. 4. 27. 15. 15. 28.	32 30 29 19 11 9
	% (1)	% (1)

· Parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui vous pousse raient à voter pour Jacques Chirac ?

	ENSEMBLE Destrançais	SYMPATHISANTS DEDROTTE
Il a l'envergère d'un tron précident de la République R dispose dijé d'une majorité à l'Assemblée nationale R s'appois sur un parti politique poissent L a bien travaillé au gouvernement depais mits 1998 R sour a redonner de dynamisme au pays R est le plus capable de bester M. Missemand au sected four — Aucun — Sons ppinion	21 1 20 2 17 3 17 3 15 5 13 6 27 8	8ANG 40 1 28 4 20 5 36 2 27 3 19 6 6
	% (1)_	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Avec laquelle de ces deux opinions êtes vous le plus d'accord ?

	ENSEMBLE DES FRANÇAIS	SYMPATHISANTS DE DROITE
Après avoir joué le jeu de la cohabitation, J. Chirac est moins blen placé que R. Berre pour straquer F. Mitterrand au cours de le campagne électorale J. Chirac est sussi blen placé que R. Berre pour attaquer F. Mitterrand cur cosigné le cohabitation il a condincé de combattre le geoche	29 53	29
- Sans opinios	18 .	12
	100 %	100 %

LA FICHE TECHNIQUE DE LA SOFRES

- Sondage effectué pour : TF 1, le Monde et RTL. - Date de réalisation : du 1" au 3 mars 1988.

devoir et une spécialité de

rendre compte du débat

souvent déborde par son

politique - au sens large, - se

sujet : les participants sont pro-

lixes, sinon toujours passionnents

et, fait aggravant, ce sont les

même qui, par la force des choses

- surtout celle des médias domi-

tent les chemins encore aborda-

bles et praticables pour elles de

l'édition, cette chronique des

livres essaie de repérer les

signaux qu'elles émettent dans la mêlés. En voici quelques una,

Le prochain président de la

récemment recus.

- Echantillou national de 1 000 personnes représentatif de l'essemble de la population apée de 18 aus et plus.
- Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Dans cette autre liste de qualificatifs, quels sont ceux qui s'appliquent le miaux à Jacques Chirac?

•	Comparaison avec Raymond Barre Enquire IF-Le Mondo-RTL SORRES 6-9 feater 1988	Mgs 1988
- Agressif	7	26
- Loin des préaccupations des gens	25	24
- Trop théoriclen, trop loin des réalités concrètes .	37	19
- Sectaire	11	16
- Manque de générosité	8	7
- Manque de sens politique	6	4
- Same opinion	33	32
	%(1)	% (1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant

Parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui vous pousseraient à voter contre Jacques Chirac ?

		EMBLE Rançais		THISANTS PROTTE
Il multiplin les promuses et il ne pourrait pas les lerir Il minerait l'East au service de privilégiés Il materait l'East au service de ses arris politiques Il n'a pas les capacities d'un bon privident de la République Il a laisse M. Mitterraed refaire surface après 1966 Après deux son are pouvoir, il n'a ples de projet — Suns opinion	36 30 18 9 8 5 22	RANG 1 2 3 4 5 6	25 11 7 4 16 2 41 7	RANG 1 3 4 5 2 6
	%	(1)	9	(1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant

En terme d'image cependant, M. Chirac revient de loin : il réussit à faire jeu égal ou presque (17 % contre 19 %) avec M. Barre sur le

chapitre de la -loyauté - dans la compétition qui les oppose, et sur-tout sa capacité à exercer la fonction présidentielle vient au premier rang des motivations de vote en sa faveur. En revanche, le contenu de sa campagne est de nature à lui créer des difficultés. En premier lieu, une nette majorité de l'opinion (47 %)

est sensible à l'idée qu'il a profité de ses fonctions pour mettre en place un véritable Etat-RPR et cette perception est sensible non seulement chez les sympathisants de la gauche mais aussi majoritairement (44 %) chez les électeurs de M. Barre. De même, parmi les arguments qui incitent à voter contre lui, l'idée qu'il met - l'Etat au service de ses amis politiques - vient au troisième rang, ce qui n'est pas negligeable, d'autant que cette emprise peut être perçue également comme une arme de campagne électorale.

De la même façon, les promesses du candidat Chirac constituent une arme à double tranchant puisque, toujours au chapitre des motifs qui incitent à voter contre lui, vient au premier rang l'idée qu'e il multiplie les promesses et ne pourra pas les

Le véritable atout de M. Chirac reste donc pour le moment la réévaluation par les Français du bilan de son action gouvernementale. Non que celle-ci soit mieux perçue que le bilan de ses prédécesseurs socialistes, mais parce qu'elle bénéficie d'un fort soutien de l'électorat de

En effet, 31 % des personnes interrogées considérent que le gou-vernement socialiste d'avant mars 1986 a le mieux reussi, contre 27 % pour le gouvernement Chirac, gouvernements dos à dos. Mais l'écart, qui est aujourd'hui de 4 points, était de 16 points en faveur an. Surtout, les électeurs de M. Barre (51 %), comme les sympa-thisants UDF (54 %) ou RPR (69 %), jugent favorablement ce

Tel est bien là le piège pour M. Barre : il lui faudra se distinguer pour justifier sa candidature mais l'électorat de la majorité se comprendrait pas qu'il critique l'action gouvernementale, M. Chirac, lui, n'est pas gêne par la conabitation, tant critiquée par M. Barre : celle-ci ne fait pas obstacle à ce que le premier ministre attaque le président de la République.

Si, malgré une campagne que l'on continue à dire dynamique, M. Chirac n'a pu distancer M. Barre, c'est donc moins l'image du premier ministre qui est en cause que le contenu de cette campagne. Les Français, manifestement, ne croient pas ceux qui leur annoncent, à l'approche des élections, des lendemains qui chantent, pas plus qu'ils ne sont sensibles aux distributions des prix qui arrivent au même

JEAN-MARIE COLOMBANI.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

«Il faut cesser d'humilier les dirigeants canaques»

M. Georges Lemoine, député socialiste d'Eure-et-Loir, maire de Chartres, ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, vient d'effectuer un voyage privé en Nouvelle-Calédonie, où il n'était pas retourné depuis février 1986. De retour en métropole, où il a créé une Association pour la recherche d'une solution pacifique en Nouvelle-Calédonie, il a

«Quelles imprestions avez-vous retirées de votre séjour sur le terri-

répondu à nos questions.

- Le référendum du 13 septembre n'a pas apporté de solution réelle aux questions que tout le monde se

nous déclare M. Georges Lemoine pose, et il fandra retrouver les condi-

tions du dialogue nécessaire entre les deux communautés. Ce qui m'a le plus frappé, c'est l'écart qui existe entre les deux communautés. L'une, forte des résultats du référendum, pense que l'histoire s'est arrêtée et qu'il n'y a maintenant plus de problèmes à résoudre ; l'autre, la communauté canaque, pense, en revan-che, que l'avenir lui appartient et qu'il lui faut aller au-delà du cadre institutionnel français. Le vrai problème est, pour la France, de savoir dans quelles conditions elle peut continuer à vivre dans le Pacifique.

il faut faire en sorte que l'Histoire ne se fasse pas, comme on en a eu trop souvent l'expérience, contre la - Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, affirme aujourd'hui que le FLNKS n'est plus qu'une force moribonde.

Ceux qui pensent qu'ils ont arrêté le cours de l'Histoire se trompent, mais

- J'ai peur pour M. Pons qu'il ne se trompe. Il est difficile de mesurer l'importance du FLNKS, mais une chose est sure : l'esprit qui anime cette formation politique est réel, l'idée de l'indépendance existe chez les jeunes et il faut savoir en tenir

- Comment avez-vous perçu l'ampleur de la présence militaire sur le territoire?

- J'ai surtout constaté que les maires sont à peu près unanimes

a été une nécessité pendant un temps pour contribuer au rétablissement du calme, il ne faudrait pas que cette présence dure trop long-

Comment jugez-vous le cumul, prévu le 24 avril, des élec-tions régionales et du premier tour de l'élection présidentielle?

- J'ai l'impression de vivre un paradoxe. En métropole, on a dit qu'on ne pouvait pas organiser à la fois l'élection présidentielle et les élections cantonales, et on a fait voter une loi pour renvoyer les can-tonales au mois de septembre. En Nouvelle-Calédonie, je constate qu'on fait le contraire alors qu'on ne cesse de répéter, surtout depuis le référendum, que la Nouvelle-Calédonie, c'est la France... Il fau-dra choisir entre ces deux discours.

- Le FLNKS, qui veut boycot-ter ce double scrutin, envisage une mobilisation a musclée ». Craignez-

- Je ne le souhaite pas. Je suis attaché à une évolution pacifique de ce territoire. Mais je crois qu'il ne faut pas, en permanence, jouer l'humiliation de certains dirigeants

- A qui et à quoi pensez-vous ? - Je pense, par exemple, à Yei-wene Yeiwene, qui, m'a-t-on dit, lorsqu'il a quitté le territoire national, à Roissy, à la fin de son dernier séjour à Paris, a été mis nu et fouillé dans des conditions peu conformes à

l'image que nous avons, nous, des relations qui doivent nous lier à l'outre-mer.

- Ce qui m'a frappé, également, au cours de mon voyage, c'est d'entendre plusieurs représentants canaques me dire : la prochaine sois que vous reviendrez ici vous viendrez vous recueillir sur nos tombes. Je pense que ce sont des paroles pesdétermination dont il faut tenir compte.

- Comment se fait-il que sur un dossier aussi difficile il n'y ait pas un consensus au-delà des clivages politiques?

- Vous avez raison, mais au préalable il faudrait que la Nouvelle-Calédonie ne soit pas un enjeu électoral métropolitain. Il faudrait découpler le sort de la Nouvelle-Calédonie de celui de la métropole. Avec beaucoup de centristes, nous avons des points de convergence dans nos analyses sur l'évolution de ce territoire, et il faut rendre hommage à des hommes comme Paul Dijoud qui ont été parmi les premiers à prendre en compte toutes les réalités. Malheureusement, la ligne de fracture se situe à l'intérieur du RPR. C'est le RPR qui, en 1984, a tout fait pour conduire le projet de statut d'autonomie interne à l'échec.

- Au bout du compte, je suis encore plus inquiet, comme tous ceux qui, sur le territoire, ont en charge la communauté canaque.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

nams, - occupent le devant de la scène. Or le Monde prétend toujours rester à l'écoute des voix olées, cettes qui ne bénéficient pes des moyens modernes d'amplification mais qui n'en ont pas moins un rôle dans le débat politique. Comme elles amprun-

Vacances loin

République devra désigner un pouvemement. Jean-Claude Barreau, qui n'est certainement pas un inconnu dans le sérail mais qui ne se leisse pas facilement claspouvoir au peuple en privilégiant toutes les procédures d'expres-sion démocratique, la référendum per, hui propose quelques règles et quelques critères, en publiant un ensemble de notes et de réflexions personnelles, calles, dit-il, d'un citoyen ambitionnant

d'aider ses concitovens. L'auteur n'hésite pas à bouscuconsidère-t-il que le pouvoir, même dictatorial, suppose le consentement du peuple, et que celui-ci peut se tromper; que le suffrage universel n'est pas una gerante suffisame; que les chif-fres et les statistiques relèvent autant de la magie, dans leur utilisation, que de la vérité.

On retiendra, parmi ces conseils tous azimuts celui, donné aux gouvernants, de renoncer à « l'immédiateté », à la tentation de gouverner dans l'instant, par réaction, « en pensant devantage à l'effet d'annonce de leurs décisions qu'aux résultats pratiques de la politique engagée ». Qu'ils agissent de préférence dans la durée, en gérant l'avenir. Puisse-

Alors que s'achève le cin-

ayant été écourtés - de la Cinquième République, voici que l'on nous propose de passer à la Sixième avec une nouvelle Constituzion. C'est une démarche vénta blement artisanale qu'ébauchent trois citoyens, un poëta - c'est de bon augure, - Tristan Cabral, un haut-fonctionnaire usant d'un pseudonyme, Hervé Sintmay et e un militant de la République », Jack Oriac. Sur un ton parfois pamphiétaire, nos trois auteurs l'actuelle Constitution et chacun d'eux suggère, en ordre dispersé, des transformations dont le déno-

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

de la campagne minateur commun est de rendre la

notamment, et en renforçant la protection des droits fondamentaux de la personne. De l'ensemble se décagent un parfum d'esprit républicain

(humanisme, solidarité, ouverture) et des bouffées du souffle libertaire de mai 68. Un héritage que pourraient revendiquer bien des partis classiques, de gauche ou libéraux, s'ils se délestaient de leurs conformismes. Avec une fraîcheur de ton et d'inspiration qui les distingue du fond sonore, les auteurs appellent leurs lec-teurs à donner une suite à l'entreprise en créant des comités pour la Socième République et en participant à la rédaction des autres volumes : constitutionnalistes de tous les bords...

Voici un autre manifeste, qui nous vient d'Allemagne et qui plaide pour « une nouvelle gauche européanne ». C'est la traduction française d'un essai de Peter Glotz, ancien secrétaire exécutif du SPD, ancien secrétaire d'Etat, considéré comme l'un des maîtres à penser de la gauche social-Rocard a préfacé ce manifeste, el il retrouve, dit-il, d Peter Glotz constate qu'il

n'existe pas de gauche européenne et que l'Europe dépérit, en proie à « une crise de suffocation sprirituelle et morale », alors que la droite conservatrice détient l'hégémonie culturelle. Seion lui, le gauche doit rompre avec les démarcations nationales pour se donner une stratégie européenne at elle doit rechercher de nouvelles alliances au-delà de ses limites traditionnelles, en direction de l'intelligentsia dirigeante et technique, des nouvesux mou-vements sociaux et des groupes nels (commerce, paysannerie). Ce bloc historique se formera suivant les particularités propres à chaque pays sous la bannière de « la démocratie sociale comme programme européen ».

Cette Europe selon la gauche, Peter Giotz l'imagine comme une zone de sécurité, lieu de confrontation et d'échanges où la moder-nisation économique se ferait écologiquement, où l'intégration sociale ne s'accommoderait nas de laissés-pour-compte, où la culture, sous toutes ses formes, serait revalorisée. Cette Europe-lé coopérerait avec le tiers-monde et s'efforcerait de donner un contenu à « l'individualisme de geuche ». L'auteur propose un programme minimal et se réfère à un texte d'Oscar Wilde pour mon-trer, ce qui n'est pas banal, que l'on peut traiter avec humour des aspirations socialistes, et pour rappeler que « le progrès est la réalisation des utopies ».

★ Du bon gouvernement, de Jean-Claude Barreau, Editions Odile Jacob, 213 p., 99 F. Jacob, 213 p., 99 F.

* Manifestes pour la Sixième
République, de Jack Oriac, Tristan
Cabral et Hervé Sintmary. Editions
La Mémoire du Intur. Ligue pour la
VIº République, 26, rue Foule,
30000 Nimes.

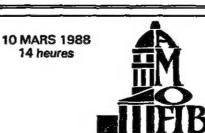
* Manifeste pour une nouvelle gauche européenne, Peter Glotz, Editions de l'Aube. 121 p., 80 F

L'ancien maire (PCF) de La Queue-en-Brie condamné pour fraude électorale

M. Claude Roméo, ancien maire (PCF) de La Queue-en-Brie (Val-Marne), a été condamné, le mercredi 2 mars, par la douzième cham-bre du tribunal de grande instance de Créteil, à quatre mois de prison avec sursis et deux ans de privation de droits civiques pour - entrave à l'exercice des prerogatives d'un assesseur ou délégué d'un bureau

M. Roméo était accusé d'avoir voulu remplacer un assesseur lors des élections municipales de 1983. M. Robert Lecour, ancien adjoint au maire communiste, s'est vu, pour sa part, infliger une peine de huit mois de prison avec sursis et trois ans de privation de droits civiques pour fraude électorale.

En 1983, M. Roger Fontanille (RPR), qui conduisait la liste d'union de l'opposition, avait porté plainte pour bourrage d'urnes et fal-sification des résultats, à la suite de la victoire de la liste conduite par M. Roméo, maire sortant. Le tribunal administratif avait, dans un premier temps, annulé le scrutin le 15 juin 1983, avant que le Conseil d'Etat ne décidât d'inverser les résultats du scrutin de l'élection et de proclamer élue la liste conduite par M. Fontanille. - (Corresp.)



Salons Hoche 9, avenue Hoche 75008 Paris

UNIVERSITÉ PARIS-I - PANTHÉON SORBONNE

COLLOQUE

AMOFIB

investir Le Monde

« QUELS RISQUES FINANCIERS POUR 1988? »

DÉONTOLOGIE et NOUVELLES RÈGLES —

présidé par Christian de Boissieu

avec la participation de :

Florent Baran

Eric Bertrand Gilles Brac de la Perrière Jean-Louis Butsch

Raymond Lucas Patrick Mordacq Michel Piermay Patrick Simonnet

Renseignements : s'adresser à Olivier PELLETIER AMOFIB - Association Monnaie, Finance, Banque 12, place du Panthéon - 75005 Paris. - Tél. : 46-34-99-47

Société

La revanche de la police sur la gendarmerie

Un des « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature piégé par une affaire de drogue

La haute hiérarchie policière tient, enfin, sa revanche contre la gendarmerie nationale. Elle a trouvé son « affaire Jobic » à l'envers, une affaire corse opportunément exhu-mée, remontant à 1984-1985 et qui a l'avantage de discréditer par rico-chet - s'il en était encore besoin l'ex-super gendarme Prouteau, aujourd'hui préset et conseiller tech-nique du président de la Républi-que. La petite guerre traditionnelle entre gendarmes et policiers tourne au grand déballage. Les magistrats choisissent leur camp, les procé-dures judiciaires sont bousculées. des relais médiatiques amis des uns ou des autres font campagne.

Fabien Caldironi contre Yves Jobic. Trafic de drogue pour le pre-mier, contre proxénétisme aggravé pour le second. De l'affaire de Bas-tia (Corse) aujourd'hui à celle de Paris en décembre 1987, le mécanisme est semblable. Toutes deux ont pour point de départ un trafic d'héroine. Toutes deux dévoilent les relations inévitablement ambigues nouées aussi bien par les policiers que par les gendarmes avec leurs informateurs: M. Jobic intervient auprès d'un juge d'instruction pour défendre un trafiquant qui est l'un de ses informateurs; M. Caldironi laisse volontairement filer un trafi-quant en échange de sa collaboration pour remonter des filières.
Toutes deux s'appuient sur des soupcons similaires : M. Jobic est accusé
par des prostituées d'avoir touché de l'argent de son indicateur-trafiquant, également « souteneur », en échange de sa protection ; indics », d'avoir écoulé de l'héroine provenant d'un scellé contenant 200 grammes de cette drogue saisie chez son protégé et

aujourd'hui introuvable. Telle est la trame de ce feuilleton à rebondissements où se mêlent arrière-pensées politiques et règlements de comptes corporatistes. Au départ, c'est la gendarmerie qui commence. En 1985, le démantèlement d'un important réseau de trafic d'héroîne à Gennevilliers fait apparaître le rôle clé de Jean-Claude Moustapha, dit Aziz, ou • le chéri •, du 12 arrondissement de Paris, situé curieusement dans l'immeuble où habitaient les pro-Iraniens que fera arrêter le juge Gilles Boulouque pour leur rôle logistique dans les attentats de 1986.

Attentats de 1986.

Apparaît, enauite, le commissaire
Jobic, de la 1ⁿ division de police
judiciaire de Paris, qui intervient
auprès du juge d'instruction,
M. Jean-Michel Hayat, pour plaider
la cause de Moustapha. Le juge
n'apprécie pas, charge les gendarmes de l'enquête, et ceux-ci met-tent sur écoute le commissaire en faisant appel aux services d'une entreprise privée, la Société de pro-tection et d'investigation industrielle

Le commissaire a des propos bien peu aimables pour le juge, informe son indicateur des avancées de l'enquête, se voit enfin accusé par

Fabien Caldironi, l'un des trois « plombiers » soupçonné d'avoir voulu poser une écoute téléphonique, en décembre 1987, au domicile d'Yves Luthert, huissier au Conseil supérieur de la magistrature (CSM), devait être déféré au parquet de Bastia ce samedi 5 mars. On hui reproche d'avoir favorisé, en décembre sament 5 mars. On un reproche d'avoir lavorise, en decembre 1984, la fuite d'un trafiquant de drogue devenu son informateur ainsi que la disparition d'un scellé de 200 grammes d'héroine, alors qu'il était, à Bastia, chef de la brigade de recherche de gen-darmerle, arme qu'il a quittée en jauvier 1987.

des prostituées sollicitées par les gendarmes. Résultat : interpellé par ces derniers le 28 novembre 1987, il est inculpé par le juge Hayat de proxénétisme aggravé ».

de M. Prouteau

Ses collègues commissaires prennent vigoureusement sa défense, allant jusqu'à manifester, le le décembre, place Beauvau. Trois semaines plus tard, le 23 décembre, l'interpellation de trois « plombiers » dans l'immeuble d'Yves Luttert » des l'immeuble d'Yves Luttert » de l'immeuble d'Aves l'immeuble d bert, huissier au Conseil supérieur de la magistrature (CSM), soupconné de fuites, va leur fournir la contre-attaque espérée. Robert Montoya. Fabien Caldironi et Alain Clarhaut s'apprêtaient, selon toute évidence, à poser une « bretelle » sauvage sur la ligne téléphonique de M. Lutbert. Une idée née, à l'Elysée, du zêle solitaire de M. Prouvelle de M. Prou teau, qui n'en est plus à sa première

Or, voilà : les trois hommes travaillent pour la SPII, quand ils ne rendent pas de menus services à la presque défunte « cellule » élypresque défunte « cellule » ély-séenne de M. Prouteau. Anciens adjudants, MM. Montoya et Caldi-roni ont quitté la gendarmerie, le premier en janvier 1986, le second en janvier 1987, pour devenir l'un directeur d'exploitation, l'autre chef d'exploitation de la SPII. Mais, dans l'immédiat, au ministère de l'inté-rieur c'est la niste Prouteau qui susrieur, c'est la piste Prouteau qui sus-

cite quelques appétits partisans.

L'instruction de l'affaire des écoutes sera donc confiée au juge Boulouque, qui a su entendre l'appel de la raison d'Etat en laissant partir, libre, l'Iranien Wahid Gordji, auparavant présenté comme le deus ex machina des attentats parisiens. Le juge confie les investigations à l'inspection générale de la police nationale (IGPN), dirigée par M. Marcel Leclerc, qui ne fait pas mystère de son engagement auprès de l'actuelle majorité. Un choix qui sur-prend, puisque l'IGPN n'est d'ordi-naire saisie que des affaires internes à la police, notamment pour alimen-ter les dossiers disciplinaires. Perquisitions, recherches tons azimuts, auditions au pas de charge, train de

Pourtant, l'IGPN n'arrive pas à remonter », d'une manière indiscu-table, jusqu'à M. Prouteau, bien qu'il soit établi que la voiture des plombiers » ait été achetée par ce dernier et utilisée avec une « vraiefausse » carte grise, au nom de

Xavier Mueller, par la cellule ély-séenne. Mais ladite voiture est désormais introuvable... De plus, il n'y a pas eu vraiment de début d'exécution matérielle de l'écoute

C'est ainsi que l'IGPN se rabattra sur la piste corse. Depuis le début de l'affaire, le ministre de l'intérieur a, en essentiale en maistre de l'interieur a, en essentiale en sa possession un blanc - papier sans en-tête -rédigé par la brigade des stupésiants et du proxénétisme (BSP) de la PJ parisienne. Il relate les considences spontanées d'un informateur. Fady N., qui affirme que Montoya et Caldironi sont mêlés à un « trafic de shit conditionné dans des contai-ners provenant du Liban ». Il donne des noms, et surtout celui d'Emile Tabet, né le 3 juin 1953 au Liban, faisant l'objet d'une fiche de recher-che 18614979GN20 après avoir été condamné, en octobre 1985, par défaut, à six ans de prison par le tri-bunal de Bastia pour achat, cession et détention de stupéfiant.

Un indicateur intéressé

L'indicateur de la BSP n'est pas désintéressé : son frère est actuellement détenu à Melun pour la livraison de quarante kilos de haschich. Pour l'IGPN, cependant, ce « blanc » n'est en rien un élément de preuve judiciaire. Parallèlement à la commission rogatoire du juge Bou-louque sur l'affaire des écoutes, le parquet de Paris va donc saisir, couparquet de Paris va donc saist, courant janvier, le même service de police, l'IGPN, pour une « enquête préliminaire » sur cet éventuel trafic de stupéfiants, avant d'être relayé, le 17 février, par une requête similaire du parquet de Bastia.

D'une vieille affaire, fort bien connue de tous les protagonistes de cette histoire, notamment le juge Boulouque, le procureur de la Répu-blique de Bastia, M. Yves Bot, la bique de Basua, M. Yves Bot, la direction de la gendarmerie, et même l'Office central pour la répression du trafic des stupéfiants (OCRIS) à la direction centrale de la PJ. Elle fait même l'objet de trois rapports de synthèse du lieutenant-colonel Galinié, commandant le groupement de gendarmerie de Haute-Corse, en date du 10 mars, du 20 avril et du 3 mai 1985.

Fin 1984, sur commission rogatoire du juge d'instruction Frédéric Nguyen, alors en poste à Bastin, la brigade de recherche de la gendar-merie, dirigée par Caldironi, dont l'adjoint est Montoya, démantèle des filières corses de ventes d'héroine. Au passage, un fouraisseur est interpellé: Emile Tabet.
Dans sa chambre, sont saisis
200 grammes d'héroine. Tabet parle
beaucoup, il «se met à table».
Accusations multiformes, noms,
adresses, où se mêlent drogue et terrorisme, Liban et FLNC, Irlandais
et pro-Palestiniers, avec même le

ronsme, Laban et PLNC, Irlandais et pro-Palestiniens, avec même la mention d'un ancien complice de Bruno Sulak, revendant des bijoux volés. Les gendarmes bastiais sont alléchés, ils correvoient une enquête de longue haleine fort valorisante. Et Tabet propose un marché: vous me relâchez, j'infiltre, je vous dis tout. C'est ainsi qu'il est convenu de maquiller son départ en disparition lors d'un transfert au service des lors d'un transfert au service des urgences médicales.

L'enquête qui suit est menée en région parisienne où une villa est louée à Rosny-sous-Bois. Elle est contrôlée par le juge Nguyen, Caldi-roni et Montoya étant dépêchés sur le continent. Une écoute téléphonique fait apparaître que les gen-darmes sont sur une piste déjà survie par l'OCRTS, sur commission roga-toire du juge Boulouque. Les rap-ports de synthèse témoignent que l'information sur le rôle d'« infiltré». de Tabet circule auprès de plusieurs services, judiciaires, policiers, de gendarmerie, et même de fonction-naires américains spécialisés dans la répression des trafics de drogue et

L'enquête aboutit en partie. Quelques jugements, un dossier qui dort au tribunal de Bastia. Mais, à l'évi-dence, les gendarmes ont présumé de leurs forces, se vantent, notamment auprès de M. Prouteau, de contacts éventuels au Liban, liés à l'affaire des otages. Montoya parti-cipera ainsi à deux missions moyenorientales de la « cellule ». Pour lui comme pour Caldironi, le train-train de Bastia est loin. Ils se croient lancés dans la diplomatie secrète. Sans doute la tête leur tourne-t-elle

Surtout, ils laissent derrière eux une absence : les 200 grammes d'héroîne saisis chez Tabet. Ils oat tout bonnement disparus, et l'on s'en aperçoit à Bastia en janvier 1987. après le départ de la gendarmerie de Caldironi. Un an après, l'IGPN à la mi-février, un ancien gendarme de la brigade de recherche de Bas-tia, Albert Solomonas, aujourd'hui à Perpignan, la raconte sur procès-verbai. Caldironi se serait alors affolé, téléphonant à un ancien coldemander de fabriquer un faux procès-verbal, antidaté, de destruc-tion de scellé.

A son arrivée en Corse, le 1º mars, il est interpellé. Montoya et Solomonas le sont le lendemain à Paris et Perpignan, puis transférés à Bestia. La garde à vue pour les affaires de drogue est de quatre jours. Confronté à Solomonas, Cai-dironi aurait été bavard. Reste à savoir ce qu'il a avoué exactement et si les 200 grammes d'héroine ont été seulement écoulés auprès d'informateurs, sans contrepartie financière.

EDWY PLENEL

Devant la cour d'assises des Yvelines

Un meurtre de débutant

entendu pour la première fois le son de sa carabine lorsqu'il a tué Pascal Dair, dix-neuf ans. Il n'était que débutant, il a tiré à bout portant, dans la nuque. Il avait acheté la 22 long rifle modèle dix-huit balles après avoir aperçu un stand de tir sur la nationale 10. Mais il était trop pris par sa voiture pour avoir le nos de s'entraîner.

Joseph Dormoi, trente-cinq ans, titulaire du grade de « facteur-chaf », a comparu, jeudi 3 et vendredi 4 mars devant la cour d'assises des Yvelines pour avoir tué, d'un coup d'un saul le 27 soût 1984, un ex-enfant de la DDASS au chômage, sur le parking d'une cité de Trappes. Donnoi allait être nommé conducteur de travaux à l'ancienneté et se remarier. Remis en liberté sous contrôle judiciaire en janvier 1986, après seize mois de détention, il travaille comme veilleur de nuit dans une usine, armé seuler d'un téléphone.

L'accusé Dormoi à la larme facile et un complet gris perle de martyr. Il n'est même pas alcoo-lique. Avant de se coucher, il prépare ses vétaments pour le lendemain. Il dépose, à côté de la pile, les clefs de la voiture, garée dans le bon sens. C'est un « homme de rangement », resté au premier stade, dit le psycholo-gue, de l'obsession : une pathologie « banale » et « une qualité d'ailleurs chez les comptables ».

Le père de Joseph Dormoi, un pêcheur martiniquais, né en 1893, a déclaré, sur commission rogatoire, que son fils était « bon garçon, bon élève », ce qui fait l'admiration du président Bernard Daeschier. A Fort-de-France, un professeur de français conserve, depuis 1968, les rédactions du futur postier, la gendammerie les

Joseph Dormoi, qui ne sait pas faire de vélo, débarque en 1972 au bureau de poste du Chesnay, près de Versailles. De Trappes, il se lève à 3 heures du matin pour arriver à l'heure, bien qu'à pied. Il gravit les échelons. En novembre 1983, il achète une R-18, neuve. Le 4 août suivant, il. sièces lacérés, et, surtout, des trous de cigarette dans la moquette. La veille du crime, l'autoradio et les cassettes dis-paraissent et on « assassine » le

Prêt à « flinguer »

Martine Pèche possède une R 6, des cheveux blonds décolorés et un fuseau noir métallisé. Elle ne sort les mains de ses poches que pour identifier la droite ou la gauche : « Je confonds toujours ». Elle n'a pas de profession mais un mari qui compatit. Selon un arrangement à l'amiable, Pascal Dair, l'amant, la victime, a le droit de s'installer au domicile conjugal quend le mari n'est pas là, à condition de « ne pas le croiser » dans l'esca-lier. Martine Pèche, la cour en est témoin. « ne fait que mêcher du chewing-gum » et elle a onze ans de plus que Pascai : le beau-frère et tuteur du jeune homme, qui l'héberge, le somme de rompre et finalement l'expulse.

Le 27 soût 1984, la R 6 se gere, autoradio à fond, sur le parking de le cité Albert-Camus. La musique réveille le justicier qui sommeille à l'arrière de sa R 18, qualques balles dans le blouson, prêt à «finguer le premier qui touche à [sa] voiturs», selon la traduction d'un témoin. Il s'agit, on l'a reconnu, de Joseph Dormoi, le postier au « langage précis», qui monte le courrier aux vieitles dames sans prendre de commission et qui n'ose pas répétar, devant les jurés, ce que dit Martine Pèche quand on

Le couple a quelques sifiaires à régler, A 1 h 30 du matin, Pas-cal Dair et Martine Pâche viennent, à la perpendiculaire de Dormoi, e remplacer le feu arrière » de la voiture. « nettoyer les plaques minéralogiques» et releves le courrier que reçoit perfois le jeune homme chez son besu-frère, qui habite à 100 mètres de

Une bombe lacrymogène, une matraque et un sabre

Martine Pèche, qui nargue derrière la barre des témoins l'honorable jury, se défend for-mellement d'avoir tenté d'ouvrir la voitura de Dormoi et engagé la main à travers la vitre cassée. Elle a vu « comme un gros chien blanc » à l'arrière, elle s'est approchée. Elle transporte dans sa voiture une bombe lacrymogène, une matraque faits maison dont Pascal ne se sépare pas, et un sabre offert par le mari.

L'«inspecteur» Dormoi procàde à un contrôle d'identité sur Martine Pèche, l'auto-radio et les cassettes des suspects. Il pose sa 22 long rifle sur la nuque de Pascal Dair, derrière l'oreille droits. Le jeune homme, assuret-il, porte une matraque, alors que, semble-t-il, il le maintient bres et jambes écartées. Le bruit le réveille en sursaut : « Mais je n'ai pas tiré i »

« Hébété », Joseph Dormoi emballe la carabina dans un sec postal et y ajoute une poignée de montres 's prises, mais pas dans le but de volers, quelques mois auparavant, dans un colis des dépose le tout chez un ami témoin de Jéhovah. Le lendemain, il demande à la même bonne âme de lui acheter un déflecteur de R 18, sous une fausse identité. Il cesse de nier dès le deuxième interrogatoire. d'au moins 1,9 kilo sur la détente, il e tiré, mais pas dans le but de tuer.

Martine Pêche s'enfuit sur ses talons heuts en laissent eur place voiture, sac à main et amant dans le coma. En attendant les secours, elle passe un quart d'heure chez le gardien, à macher, on suppose, du

Vendredi soir, la cour d'assises a condamné Joesph Dormoi à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis. Après la plaidoirie de son avocat, il avait déclaré, sans pouvoir retenir ses jarmes : « Je regrette sincèrement la mort de cet homme, que je n'ai pas voulue. »

CORINE LESNES.

Les accusations portées contre le juge Hayat par la sœur d'une prostituée

« Le Figaro » saisi par les regrets

du samedi 5 mars comporte un encadré intitulé « Regrets » dans lequel le quotidien de M. Hersant reconnaît qu'un article publié dans le supplément le Figaro Magazine, met-tant gravement en cause le juge d'instruction Jean-Michel Hayat, n'a pas été rédigé avec la rigueur

Toutefois, cet acte de contrition n'est pas un aveu spontané résultant bévue. Il a été imposé par la cour d'appel de Paris, dans la nuit de vendredi à samedi, sur proposition de la direction du journal, qui venait de sentir le vent du boulet d'une mesure s'assimilant à la saisie de sept cent mille exemplaires du Figaro Magazine.

Sous le titre « A travers moi, c'est la PJ qu'on veut discrediter », le magazine public une longue interview du commissaire Yves Jobic, inculpé le 29 novembre dernier par M. Hayat, juge d'instruction à Nanterre, de proxenétisme aggravé, vol. recel. corruption passive de fonctionnaire. Pour appuyer les propos de M. Jobic, recueillis par Jean-Pax Méfret (1), le Figaro Magazine avait jugé nécessaire de faire figurer le fac-similé de la lettre de la sœur d'une prostituée adressée au procureur de la République de Nanierre et dans laquelle le juge était accusé d'avoir voulu monter un piège au policier afin de le faire arrêter en flagrant délit.

Aussi, dans l'après-midi de vendredi, M. Hayat saisissait le tribunal des référés de Paris afin de demander la suppression de cette lettre. A l'audience, son avocat, Me Georges exceptionnel . mais surtout, il dénonçait le but véritable de la publication de cette lettre que le tente ainsi de justifier son dessaisis-

Malgré les protestations de Me Marc-Noël Louvet, défenseur du Figuro, le tribunal des référés, pre-sidé par M= Jeanine Loreau, rendait dans la soirée un jugement ordonant d'occulter la lettre en considérant qu'elle était « de nature à constituer une agression insupportable et d'autant plus grave pour l'intéressé que les imputations émo-nent d'un tiers censé conforter les accusations du commissaire Jobic ». En outre, le tribunal accordait à M. Hayat 20000 F de provision sur les dommages et intérêts susceptibles d'être accordés ultérieurement par les juges.

Appel immédiat

Me Louvet annonçait son intention d'interjeter appel et, fait sans précédent, l'audience s'est tenue aussitôt, quelques dizaines de mètres plus loin, devant la première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Pierre Drai, premier président, et en présence de la haute direction du Figaro.

Me Louvet plaida à nouveau qu'il s'agissait d'une saisie déguisée parce qu'il était matériellement impossible d'occulter ou de déchirer la page contenant la lettre incriminée dans les sept cent mille exemplaires et que l'application de cette mesure colterait au journal 14 millions de francs. Aussi, il offrait de publier un « communiqué » rectificatif. Me Kiejman demandait la confirma-

La première page du Figaro daté procureur de Nanterre n'a jamais tion du jugement en estimant qu'il s'agissait ré intitulé « Regrets » dans lequel d' un piège volontairement tendu d' un piège volontairement tendu livré le venin du Figaro » car « les quotidien de M. Hersant reconait qu'un article publié dans le supconflit judiciaire avec un prévenu et légés ». Un avis d'ailleurs partagé par le parquet, représenté par M™ Monique Bernard.

Pen après minuit, la cour d'appel rendait un arrêt infirmant la déci-sion d'occultation. Cependant, les sion d'occultation. Cependant, les juges stigmatisaient une - publication gravement outrageante pour l'honneur de Jean-Michel Hayat - et imposaient la publication d'un texte intitulé - Regrets -, dans lequel le Figaro - tient à préciser qu'il n'est naturellement pas question de prendre au pied de la lettre - les déclarations de la sœur de la mostituée, avant d'ajouter : « Le les mostituées, avant d'ajouter : « Le la prostituée, avant d'ajouter : « Le juge Hayat est sans doute un magistrat intègre, qui a une haute idée de sa mission et instruit, comme le prescrit la loi, à charge et à décharge, en son âme et conscience. Enfin, le Figaro eregrette que ces précisions n'aient pas été clairement portées à la connaissance directe des lecteurs du Figaro Magazine ..

Un second arrêt devrait être rendu lundi pour fixer les modalités de la publication d'un autre texte dans le Figaro Magazine du 12 mars et statuer sur les dommages et intérêts qui pourront être versés au juge Hayat en réparation du pré-

MAURICE PEYROT.

(1) Jean-Pax Méfret avait réalisé (1) Jean-Pax Méfret avait réalisé, pour le Figuro Magazine du 26 juillet 1986, une interview d'Yves Challer, alors en fuite et recherché par la justice. Cette interview avait eu lieu au Paraguay. Signe de reconnaissance exhibé par le journaliste : l'une des deux photos envoyées à Paris par Challer pour la confection de son « vrai-faux » passeport (le Monde du 17 décembre 1986) Impliqué dans des exportations frauduleuses vers l'Iran

M. Guy-Jean Bernardy, ancien directeur de la société nationale des poudres et explosifs est inculpé

M. Guy-Jean Bernardy, l'ancien PDG de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), impli-qué dans la livraison illégale de poudres et explosifs vers l'Iran de 1981 à 1984, et M. Guy Chavalier, directeur du département poudres et explosifs, ont été inculpés, le vendredi 4 mars, par M= Edith Boi-zette, juge d'instruction au tribunal

Les deux hommes ont été inculpés d'infractions à la législation sur la vente et l'exportation des poudres et explosifs. Le parquet de Paris avait ouvert une information judiciaire le 2 février à la suite d'une plainte en date du 19 janvier, de la direction générale des douanes, contre la SNPE.

La direction générale des douanes reprochait à la SNPE d'avoir réalisé, en infraction à la réglementa-tion applicable aux matériels de guerre, des - opérations frauduleuses », en exportant, – sans l'avai des autorités françaises – des poudres et explosifs, détournés de leurs destinations officielles. Ces livrai-sons auraient eu, comme destination finale, l'Iran.

M. Bernardy, qui avait démissionné de son poste le 15 décembre dernier, était PDG de la SNPE, dont la quasi totalité du capital est détenue par l'Etat. Il avait été rem-placé, le lendemain, par un adminis-trateur délégué provisoire à la tête de la SNPE, M. Michel Herchin.

L'affaire des fausses factures de Nancy

Le directeur du développement de Castorama inculpé et écroué

NANCY de notre correspondant

M. Gilbert Thiel, juge d'instruc-tion chargé de l'affaire des fausses factures de Nancy, a prononcé, le vendredi 4 mars, une sixième incul-pation : celle de M. François-Régis Motte, chargé du développement du groupe Castorama.

Après plusieurs heures d'un interrogatoire au cours duquel il était assisté par M. Robert Epple, M. Motte a été inculpé de complicité d'abus de biens sociaux et de faux en écritures de commerce. Il a été écroué à la maison d'arrêt de Metz-Queuleu oil est détenu, depuis le 12 janvier dernier, M. Michel Bouriez, directeur général du groupe Cora, chargé lui aussi du développement.

En début de semaine, les inspecteurs de la section économique et financière du SRPJ de Nancy sont alles entendre M. Motte sur commission rogatoire délivrée par le magistrat nancéen. C'est à Lille, où se trouve le siège de Castorama, que M. Motie a été placé en garde à vue, puis écroné à la maison d'arrêt de Loos, en attendant l'exécution du

mandat d'amener délivré par le juge Thiel (*le Monde* du 5 mars). Au centre du débat, vendredi, une

somme de 2,4 millions de francs, payée par Castorama en juillet 1987 à M. André Gusar, l'entrepreneur de Toul écroué à Nancy depuis le 18 novembre. En juin 1986, Castorama, qui sonbaitait étendre la surfama, qui sonnantant etendre la sur-face d'un magasin d'articles de bri-colage situé à Vandœuvre, dans la banlieue nancéenne, avait déposé un projet devant la CDUC (Commission départementale d'urbanisme et de commerce) de Meurthe-et-

L'avis rendu par la commission avait été défavorable mais, un an plus tard, un second projet était accepté par la CDUC. Entre le dépôt des deux projets, une intervention : celle de M. Gusaï, entrepreneur en maconnerie. Pour 2,4 millions de francs payables en quatre fois, celui-ci aurait proposé une assistance administrative - alia de faire avancer le dossier.

C'est ce contrat, les conditions dans lesquelles il a été passé, son execution et, surtout, ce qu'il recouvie récliement qui intéressent le juge d'instruction.

JEAN-LOUIS BEMER.

i peur

A Some start Com

BEST FEATURE

<u> 25 No. 15</u> 126.60

4 4 Commen 25 12 1/2 27

OF PARTY. Language ₩1. ¥. /

e de la lace

ra te iggs Fa Parigo

of control and ---. 5-4. 25.18 · ----

, -- -· Marin the Thomas Sel

Print Printer -200 Cont Section 14 11-2

F. S. S. A. T. Sales -A Same

manes a-t-il évolué en 1987? Récemment rendus publics, les rapports aunuels d'activité de trois institutions de soins spécialisés fournissent des indications, sur l'état de la toxicomanie en France. Les bilans du centre médical Marmottan et du centre de thérapie familiale Monceau, à Paris, ainsi que du ceatre Ima-gine, dans le Val-d'Oise, font le point des produits utilisés et du profil des drogués reçus au cours de l'année.

A print with

4 . .

1 x 1 m m 2 x 1

1 1 1 2 2 m

A 4 1 1

Dans les trois établissements le nombre de nouveaux cas de toxicomanie semble en léger recul. Toutefois, cette tendance pourrait n'être que provisoire puisque le centre Marmottan, qui a effectué 12 537 consultations en 1987, caregistre une nette augmentation de celles-ci

Les substances utilisées par les toxicomanes qui l'réquentent les cen-tres de soins se modifient légère-ment. Le rapport Monceau souligne que l'héroine, largement en tête des drogues . « dures » consommées en France, a conm une baisse en 1987, alors même que l'offre de ce produit

Pour le bilan du centre Imagine, le docteur Michel Hanteseuille indique que les toxicomanes reçus dans le Val-d'Oise utilisent moins qu'auperavant l'héroine comme pro-duit principal. Enfin, le rapport de nué à Paris, elle progresse encore dans certaines zones de banliene et reste très préoccupante dans le Sud et dand l'Est.

L'emploi du cannabis est stationnaire et la consommation de cocaîne semble pour sa part à peu près sta-ble et marginale, « bien que ce produit pénètre massivement sur le territoire national », comme l'explique le rapport de Marmottan. Beaucoup plus inquiétante, l'augmentation massive des polytoxicomanies médi-camenteuses préoccupe les interve-nants spécialisés. « On retrouve des toxicomanies en voie de régression depuis quinze ans », précise le doc-teur Olievenstein, « barbituriques, coupe-faim, sirops antitussifs dérivés de la codéine ».

De leur côté, les responsables du centre Monceau soulignent que, de plus en plus souvent, les jeunes « fabriquent eux-mêmes leur propre cocktail chimique » et associent l'alcool aux médicaments. La pour du SIDA transmis par les seringues utilisées pour l'héroine pourrait être à l'origine de cette évolution. . Nous ne pouvons qu'être alarmés déclare le doctour Olievenstein, par le relà-chemens de la surveillance des médicaments et par certaines publicités abusives. .

Ensin l'apparition, encore margi-nale, de certaines drogues synthéti-ques, constitue une inquiétude pour l'avenir. L'Ecstasy, présentée sous

pris le vendredi 4 mars une série

de mesures draconiennes contre

l'usage du tabac. Il sera formelle-

ment interdit de fumer dans les

endroits oublics. La tabac a été

déciaré « substance nocive » par

le conseil des ministres, qui a pro-

clamé « la droit des non-fumeurs

à être protégés » par l'Etat. Des

amendes pouvant varier de

500 000 à 2,5 millions de

pesetas (de 22 800 à

114 000 francs) risquent de frap-

per les fabricants qui ne respecte-

ront pas les normes ou les

Il sera désormais interdit de

fumeurs dans les lieux prohibés.

L'enseignement catholique refuse de perdre son identité. Réunis à Versailles du 29 février

an 4 mars, 500 enseignants et formateurs ont réfléchi à l'ave-

nir des établissements catholi-

ques et de leur projet éducatif. Àvec en toile de fond la volouté

d'affirmer que l'école catholique n'a pas seulement une vocation

scolaire mais aussi une mission

Les responsables de l'enseigne-

ment catholique estiment que les structures et le contenu pédagogique

de leurs établissements doivent être modernisés en dépit des difficultés

modernisés en dépit des difficultés matérielles. Evoquant ces obstacles, le père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, a insisté sur les problèmes d'encadrement qui, selon lui, freinent le développement de l'enseignement catholique. Il a notamment affirmé qu'il manquera 680 postes d'enseignants dans le secondaire à la rentrée 88 et que certaines écoles refusent des élèves, faute de maîtres.

Maigré cela, les enseignants réunis à Versailles ont espéré pouvoir réaliser un jour une «école du troisième type» fondée sur une bonne communication, de nouvelles méthodes d'évaluation et un partenariat actif entre professeurs, élèves et entreprises. Une école dans laquelle il serait possible de «casser» progressivement et ponctuellement « le moule de la classe », potamment par le biais de groupe niveau matière.

Au-delà de ces asoirations péda-

Au-delà de ces aspirations péda-Au-usia us us aspurations peda-gogiques, les responsables ont rap-pelé aux enscignants et aux forma-teurs que l'école catholique doit garder son âme et refuser la banali-

spirituelle.

ÉDUCATION

L'Espagne s'interdit de trop fumer

Le gouvernement espagnol a de travail «où se trouvent des

fumer en Espagne – comme en Ostensiblement sur les paquets et Europe du Nord – dans les liaux les distributaurs de cigarettes.

Un colloque à Versailles

L'école catholique refuse l'« anesthésie »

Marmottan présenté par le docteur forme de gélules blanches à base Claude Olievenstein, montre que si la consommation d'héroïne a diminer des troubles mentaux graves, d'amphétamines et pouvant entrai-ner des troubles mentaux graves, semble être le prototype des dro-gues de la deuxième génération qui nous attendent dans le futur .. craint le docteur Olievenstein.

L'ensemble de ces données présente de fortes différences avec la situation américaine décrite dans un rapport du Congrès, renda public le mardi 1= mars. Selon ce documenula cocaine est devenue la drogue la plus utilisée aux Etats-Unis, le nombre d'héroïnomanes hospitalisés a augmenté de 24 % entre 1983 et 1986 : l'utilisation du crack progresse et celle de la marijuana euregistre un net recul.

Dans leur rapport, les responsa-

bles des trois centres évoquent enfin l'augmentation de leurs actions de prévention et l'alourdissement de leurs charges résultant des pro-blèmes liés au SIDA. De plus, le vicillissement de la population des drogués semble se confirmer. · Toutes les classes d'âge supérieures à vingt-deux ans sont chez nous en augmentation », soaligne le rapport Imagine. Par ailleurs le bilan annuel de Marmottan indique que les intervenants en toxicomanie ont assisté en 1987 à un vieillissement de l'âge de début des toxicomanies. Il n'est plus rare, à Marmottan, de rencontrer des personnes commençant à se droguer au moyen de produits « durs » à l'âge de vingt-

sept ou de trente ans. RAPHAËLLE RÉROLLE.

femmes enceintes », dans les

véhicules des transports publics,

€ taxis ou autobus », les « funicu-

laires ou les téléphériques », dans

les cliniques et les hôpitaux, dans

les salles de réception des admi-

nistrations, dans les écoles et les

universités, dans les magasins de

vente de produits alimentaires,

dans les ascenseurs et dans les

En outre, la vente de cigarettes

aux mineurs de moins de seize

ans sera dorénavant interdite et

une mise en garde sur les effets

sation. L'enseignement catholique intensifie sa réflexion tout en affirmant ne pas vouloir relancer le conflit scolaire.

Alors que M. Yannick Simbron,

secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, soulignait

de l'éducation nationale, soulignait lors du récent congrès de La Rochelle que l'école catholique ne pouvait accueillir « dans le respect de leur conscience » les élèves qui ne sont pas de religion catholique, Bernard Panafieu, archevêque d'Aix-en-Provence et président de la commisson épiscopale du monde scolaire et universitaire (CEMSU), a déclaré: « L'éducateur chrétien n'est pas un croisé ni d'ailleurs un pronagan-

croisé ni d'ailleurs un propagan-diste ou un publiciste. [...] Mais faut-il que l'enseignement catholi-que soit anesthésié pour que les libertés soient respectées? »

mgr Panatien a soungie que les ntilisateurs de l'enseignement catho-lique, parents et enseignants, doi-vent accepter son projet éducatif. Il a d'autre part appelé de ses vœux na enseignement de la culture chré-tienne intégré dans les programmes.

remarquant qu'il existe aujourd'hui un « analphabétisme religieux dra-

Mgr Panalien a enfin souhaité que les éducateurs apprennent aux jeunes à « réussir leur vie » et à

« cultiver la fraternité » en luttant contre toutes les formes de racisme

et d'exclusion sociale. Selon lui, l'école catholique ne doit pas - céder au culte de l'élisisme et à la fascina-

Mgr Panafieu a souligné que les

dangereux du tabac devra figurer

selles d'attente.

Communication

La bataille de la mesure d'audience télévisée

Médiamétrie semble bien placé pour emporter le marché

L'Institut privé Médiamétrie, grâce au renfort des principaux grompes publicitaires, est en passe de gagner la bataille de la mesure d'audience individuelle de la télévision. Le Centre d'études des supports de publicité (CESP) a en effet dû constater, le lundi 29 février, son imprissance à financer son propre système de mesure, pourtant décidé en décenbre. Une carence qui clôt de longs mois de polémiques, dont l'enjen n'est autre que l'instrument d'orientation des milliards de francs investis par les annonceurs dans la publicité télévisée.

Alpha et Omega de la télévision commerciale, l'audience et sa mesure ne podvaient que sortir bou-leversées de la bourrasque audiovi-suelle de 1987. Pour les publici-taires, émergeant de l'ère du rationnement des spots pour tomber dans les incertitudes du nouveau paysage, les anciennes mesures, par foyer ou par enquêtes pluri-annuelles, étaient caduques. Il fallait un instrument permettant de connaître à la seconde près le com-portement des individus. Mais qui serait le gardien de cette pierre philosophale d'un nouveau genre, indis-pensable à la transformation de l'audience en contrats publici-

La société privée Médiamétrie, qui a pris en 1985 le relais du Centre d'études d'opinion, fait valoir d'emblée son expérience du secteur (c'est elle qui publie les données du système Audimat, par foyer) pour revendiquer ce rôle. Pas question,

radios et l'Etat sont présents au capital de Médiamétrie : les diffuseurs seraient alors juge et partie.

Le CESP lance donc un appel d'offres pour la réalisation d'un sys-tème d'audimétrie individuelle sous son contrôle, c'est-à-dire interprofessionnel (agences, annonceurs, médias). Sur fond de polémiques concernant les résultats de l'audimat, à l'automne 1987, un accordentre Médiamétrie et le CESP est sur le point d'aboutir. Mais les querelies d'intérêt - de personnes aussi - vont en décider autrement.

En décembre, le CESP choisit AGB parmi les quatre répondants à son appel d'offres (AGB, le suisse Telecontrol, la Secodip et Nielsen). Encore faut-il sinancer ce système. C'est alors que se manifestent les défections. Les poids lourds de la publicité, DDB, FCB, Eurocom (groupe Havas), SGGMD (groupe Gross, plus important acheteur d'espaces français), Publicis ont fondé avec l'Union des annonceurs le Club de recherche TV. Ce club va profiter du retrait complet de l'Etat pour entrer en sévrier au capital de Médiamétrie. Avec 35 %, le CRTV est à parité avec les trois chaînes nationales TF 1, A2 et FR 3, les radios et d'autres sociétés comme l'INA détenant les 30 % restants.

Dans ces conditions, le CESP peut dire adieu à l'autonomie de ses études d'audience télévisée. « C'est une déroute de l' « interprofes-sion », n'hésite pas à dire le publici-

rétorquent alors, début 1987, les annonceurs et les agences, tant que l'agence indépendante FCA. Il est seules les chaînes de télévision, les clair en tout cas que le choix de grands groupes comme TF!, Havas ou SGGMD a pese lourd dans la balance. Et la presse écrite s'inquiète de voir le CESP abandonner ses prérogatives de « juge de

- Tous les médias ont besoin d'un contrôle sérieux des études », tompère M. Jean Mauduit, président du CRTV • et le CESP peut gérer des situations différentes selon les médias -. Concrètement, le CESP pourrait contrôler les études de Médiamétrie. Mais le précédent crée par Médiamétrie pourrait s'étendre à d'autres secteurs, remettant en cause la vocation du CESP réaliser lui-même des études, voire précipiter son éclatement.

Médiamétrie doit désigner ce mois-ci, à côté de Secodip, un installer un deuxième millier d'audimètres à bouton-poussoir opérationnel dès la rentrée 1988. Le CESP a mandaté sa direction générale pour placer son champion AGB (luimême actionnaire important de Secodip), en échange de sa caution morale et d'un regard sur les méthodes. Un autre candidat attend avec impatience le choix de Médiamétrie : le duo Sofres-Nielsen, qui a déjà installé deux cents audimêtres et sorti ses premiers résultats, n'aurait guère la possibilité de faire cavalier seul en cas d'échec. Car l'audimétrie individuelle coûte cher, et Médiamétrie regroupe les principaux bailleurs de fonds du secteur. MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Dénoncant les restructurations présentées par la direction

Le personnel de RMC décide la grève

Le personnel de Radio-Monte-Cario, réuni le vendredi 4 mars en assemblée générale, s'est prononcé pour le principe d'une grève géné-rale landi pour protester contre les projets de restructuration de la station annoncés par la direction. Ces projets, qui viseraient à réaliser 18 millions de francs d'économie, prévoient notamment la fermeture de trois bureaux régionaux (Montpellier, Clermont-Ferrand, Bordeaux) et la suppression de soixante-seize postes (correspondant à une cinquantaine d'emplois) par un appel aux départs volontaires. Une procédure déjà utilisée en 1987

où la radio a enregistré une centaine

Refusant donc en bloc le plan pré-senté le 2 mars par M. Pierrick Borvo, directeur général, l'intersyn-dicale (CFDT, CGC, SNJ et Syndicat monégasque de l'audiovisuel) a adopté une motion exigeant: le retrait des propositions de la direction, la garantie d'un non-recours à des licenciements, l'ouverture immédiate de négociations pour relancer l'activité de la station.

Une rencontre entre les syndicats et un représentant de la direction n'ayant abouti à aucun apaisement, le mot d'ordre de grève a été maintenu, le personnel insistant sur l'urgence d'une réflexion globale sur la stratégie (format, couverture) et l'avenir (privatisation) de la station. tout plan de restructuration.

Porté le 5 janvier dernier à la tête de la Société française de produc-tion (SFP), M. Philippe Guilhaume assigne, après deux mois d'une véri-table « tournée des popotes », des objectifs extrêmement ambitieux à son entreprise : près de 10% de croissance de son chiffre d'affaires; des pertes budgétées ramenées à 30 millions de francs des cette année (contre 130 l'an dernier). Son plan, qui veut faire d'une « société suradministrée et sous-managée - une entreprise concurrentielle à l'échelle

La réforme des structures se traduit principalement par la création de quatre directions - création, marketing et affaires commerciales,

la charge, pourrait rejoindre la direction générale d'Antenne 2. Enfin, la suppression de la direction à l'action internationale s'accompagne de la création d'un service commercial d'une cinquantaine de per-

Les 35 millions de francs d'économies devraient être réalisés par une compression importante des frais généraux (électricité, téléphone, etc.) et par une réforme des politi-ques de sous-traitance et de produc-tion. L'emploi sera également tou-ché, mais aucun chiffre n'est officiellement avancé. Formation professionnelle, redéploiement, départs naturels, devraient, selon M. Guilhaume, limiter le recours aux licenciements, dont une dizaine de cadres de direction sont pour l'instant les premières victimes. Cette perspective inquiète toutefois les organisations syndicales. Celles-ci redoutent que le personnel ne soit en réalité dans quelques mois en pre-mière ligne de la restructuration qui

Réforme de structure et plan d'économie

européenne, joue sur des modifica-tions de structures et de l'organi-gramme de la SFP, ainsi que sur une politique d'économies internes que le président évalue à 35 millions de

exploitation et affaires industrielles, développement et gestion des res-sources – directement rattachées à la présidence. Le poste de directeur général est supprimé. M. Francis

Le groupe britannique WCRS devrait prendre une participation de 50 % dans SGGMD

Le groupe britannique de publi-cité WCRS s'apprête à prendre une participation de 50 % dans le capital de la société française Gilbert Gross-Michel Doliner (SGGMD), numero un de l'espace publicitaire en France, Dans une interview au quotidien *Libération*, M. Gilbert

liards de francs l'an dernier et emploie mille cinq cents personnes. Le nouvel ensemble ainsi constitué représenterait, souligne le communi-qué, un volume d'affaires qui le classerait à la deuxième place euro péenne et au huitième rang mondial.

L'accord devra toutefois être autorisé par le ministère de l'économie. On indiquait, le vendredi 4 mars, rue de Rivoli, qu'e il ne devrait pas y avoir de problème, le ministère étant favorable à l'internationalisation de nos agences de publicité.

Il reste que WCRS a déjà conclu, l'automne dernier, un accord avec le groupe publicitaire Bélier, de M. Jacques Douce, et que ce groupe est détenu majoritairement par Eurocom, holding lié au groupe

Grâce aux investissements en accord avec les différents partenaires

Le «Courrier picard» retrouve le calme

Un accord a été signé le mercred mars au Courrier picard (Amiens) entre les différents actionnaires. Les salariés du journal régional, détenteurs de 51 % du capital, s'étaient inquiétés des appétits de leurs alliés, réunis dans la société Nordpicom (le quotidien lillois la Voix du Nord et des caisses régionales du Crédit agricole), qui (le Monde du 20 février). L'accord qui apaise les esprits prévoit un plan d'investissement de 20 millions de francs. Les partenaires extérieurs se sont engagés à porter le capital du titre de 9 à 13 millions de francs, tandis que grâce à une autre aug-mentation de capital les salariés verront leur participation passer de 51 % à 55 %. L'accord indique ainsi que « l'indépendance du journai sera garantie ».

Le plan d'investissement sur trois ans permettra notamment d'infor-matiser la rédaction du Courrier picard, de moderniser la salle d'expédition et d'acquérir de nouveaux matériels d'impression. Cela devrait favoriser l'essor pouveau du titre régional et le lancement de pouveaux produits. En dépôt de bilan, il y a trois ans, le quotidien avait remonté la pente en 1986 et en 1987. Ses ventes ont augmenté de 5 % l'an dernier pour atteindre 74000 exemplaires, et ses recettes avaient cril de 14 %.

trois magazines du groupe Hachette-Filipacchi. — Le prix Image de la France, créé par M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, pour récompenser une réussite française sur le marché étranger vient d'être décerné aux magazines Elle, Paris-Match et Pre-mière. Elle a lancé, en association avec le groupe Murdoch, une édition nord-américaine dont la diffusion atteint 1 million d'exemplaires et s'est attaqué, avec des éditions spé-cifiques, aux marchés de Grande-Bretagne, d'Espagne, d'Italie, du Japon et de Hongkong. L'année 1988 devrait voir son implantation en Suède, en RFA, en Grèce, au Portugal, au Brésil et en Chine. Paris-Match est, pour sa part, le magazine en langue française le plus lu dans le monde (250 000 exemplaires par numéro sont vendus à l'étranger). Quant à Première, un magazine pour cinéphiles, il a lancé, cet été, en association avec M. Murdoch, une édition américaine et a fidélisé déjà, outre-Atlantique, 250 000 lecteurs.

• Una revue de critiques des disques compacts de musique classique. - Un nouveau mensuel Intitule Répertoire des disques compacts a paru le 1º mars. Se fondant sur l'augmentation des ventes des platines laser - 103 % de plus en 1987 par rapport à l'année précédente - et sur les besoins nouveaux des emateurs, Répertoire publie une cinquantaine de pages (sur cent) de critiques des disques classiques édités chaque mois, sous la signature de musicologues et de journalistes

ENVIRONNEMENT MÉDECINE

Les Suisses renoncent à la centrale de Kaiseraugst

de notre correspondant.

« Kaiserangst, c'est fini. » C'est par ce titre en gros caractères s'étalant en première page d'une édition spéciale que le principal quotidien de Bale Bas-ler Zeitung a annoncé la proposition d'un groupe de parlementaires des trois principaux partis « bourgeois » de renoncer à la construction de cette centrale mucléaire particulièrement

controversée, . Dans une motion présentée mercredi 2 mars à Berne, ils invitent le gouvernement helvétique à abandon-ner ce projet et à dédommager « équi-tablement » les promoteurs de la centrale située près de Bâle.

Certe initiative a fait l'effet d'une bombe dans le petit monde politique isse. D'autant que les auteurs de la requête sont des partisans déclarés du nucléaire. Dans le cas de Keiseraugst, ils sont arrivés à la conclusion qu'il était plus réaliste de ne pes poursuivre un projet - économiquement condamné et techniquement dépassé -en raison du retant accumulé et des obstacles encore à surmonter.

Avant même son adoption par le Parlement, cette motion paraît bel et bien vouée à sonner le glas de la centrale de Kaiseraugst dans la mesure où les trois partis qui la sontiennent (Union démocratique du centre, radi-cal et démocrate-chrétien) disposent de la majorité dans les deux Cham-

bres. Les excialieres et les adversaires di nucléaire ne peuvent tout de même pas s'opposer à ce qu'ils n'ont cessé de récismer, même si de sérieuses divergences subsistent, et si d'aucuns y voient simplement une « manceuvre : En tout cus, à Bâle, où l'opposition était la plus forte à la construction de la centrale en amont sur le Rhin, la nouvelle a été accueillie avec soulagement. Les auteurs de la motion souhaitent indemniser totalement les promoteurs, qui ont déjà investi 1,3 milliard de francs suisses (quelque 5,3 milliards de francs) de projet, mais la gauche et les écolo-gistes se montrem plus réticents.

En prenant les devants quitte à En prenant les devans quate s sacrifier une centrale, les partis tradi-tionnels espèrent débloquer enfin le débat sur l'énergie, polarisé depuis une dizaine d'années sur l'affaire de

En raison des menaces de moratoire que font planer deux demandes de référendum anti-nucléaire, la construction de Kaiseraugst avait déjà enstruction de Naistraugh und de la été sérieusement compromise pour des raisons politiques. En proposant d'arrêter les frais, les signataires de la motion entendent aussi préserver les motion emenaem aussi preserver les chances de l'energie atomique. Certes, ils reconnaissem qu'il faudra autendre désormais dix à vingt ans avant d'envisager la construction d'une nouvelle centrale, mais ils souhatem en même temps maintenir les réacteurs existants en activité, afin de ne pas dépendre trop d'achais d'électricité à

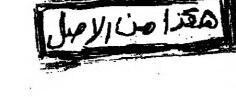
JEAN-CLAUDE BUHRER.

Brun-Buisson, qui en avait jusqu'ici

quotation theration, M. Citoett Gross précise: « Nous conservons les 50 % restant, nous gardons la direction de tous nos organes de gestion, et nous assurons la prési-dence du conseil d'administration de la société holding. «

SGGMD est un holding, action-naire majoritaire de onze filiales qui om effectué en 1987 un volume d'affaires d'environ 7,5 milliards de

au cuite de l'etitsme et à la jactina-tion des hit parades des meilleurs résultats scolaires qui (...) laissent sur le bord de la route tous les éclonés de la vie », mais aider et sou-tenir « les plus handicapés sociale-ment, affectivement et culturelle-WCRS, troisième groupe de publicité britannique, a réalisé, de son côté, un chiffre d'affaires de 9 mil-



Culture

Au SPONCOM de Cannes Les ambiguïtés du mécénat

ché international du sponsoring et du mécénat (SPONCOM), deuxième édition, a fermé ses portes. On se demande d'ailleurs pourquoi il les avait ouvertes, sinon pour occuper un créneau vide dans la programmation du palais des congrès de Cannes. Le public était absent, les exposants frustrés, les agents furieux et le forum où devaient se rencontrer porteurs de projets et mécènes potentiels totafement inexistant. Le salon s'est résume à un conglomérat étrange, où l'on retrouvait, côte à côte, organisations humanitaires, équipes sportives, chaînes de télévision, centres cuiturels et quelques instiutions obligées, comme le ministère de la culture ou la Ville de Paris. Dans les stands, les hôtesses sommeillaient. Le triste palais des congrès l'était encore plus que de

Vendredi 4 mars au soir, le Mar-

Quelques colloques ont tente d'animer ce fantôme : « Mécénats et entreprises », « Mécénats et médias »... Ils ont surtout fait res-sortir l'extrême confusion qui règne dans ce domaine. Et en particulier dans la tête de nombreux chefs d'entreprise. Beaucoup confondent encore mécénat, publicité et communication. Un digne représentant de Nestlé s'étonnait presque que les labels des sociétés n'apparais-

"Une efficacité

à toute épreuve, une

distribution hors pair...

cinglant."

"Tandem de choc...

grande force d'émotion."

"La percutante Streisand, cruelle,

violente, abattue ou déchirée, elle irradie."

STUDIO MAGAZINE

ACTUELLEMENT

CINGLÉE

WARNER BROS. ".... . BARWOOD FRAIS/MARTIN RITT

_BARBRA STREISAND RICHARD DREYFUSS "CINGLÉE" (NUTS

MAUREEN STAPLETON ELI WALLACH

AGBERT WEBBER JAMES WHITMORE. KARL MALTEN -: BARBRA STREISAND

tom topor =: Tom topor . Darryl Ponicsan , alvin sargent

** BARBRA STREISAND : MARTIN RITT

SIDNEY LEVIN ANDRZEJ BARTKOWIAK — TERI SCHWARTZ . CIS CORMAN

The Property of the Control of the C

de presse, en caractères aussi gros que ceux des entreprises aux-quelles elles apportent un soutien certain nombre d'entre eux, les retombées doivent être aussi rapides que celles escomptées d'un placard publicitaire. Oubliant au passage que ces « dons » sont déductibles des impôts. On trouve, certes, des mécènes

avisés. Le Crédit lyonnais a fait don, au Musée d'Orsay, de 1 million de francs pour l'achat d'un meuble de Van de Velde, dans trop de roulements de tambours. La société Casino, hégémonique à Saint-Etienne (elle finance l'équipe de football, les Verts, à hauteur de 10 millions de francs par an), s'est engagée à verser 3 millions de trancs pendant quatre ans - le veau Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Ces exemples sor encore trop rares en France. Le mécénat, « ardente obligation » ntée par les choristes de la Rue de Valois, mettra du temps à entrar dans nos mœurs. Il merite, sans aucun doute, d'être encouragé. Des manifestations comma le SPON-COM ne servent pas à grand-chose. À le desservir peut-être.

EMMANUEL DE ROUX.

DANSE

Bob Wilson répète « le Martyre de saint Sébastien » à l'Opéra

Des singes blancs dans un jardin blanc

Première le 25 mars à Bobigny de l'oratorioballet de Debussy et D'Annunzio. Bob Wilson est un peu nerveux.

Vendredi, 17 heures, studio Lifar, une des nouvelles salles de répétition amenagées sous les combles du palais Garnier. Constellation d'étoiles, dans ces teunes informes de la company qu'affectionnent souvent les dan-seurs : Patrick Dupond en survêtement gris fatigué et T-shirt rose épuisé. Sylvie Guilhem en T-shirt rouge exténué, un châte vert noué autour des reins; Michael Denard en maillot de gros tricot bariolé, sûrement le cadeau d'une admira-

Sylvie tient une sorte d'aile en contreplaqué: - Je vais sûrement t'en donner un coup dans la figure », dit-elle à Patrick. Bob Wil-son, blue-jean et polo noir, tondu de près, cherche avec elle une façon de tenir l'engin. Un magot japonais montre à Patrick comment sauter latéralement les jambes repliées, très kabuki.

C'est la première fois que je chorégraphie un ballet, dit Bob Wilson, le magicien du Regard du Sourd et d'Einstein on the Beach. Je suis assez nerveux. Mais les gestes de mon théâtre étalent déjà très précis, «chorégraphiés»... Je suis aidé par Suzushi Hanayagi (c'est le magot japonais), qui connaît le théatre classique japonais depuis l'àge de trois ans et a travaillé ausi la post-modern dance aux Etats-Unis.

Fanfare. Patrick, une étoffe noire drapés sur les épaules, s'avance, la narine dilatée, « Salut beau jeune homme ! », dit une voix, Stop. Suzushi montre à Michael comment pousser un • Ha! • vraiment japo-nais, Bob précise à Sylvie la position d'une main. Il ne parle qu'anglais, mais nos étoiles sont apparemment polygiottes. Fanfare. Michael : - Ha! ». La voix : « Salut beau jeune homme! » Stop. « May be so », dit Bob essayant une autre façon de marcher et de tendre la main. On essaie. Bob discute avec sa dramaturge allemande, Ellen Hammer. On réessaie. Sylvie et Michaël marchent à la rencontre l'un de l'autre, • Ha! •, elle fait demi-tour, tous deux font un tour en arabesque et s'immobilisent.

· Salut beau jeune homme, salut sagittaire à la chevelure d'hyacinthe! Je te salue, chef de la cohorte d'Emèse... Patrick se déchaîne autour de Sylvie. Il est l'Empereur ; Michael et Sylvie incarnent un Saint-Sébastien double, masculin-féminin. « L'un pourrait être de notre temps, l'autre est intempo-rel », dit Bob. Les textes sont dits par deux récitants, qui seront placés sur une estrade mobile, un peu comme dans le bunraku. La musique sera enregistrée. Bob : • C'est plus facile de se concentrer sur les lanseurs sans avoir l'orchestre et le chej entre eux et nous. -

Le bruit avait couru, horreur! que la sublime musique de Debussy serait mixée avec des bruitages modernes. - Non, recuise Bob. Il y aura seulement quelques séquences additionnelles, de Hans-Peter Kuhn. - A-t-il coupé dans la musique? - Vraiment très peu -. Dans le texte, en revanche, beau-coup : de cinq heures, le Martyre sera réduit à moins de trois. Ouf!

« Tu danses, ce soir »

Cinq rats - pardon : élèves de l'Ecole de Danse – se faufilent au fond du studio... Renseignements pris, le maillot joliment bariolé de Michaël est son œuvre. Il en a dessiné toute une collection, ils vont être commercialisés. • Il veut du sang, cet éphèbe pâle, du sang, des souffrances et des ténèbres! Nous en avons, nous en avons. - Patrick fait d'énormes bonds, Sylvie lui échappe, finit par tomber entre ses bras. Echange de regards intenses. Séparation. Puis Sylvie-Sébastien vient tendrement enlacer l'Empereur- Dupont. Un allumeur, ce Saint. . Pouvons-nous couper cette pose? -, demande Bob. - Dommage, c'était nice >, répond Michaël. - Six, sept. huit, neuf -, compte Patrick. Sylvie dénoue un instant son châle: quelles fesses minuscules, la veinarde...

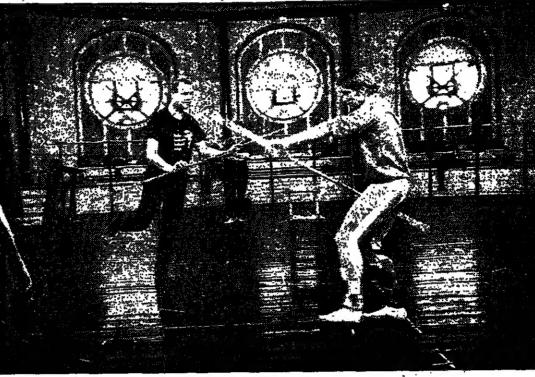
Elle doit maintenant courir de très loin et se jeter dans les bras de Patrick. « Tu veux que je l'attrape comme dans le Lac des cygnes? — Ah non, c'est moche. — Alors, fais ce que su veux. - Je saute n'importe comment, tu me rattrapes? - Oui. - C'est vrai? . Elle essaie, a peur, pousse un cri. . Dans mon foie . dit sobrement Patrick. Suzushi trace des signes cabalistiques sur le sol. Bob observe, attentif. Patrick et Sylvic essaie des grands jetés. Suzushi bondit, plaque Patrick au sol, pam-pam-pam, pose sur ses genoux Syl-vie en équilibre. • Oh! je sens que mesure des speciacles... », dit Sylvie. On recommence. « Maman! » Suzushi invente de nouvelles tortures. Les danseurs sont infatiga-bles, gentils, disponibles à l'infini.

Aïe! Sylvie grimace, s'allonge sur le sol. Mal au genou. Consternation

grand cercle à la cour et moi au jar-din. Tac. tac. tac et Sylvie arrive. Tu tombes, je frétille, elle veut que je garde les bras en bas, tu poses ta je garde les bras en bas, tu poses ta tête, je tourme, ti-la-la-la, je regarde la ligne bleue des Vosges, je saute et je papillonne, brr. brr. je m'assieds sur Sylvie et je tape du pied. Je te pousse, tu me traines, moi je fais un

d'oiseau sur corps d'homme. Il y aura aussi deux singes et deux grands ours blancs, et des renards blancs, papa, maman et les enfants. C'est censé être le Paradis...... theatre

Les assistants collent sur le sol des bouts de ruban adhésif pour délimi-



Bob Wilson et Michaël Denard

générale. « Ta rotule a dû sauter place de la Concorde, dit Patrick.
Tu danses ce soir? – Non, mais je
défile • (dans le Défilé du corps de
ballet qui ouvre la soirée Lifar). Patrick mime Sylvie défilant en boitant. Rires. « Mets de la glace, très vite », conseille Michael. « Glace ! » commande Bob. Sylvie est déjà debout : « Faut que j'aille me maquiller, c'est dans une heure. va. Patrick fait un festival de cabrioles battues, pour le plaisir. Arrive un sac de glace, trop tard.

qu'elle montre à Patrick : - Sylvie vient ici, arrive là, et vous vous passez par là, this way. - Ah oui, dit Patrick, ya ya ya pam pam pam et je me retrouve là . Très beau pas-de-deux Michaël-Patrick. Le promier grimpe sur les épaules du second. « Je ne peux pas, dit le grimpé. — Forcément, tu ne manges rien. - Remonte. Ale! . Ils s'effondrent. • Essayons autre chose, plie moins les genoux - Ah oui, ça va mieux ». On recommence. Enlacements, torsions, empoignades, étreintes, regards. Un jeu érotique s'instaure entre le Saint et l'Empereur. Bob se gratte la tête. · Bon, on reprend tout, dit Michael.

Suzushi dessine un croquis rapide

Cabriole, coupé jeté, toi tu fais un

ovale ici, tol un rond là-bas, on se retrouve au centre, tu m'almes, je te repousse, now left hand on shoul-der. - OK, dit Bob, thank you. Fin de la répétition.

L'homme oiseau

Mardi, 16 h 30. Michael répète un grand solo (dans un autre joli maillot bariolé, tricoté par luimême). Ses mouvements sont bizarres: Bob Wilson, n'étant pes encombré par un savoir chorégraphique, invente des choses qui ne ressemblent à rien de comm. « Concen-tration is beautiful », dit-il en remerciant Michael. Il rassemble maintenant autour de lui des danseurs, des ligurants, des assistants : on ve attaquer le cinquième acte. Un assistant traduit.

- J'ai une idée en tête, je ne sais pas si ça va marcher. C'est un jar-din blanc, il y a un chemin qui fait une courbe ici et ressort là. Il y a des fleurs et des plantes blanches de chaque côté du chemin. Au sond il y a un passage, c'est l'espace le plus profond qu'on aura dans tout le bal-let. A l'avant-scène il y a un autre chemin... Je vais vous montrer surle papier, ensuite on va marcher. -Tous s'agenouillent autour de lui, qui dessine des croquis à terre. - Il y

ter le tracé du chemin. Le magot japonais a des tennis roses. Bob corjaponais a des tennis roses. Bob corrige des choses minuscules, un millimètre dans l'inclinaison d'une tête ou d'un bras. « Je suis la goutre, dit le récitant, l'étincelle et le fésu. » Michaël : « Louez le Seigneur dans l'immensité de sa force... » Tiens, ce n'est pas les chours qui chantent ca? Non, il n'y a plus de chœurs. Ab bon!

noire, il tient un long bâton à la main: il est l'Ange qui marche au premier plan. Puis essaie une grande aile en fil de fer : il est l'hommeoiseau. Il sera ensuite l'ours, le singe, imitant chaque fois la démarche, les petits gestes caractéristiques. Fascinant de justesse, et de concentration. Chaque fois, il est filmé en vidéo, puis l'interprète du rôle va étudier le film dans un coin du studio. Deux minuscules petites du studio. Deux minuscules petites filles blondes seront les singes. Bob leur montre une photocopie d'un tableau de Bruegei, détail où figu-rent deux sapajous. Les petites filles acquièscent gravement.

« C'est l'acte le plus difficile, le cinquième, dit Bob, soucieux. Je voudrais avoir plus de temps... - 1! répète depuis trois semaines. Pre-mière le 25 mars.

SYLVIE DE NUSSAC

NOTES

« Joe Egg », de Peter Nichols à la Gaîté-Montparnasse

Créée en 1969 dans le même théâtre, la pièce Joe Egg fut un immense succès et propulsa Jean Rochefort vers les sommets de la popularité. L'un et l'autre méritaient ce chaleureux accueil. On peut en dire autant

de la nouvelle version que nous en propose aujourd'hui le même metteur en scène, Michel Fagadau, grâce surtout à la très convaincante performance du comédien Patrick Il est Brian, ce professeur d'un

collège technique de seconde zone, marie à Sheila (Sabine Haudepin), jeune femme insouciante et très active. Entre eux deux, un drame : il y a dix ans, une vie décidément mal faite leur a donné une petite fille handicapée. Une sorte de • légume -, comme le dit lui-même l'auteur, Peter Nichols, qui s'est inspiré de sa propre vie pour écrire sa connaît la réalité de la situation qu'il nous propose, les mois de Peter Nichols sont bouleversants. D'autant qu'il a ce talent très britannique de rendre compte par l'écriture dramatique de l'actualité, un art que maîtrisent peu les dramaturges français.

Autour de Joe, nous assistons donc au récit hyper-réaliste, bourré de drôleries, du calvaire de ce couple, et, sous l'œil compatissant de quelques amis (dont Grace, épa-tante Monique Melinand) à la red-dirion de l'amour qu'une tragédie

fortuite chasse inexorablement. Patrick Chesnais est d'une précision, d'une justesse à donner le vertige.

★ Gaîté-Montparnasse. Du mardi au vendredi à 21 heures. Samedi à 18 heures et 21 h 30. Matinée dimanche 15 heures. Tél.: 43-20-60-56.

Cochin

Plaisir de bibliophiles que les livres illustrés ? Pas seulement. On les étudie désormais du point de vue de l'histoire de l'art. C'est ce qu'a fait Christian Michel pour le dixhuitième siècle, en choisissant comme «héros» Charles-Nicolas Cochia illustre inventure de sobre comme «héros» Charles-Nicolas Cochin, illustre inventeur de scènes historiques, mythologiques, chrétiennes, galantes et même scientifiques et techniques à l'occasion. Avec la même élégance un rien apprétée et artificieuse, il dessinait le frontispice de l'Encyclopédie, les épisodes buriesques du Lutrin, Ciceron prononçant les Catilinaires et Le satyre s'approche de Sylvie. Sylvie, naturellement, ne se doute de rien, et Cochin lui donne un air de candeur très à la Boucher. candeur très à la Boucher.

canceur tres a la Boucher.

Tout cela, que l'auteur de l'ouvrage décrit et analyse savanment, ne manque pas de grâce, et influenca le sivle de ses contemporains. On serait volontiers de l'avis du Diderot de 1767 : « Les dessins de Cochin sont faits avec un esprit infini d'un goût exquis. Il y a de la verse du toet du correctère de verve, du tact, du caractère, de l'expression. Cependant arrangés de pratique, car il compte pour rien la

* Christian Michel, Charles-Nicolas Cochin et le livre illustré au dix-huttième stècle, Librairie Droz, 432 p.,

« Orgie » de Pasolini à la Tempête

Les six dernières scènes de la vie d'un couple dans le faubourg d'une grande ville sous la plume de Pier Charles-Nicolas
Cochin

Paolo Pasolini, admirablement servi
par une traduction de la romancière
et dramaturge Danièle Sallemave. Dans un appartement d'où aurait disparu tout repère tangible d'une vie normale, un homme vient de mourir. En six épisodes, lui, sa femme, et plus tard une fille ramassée sur le trottoir, vont devant nous refaire le chiemin qui les a menés à

cette tragédie. Plutôt que de montrer la souffrance des corps qui ne savent plus aimer, Pasolini avait choisi de dire les mots de cette souffrance. Le met-teur en scène Marc Liebens lui est resté scrupuleusement fidèle. Il a choisi la voix du verbe plutôt que celle de la démonstration qui, la langue du poète et son univers étant tel-lement riches, poétiques, fantasma-tiques, aurait pu blesser la lettre et l'esprit d'une œuvre dure, violente, où l'espoir ne viendra pas au bout de la haine.

Trois jeunes comédiens, Dominique Boissel, Nathalie Cornet et Sylvie Milhaud, ont pris ce poème à bras-le-corps avec une conviction, une sincérité bouleversantes. Dans le très beau décor de Jacques Gabel. éclairé par Franck Thévenon comme savait le faire Raoul Coutard pour les premiers films de Jean-Luc Godard, ils incarnent jusqu'au malaise cette histoire d'êtres désa-grégés.

* Théâtre de la Tempête. Cartou-cherie de Vincennes. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à

4

EL SUR (Esp., v.o.): Lating. 4 (42-78-47-86): Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).

25-52).
EN TOUTE INNOCENCE (Fr.): Pathé impérial, 2º (47-42-72-52); George V, 8º (45-62-41-46); Miramar, 14º (43-20-89-52).
ENGRENAGES (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); UGC Dannon, 6' (42-25-(0-36); UGC Kotonde, 6' (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8' (45-62-20-40): 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79); v.f.: UGC Opera, 9º (45-74-95-40).

(45-74-95-40).
LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.):
Forum Aro-en-Ciel, 1" (42-97-53-74);
14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83);
Pathé Marignan-Comcorde, 8" (43-5992-82): 14 Juillet Bastille, 11" (43-5790-81); Sepa Parnassieus, 14" (43-2032-20).

90-81); Sept Parnassieus, 14 (43-20-32-20).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46).

LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8" (43-87-35-43); Fauvette, 13" (43-37-56-86); Miramar, 14" (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); Trois Secrétan, 19" (42-06-79-79).

LA MAISON DE JEANNE (Fr.): Saint-Michel, 5" (43-26-79-17); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); Bienvenée Montparnasse, 15" (45-44-25-02).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-IL-All, v.o.): Studio des Ursulines, 5" (43-26-19-09); Elyséen Lincoln, 8" (43-59-36-14).

LE PACTE (*) (Brit., v.o.): Gaumont Convention, (**12-12), Gaumont Convention, 8" (**12

19-09); Elysées Lincola, & (43-59-36-14).

LE PACTE (*) (Brit., v.n.): Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Colisée, & (43-59-29-46); George V. & (43-68-39-3); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13* (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14* (43-27-52-37); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

LA PASSERELLE (Fr.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Rax, 2* (42-36-83-93); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); UGC Mormandie, 8* (45-63-16-16); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12* (43-36-23-44); Convenion Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); Images, 18* (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19* (42-06-79-79).

PRICE UP YOUR EARS (*) (Brit., v.0.); Saint-André-des-Arts II, 6* (43-26-80-25).

LE PROVISEUR (A., v.f.); Hollywood Boulevard, 9* (47-70-10-41).

26-80-25).

LE PROVISEUR (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9: (47-70-10-41).

QUARTIER CHAUD (*) (A., v.f.): Maxevilles, 9: (47-70-72-86).

RIO ZONE (Brds., v.o.): Cine Beaubourg, 3: (42-71-52-36): Les Trois Beizec, 3: (45-61-10-60); Sept Parmassiens, 14: (43-20-32-20).

(45-30-32-30).

ROBOCOP (*) (A., v.o.) : Forum Orient
Express, !* (42-33-42-26) : v.f. : Paramount Optra, 9* (47-42-56-31).

Total Same

. ()

Name:

36-2-code

 $\label{eq:continuous} (a) = \frac{1}{2} \frac{1}{2}$

 $p_{ij} = 1.57$

théâtre

SPECTACLES

LA FOLIE DU JOUR. Cartosche Atelier du chaudron (43-28-97-04):
20 h 30, dim. 16 h.
L'EMPEREUR PANIQUE. Théaire
Essalon (42-78-46-42). 21 h. dim.
17 h.

LESSUIE-MAINS DES PIEDS.
Melakoff, Théirre 71 (46-55-43-45):
20 h 30; dim. 18 h.

LE CABARTE DE L'ŒUF BRISÉ. Neuilly-sur-Seine (l'Athlétic) (46-24-03-83): sam. 20 h 30.

LES TROIS SŒURS (speciacle en langue hongroise), Odéon, Théirre de l'Europe (43-25-70-32) : 20 h, sam, 15 h, dim. (dern.). LE DIEU DES MOUCHES. Théâtre du Tourtour (48-87-82-48): sam., 20 h 30.

LE DISCOURS AUX ANIMAUX, de Valère Novarina. Théâtre de la Bas-tille (43-57-42-14): 19 h 45. sam.,

IL FAUT PASSER PAR LES NUAGES. Théâtre de la Ville (42-74-22-77) : 20 h 45, dim. 14 h 30. SONATE A JOHANNESBURG. Espace Acteurs (42-62-35-00), 20 h 30, sam. HORS-LIMITE. Th. Footains (48-74-

ANDROMAQUE, Champigny-sur-Marne, Th. der Boucies de la Marne (48-80-90-90), 21 h, sam., dimanche 16 h. 74-40), sam. 18 h et 21 h.

Les salles à Paris .

ANTOINE - SIMONE-BERTHAU (44-08-77-71), Les Cahiers taugo : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). Conte d'hiver : 20 h 30, dim. 17 h.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Las Raciaes de la haine l'aufance d'Hi-tler : 20 h 30, dizz. 16 h.

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23), La Malade imaginaire : 21 h, dim. 15 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90), La Hibou : 20 h 30, dim. 16 h. ATELIER (46-06-49-24). La Double In-constance : 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Saile Louis Journel. Gertred : BERRY (EX-ZEBRE) (43-57-51-55).
Poèmes: 18 h 30. Hors de ches sol: 20 h 30. Le Nécrophile: 21 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).
Bacchus: 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30.

BOUFFORS-THEATRE DU XIXE (42-38-35-33). Les samedis qui chartent : 16 h 30. CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Co soir, rape à la société des loisire (Fréface n°6): 15 h et 20 h, jou., lun. 15 h. Le Tri-logio des mythes: 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-3)-28-34), lphigénie : 20 h 30, dim. 16 h, mar. (exceptionnel.) 15 h.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Volpone ou le renard : 20 h, CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-48-04-17). Mozert au chocolet : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-29-36-36). Salle L Or-gie : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de jours rêves : 18 h 30, dim. 15 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). Grand Théire. Le Candidat : 20 h 30. La Galerie. L'Au-tre : 20 h 30. La Resserve. Les Remmes dénaturées ou la rencontre imaginaire de Moll Flanders et Flora Tristan : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTEN (47-42-43-41). Reviezs dormir à l'Elysée : 21 h, dim. 15 h 30.

PROLONGATION JUSQU'AU 20 MARS

THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS

ou l'enfance d'Hitler

de Niklas RADSTRÖM

Miss im scene

Stephanie LOIK eline les choses spient claires : cette forte pilen

ne samuit se lakser embarquer dans l'actuel

ing your le Fibres. Si une thèse l'anime, s

s'est pas : «littler a été un vulant martyr, denc l'extermination des Juis c'est pas de sa faute l'e

C'est précisément le costroire: il ne s'egil pas de lai trouver des exceses, ai même des rei-sons. Il s'agit de charches... Voss medez de

Soldies ? En volle. S. CHERER - 7 & PARIS

eStéphania Loik zigno lè son plus remurqualla spectocle » II., IEENER - FIGERO MAGAZINE

the extern étomant, Paul MMTHE, dons la rôle PHISier enfant.» 8. V. - NOGVEL ORS

es. Loth e niessi neo milioscopie qui foit froid

dans le dos, questionne, révelle et dynamise.» F. PASCALID - TREERIALA

Réservation, de 14h a 18h: 48063602 • 43790618

Location: 3 FNAC

RACINES

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Bion dégagé autour des oreilles, s'il vous plait !: 19 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22).
Casanove on la Dissipation: 20 h 30, dim. 15 h 30, NOUVEAUX

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15), Salle Richelien. Le Véritable Saint-Genest, comédien et martyr : 20 h 30,

DAUNOU (42-61-69-14), Monsieur Ma-sure: 21 h, dim. 15 h 30. DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Grand-Père Schlomo: 20 h 30, dim. (dernière) II h.

FONTAINE (48-74-74-40). An secours, tout va bien!: 18 h et 21 h.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-GAITE-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Jæ Egg : 18 h et 21 h 30, dim.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46 79-79). La Métamorphose : 17 h 30 c 21 h. dim. 15 h 30. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta trice chauve; 19 h 30. La Leçon 20 h 30. Proest : Javais toujours quatra ant pour elle: 21 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ca que voi Fox (Fail): 21 h. dim. 15 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Théire seir. Nous, Théo et Vincent Van Gogh: 21 h 15. Théire rouge. Le Petit Prince: 20 h. Veuve martiniquaise cher-che catholique chanve: 20 h 15. La Ronde: 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09). Les Pietis dans Peau: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. MARIGNY (FETTI) (42-25-20-74). La Menteuse : 18 h et 21 h, dim. 15 h. MATHURINS (42-65-90-00). Monsieur Véans on le Rêve fou de Louis II de Bavière : 20 h 30,

MICHEL (42-65-35-02), Le Chambre d'ami : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. d'ami: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy l'Ami public m'1: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret: 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Una soltée pas comme les autres: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

ODÉON (COMÉDIE-FRANCAISE) (43-25-70-32). Mort d'un commis voyageur : 20 h, dîm. (dernière) 14 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32), Semaine des auteurs : 18 h 30. ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne seis pes reppaport: 20 h 45, dim. 15 h.

OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Katya Kabanova: 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93).

Grande salle. La Madelcine Proust à Parle: 21 h, dim. 15 h. Petite salle. Show Chiche: 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurisberiu ou le Réactionnaire and 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

PALAIS DE CHAILLOT (47-64-24-24)

Carmen Jones (1935, v.o.s.t.f.), de Orne Preminger, 15 h; One + one (1968, v.o.s.t.f.), de Jean-Luc Godard, 17 h 15; Evensong (1934, v.o.), de Victor Saville, 19 h 13; le juif Sum (1934, v.o.), de Lother Mandes, 21 h.

DIMANCHE
Rimsky-Korsakoff (1952, v.a.s.t.f.), de
Grigori Rochal et Greennadi Kazansky,
15 h; Pastorake (1976, v.a.s.t.f.), de Otar
lossekiani, 17 h; Little Friend (1934, v.a.),
de Berthodk Viertal, 19 h; PHomme
d'Aran (1934, v.a.), de Robert J. Plaherty,
21 h.

SAMEDI L'Enfer des hommes (1955, v.c.s.t.f.), de Jesse Hibbs, 15 h; Nez de outr (1951), d'Yves AHégret, 17 h; Telle ast la vic (1929), de Karl Junghans, 19 h; Erotlien (1929, v.c.), de Gustav Machaty, 21 h.

DIMANCHE

DIMANCHE
Marcher ou mourir, de G. de Santia,
15 h; Gas-eil (1955), de Giller Grangier,
17 h 15; Tonka et la potence (1930,
v.o.s.L.L.), de Karel Amion, 19 h; Du
ammedi an dimasche (1931, v.o. a.L.), de
Gustav Machoty, la Terre qui chanta
(1932, v.o. a.L.), de Karel Picka, 21 h.
SAILE GARANCE,
CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-37-29)

(42-78-37-29)

SAMEDI
Cinema da Réel: Yukiyakita Shingan
(v.o.), de Kazuo Hare, 14 h 30; Son Sesler
(v.o.e.f.), de Innet Arasan, 17 h 30; Poscraice d'Alais Cavalier, d'Alais Cavalier,
20 h; Petite Salle: Utzad (v.o.e.f.), to
Maria Zmarz Kozzanwicz, Allo police, de
Mana Bommariage, 13 h; Abattoirs, de
Thlerry Knaaff, Az Ibafai Kovboj
(v.o.e.f.), do Pal Schiffer, 17 h; Etre
frame au Burkina, da Maurice Kabore,

DIMANCHE 6 MARS

Salle Berthelot, Montreuil

ó, rue Berthelot

M- Croix-de-Chevaux

16 HEURES

JEAN TARDIEU

«Pas un mot au barbu»

JACQUES HADJAJE

« Une soirée en Provence »

GÉRARD LAURIN

CLAUDE AUFAURE

Tél: 48-58-65-33

GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

DIMANCHE

La Cinémathèque

POCHE-MONTPARNASSE 92-97). Salle L. Tchekhov docteur Ra-guine: 21 h, dim. 15 h 30. Salle IL Coup de crayon: 20 h 30, dim. 15 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé vois un psy-chiatre : 21 h, dim. 15 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Opéra-Valise: 19 h 45. Le Misanthrope (en al-ternance): 21 h, dim. 17 h 30. Dim. Phêdre (en alternance): 14 h 30.

PENAISSANCE (42-08-18-50). Des senti-ments soudains: 16 h et 20 h 45, dim. 16 h.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose an Spica-did : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-

(43-26-29-61). La Légende dorée : 21 h, dim. 17 h. THEATRE DE PARIS (43-59-39-39). La

33-99). Comment est le printemps il-bas ? : 20 h 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). Toute différente est la langueste : 21 h, dim. 15 h.

THÉATRE QUVERT- JARDIN D'HI-VER (42-62-59-49). L'Étalon or : 16 h et

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-

Samedi 5 - Dimanche 6 mars

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Eléphent Man : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h 30.

de couple: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Un délire très mince: 18 h 30. Divas sur canapé: 20 h 30.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Multi d'amour : 20 h 45, dien, 15 h.

64-80-30). Spectacle obligatoirs : 20 h 30, dim. 15 h.

Pont des soupirs : 20 h 30, dim. 15 h 30. THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-

THÉATRE GRÉVIN (42-46-34-47). Le Cid improvisé : 19 h. Chabrol jone inten-sément : 21 h.

din. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT
(47-27-81-15). Grand Feyer. Le Tragique Destin d'un héros de verre : 15 h,
mer., jeu., ven., mar. 14 h 30, jeu., ven.,
mar. 10 h. Grand Théâtre. Anacaona.
20 h 30. Théàtre Gémèr. La Princesse
Maleine : 20 h 30, dim. 15 h. D Dim. Le
Misanthrope : 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE 14 COM

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60), Petite salle, Une visite inopportune: 15 h 30 et 21 h.

55-60-70). Grande salle. Le Vallon : 20 h 30, dim. 15 h. Petite salle. Le Dialo-gue dans le marécage : 21 h, dim. 15 h. D Dim. Une houre avec : Andromaque : 19 h.

Alter Ego (v.o.e.f.), de Hilli Moleman et Joop van Wilk. 19 h; Portraits d'Alain Cavalier, d'Alain Cavalier, d'Alain Cavalier, 21 h; Salle Jean Renoir : Antonio divino, En el calor de la noche, la Radio, Los Hijos de la calle, 14 h; Bom Povo Portugues, 16 h; Barronhos -Quem teve medo. 20 h 30.

DIMANCHE
Cinéma du Réel : Dani, Michi, Renato und Max (v.o.s.l.!), de Richard Dindo, 14 h 30; Pan Sxporifit (v.o.s.l.!), de Pawel Woldan, Devant le mur, de Daisy Lamouhe, Solitodes, de Gérard Patria, 17 h 30; The Journey (v.o.), de Peter Wattins, 20 h; Petits Salle : Beinut the last home movie (1987, v.o.s.l.f.), de Jennifer Fox, 13 h; O Movimento das coisss, 17 h; Dolores, 19 h; Lesi, Ispoved, Pozilovo Colovelia, Vai Vegil bai Jaunam ?, de Juris Podnieka, I spara 7, 14 h; I Azinti, Sta Tourkovonnie, 16 b; A Lei da Terra -Alantajo 1976, 20 h 30.

6 h ; A Lei da Terra -Al

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (48-26-34-34)

(40-26-34-36)

SAMEDI

Paris sur Seine: Actualités anciennes:
Actualités Gaumont, 13 h 30; Pont-Neuf:
Promenade entre deux ponts (1985) de
D. Guyot, Empaquetage du Pont-Neuf
(1985) de A. Esmery, Pont-neuf (1986),
Boy meets girl (1983) de Léos Caraz,
14 h 30; la Seine en court métrage: la
Grande Crue de 1910 (1978) de F. Compain, 17 h; Péau (1964) de M. Giband, in
Vie d'un fleuve (1931) de J. Lods, la Seine
a rencounté Paris (1957) de Joris Ivens,
17 h; Seine années trente: Actualités Gaumoor, Paris an fil de l'ean (1932) de J.C. Bernard, Boudu sauvé des canx (1932)
de Jean Recoir, 20 h; Magie sur Seine:
Actualités Gaumont, 21 h; l'Ean de la
Seine (1982) de T. Hernandez, Péveillé du
Pont de l'Alma (1985) de Raoui Ruiz,
21 h.

ALBATROS présente

à partir du 10 mars

20h30

Loc: 3 FNAC et AGENCES

cinéma

DIMANCHE Paris sur aeine: Seine années trente: Actualités Gaumont, Paris au fil de l'ean (1932) de J.-C. Bernard, Bondu sauvé des eaux (1932) de Jean Renoir, 14 h 30: Seine ou Scène: C. Jérôme chante Kiss me de D. Boyer, Dick Rivers chante Ton prénom, je Paime (1971) de D. Boyer, Johnny Hallyday chante Amour d'été (1968) d'A. Brunet, Tons en scène (1983) de Vincente Minnelli, Afrique en Seine (1984) de F. Hausser, 17 h; le Chaland qui passe: la Voile perdue (1959) d'un collectif, la Seine et ses Chalands (1983) de S. Dubor, Manifestation des bateliers (1985), les Lolos de Lola (1974) de Bernard Dubois, 18 h; la Seine en court métrage: la Grande Crue de 1910 (1978) de F. Compain, l'Ean (1964) de M. Giband, la Vie d'un fleuve (1931) de J. Lods, La Seine a rencontré Paris (1957) de Joris Ivens, 20 h; Pont-Neuf; Prottenade entre deux ponts (1985) de D. Guyot, Empaquetage du Pout-Neuf (1985) de A. Esmery, Pont-ouef (1986), Boy meeta girt (1983) de Léos Carax, 21 h.

Les exclusivités NOTRE REGRETTABLE ÉPOUX (Fr.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26); George V. 8° (45-62-41-46); Maxevilles, 9° (47-70-72-86); Le Galaxie, 13° (45-80-18-03); Convention Saint-Charles, 15° (45-79-33-00). LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.A.);
Saint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-18); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.): Lucer-maire, 6' (45-44-57-34). L'ANE QUI A BU LA LUNE (Fr.): Chmy Palace, 5' (43-54-07-76); Sept Paranssiens, 14' (43-20-32-20).

Chmy Plance, F. (43-24-27).

ANGEL HEART (*) (A., v.a.): Epéa de Bois, 5: (43-37-57-47).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.a.): UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); Trois Parmassiens, 14: (43-20-30-19).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.l.): Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Publicis Champs-Elysées, 8: (47-20-76-23); UGC Lyoz Bastille, 12: (43-43-01-59); UGC Gobelias, 13: (43-36-23-44); Les Montparnos, 14: (43-27-52-37); images, 18: (45-22-47-94).

BERNADETTE (Fr.): George V, 8: (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); Le Galaxie, 13: (45-80-18-33); Trois Parmassiens, 14: (43-20-30-19); Convention Saint-Charles, 15: (45-79-33-00).

CARAVAGGIO (Brit., v.a.): Epée de

33-00).

CARAVAGGIO (Brit., v.o.); Epée de Bois, 9 (43-37-57-47).

CHAMBRE AVEC VUE..., (Brit., v.o.); Le Triomphe, 9 (45-62-45-76).

LA COLOMBE SAUVAGE (Sov., v.o.); Cosmos, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe, 9 (45-62-45-76).

(45-62-45-76).
 CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.): Pathé Français, 9 (47-70-33-88).
 LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26): Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Kinopanorama, 15º (43-06-50-50); v.f.: Pathé Français, 9º (47-70-33-88): Le Galaxie, 13º (45-80-18-03); Pathé Montparnasse, 14º (43-20-12-06).

LES FILMS NOUVEAUX

BRADDOCK. (*) Film américain de BRADDOCK. (*) Film américain de Aaron Norris, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); George V. 8" (45-62-41-46); v.f.: Ren, 2' (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9' (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12' (43-43-01-59); Fauvette Bia, 13' (43-31-60-74); Mistral, 14' (45-39-52-43); Pathé Montparassas, 14' (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15' (45-79-33-00); Pathé Wepler, 18' (45-22-46-01); Le Gambetta, 20' (46-36-10-96).

CINEMAGICA. Film allemand de Werner Nekos, v.o.: Studio 43, 9-(47-70-63-40).

CINGLÉE. Film américain de Martin Ritt, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); Gramont Colisée, 8" (43-59-29-46); Gramont Parnasse, 14" (43-35-30-40); Gramont Aléxia, 14" (43-27-84-50); v.f.: UGC Montparnasse, 6" (45-74-94-94); UGC Opéra, 9" (45-74-95-40); Les Nation, 12" (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé Wepter, 18" (45-22-46-01). LES ENFANTS DE SALEM. (") Pathe Wepter, 18' (45-22-46-01).

LES ENFANTS DE SALEM. (*)
Film américain de Larry Cohen,
v.o.: UGC Ermitage, 8' (45-6316-16); v.f.: Rex. 2' (42-3683-93); UGC Montparnasse, 6'
(45-74-94-94); UGC Lyon Bastille,
12' (43-33-01-59); UGC Cobelins,
13' (43-33-01-59); UGC Cobelins,
13' (43-36-23-44); Images, 18' (4522-47-94); Trois Secrétan, 19' (4206-79-79).

ZINSON TENARUE. 1 466 BRYGE

22-47-94); Trois Secrétan, 19 (4206-79-79).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ
DE L'ÉTRÉ. Film américain de
Philip Kaufman, v.o.: Caumont Les
Halles, 1º (40-26-12-12); Gaumont
Opéra, 2º (47-42-60-33); 14 Juillet
Odéon, 6º (43-25-59-83); Bretagne,
6º (42-22-57-97); Publicis SaintGermain. 6º (42-22-72-80); La
Pagode, 7º (47-05-12-15); Pathé
Marignan-Concorde, 8º (43-5992-82); Publicis Champs-Elysées,
8º (47-20-76-23); (4 Juillet Bastille,
11º (43-57-90-81); Escurial, 13º
(47-07-28-04); Gaumont Alésia,
14º (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15º (46-2842-27); Le Maillot, 17º
(47-48-06-06),
JANE B. PAR AGNÉS V. Film français d'Agnès Varda: Forum Horizoo, 1º (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); Cluny
Palace, 9º (43-54-07-76); SaintGermain Studio, 5º (46-33-63-20);
Le Triomphe, 8º (45-62-57-6);
Sept Parnassiens, 14º (43-20-32-20).
THE LAST OF THE BLUE

THE LAST OF THE BLUE DEVILS. Film américain de Bruce Ricker, v.a.: Action Christine, & (43-29-11-30).

mount Opdra, 9 (47-42-36-31).

LES SAISONS DU PLAISIR (Fr.):
Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); UGC
Danton, 6: (42-25-10-30); George V. 8:
(45-62-41-46): Pathé Français, 9: (47-70-33-88); La Bastille, 11: (43-54-07-76); UGC Lyon Bastille, 12: 143-43-01-59); Fauvette, 13: (43-31-56-86); Mistral, 14: (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); UGC Convention, 15: (45-74-93-40); Pathé Clichy, 15: (45-22-46-01); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96).

SAXO (Fr.): UGC Normandie, 8: (45-63-SAXO (Fr.): UGC Normandie, 8 (45-63-16-16).
SENS UNIQUE (A., v.o.): UGC Biarritz.
8 (43-62-20-40); Sept Parmassiens, 14
(43-20-32-20).
SOIGNE TA DROTTE (Fr.): 14 Juliet Partialist, 6: (43-26-58-00).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.):
Lucarnaire, 6: (45-44-57-34). Lucarnaire, 6⁴ (45-44-57-34). SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit., v.o.): Gaumont Les Halles, 1⁴⁴ (46-26-12-12); Gaumont Opéra, 2⁴⁴ (47-42-60-33): Pathé Hautefeuille, 6⁴ (46-33-

> Une heure au Père-Lachaise »,
> 11 heures, boulevard de Ménimontant,
> face à la rue de la Roquette (V. de Langiade). - Couples célèbres du Père-Lachaise », 14 h 30, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langiade).

« Versailles : la grande et la petite écurie du château », 14 h 30, grilles de la petite écurie (Monuments histori-ques).

- Le Palais de Justice en activité ». 14 h 30, devant les grilles (Michèle - Passages et vieux village de Belle-ville », 14 h 30, angle de la rue de Belle-ville et de la rue Piat (Les Flåneries).

ECAPRICE

Avac le soutien de l' DERA

Lacation: 42393450 et FNAC

79-38); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Gaumont Alèxia, 14 (43-27-84-50); v.f.: Bretagne, 6 (42-22-57-97); Saidt-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Paramount Opera, 9 (47-42-56-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvetre, 13 (43-31-56-86); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

(43-59-92-82); UGC Barritz, 8 (45-62-20-40); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Moniparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13 (43-32-344); Mis-tral, 14 (45-39-52-43); Le Maillot, 17 (47-48-06-06). Images, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

47-94); Le Gambetta, 20* (4c-3c-10-96).

LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUJF
ASSASSINÉ (Fr.): Ciné Beaubourg, 3*
(42-71-52-36): UGC Danton, 6* (42-25-10-30): UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94): UGC Champs-Elysées, 8* (45-62-20-40): Studio 43, 9* (47-70-63-40); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40): UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); L'Entrepôt, 14* (45-43-41-63); Images, 18* (45-22-47-94).

TOO MUCH ? (Brit., v.o.): UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94); Elysées Limcoln, 8* (43-59-36-14).

TROIS HOMMES ET UN BÉBÉ (A...

coin, 8° (43-59-36-14).

TROIS HOMMES ET UN BÉBÉ (A., v.o.): Forum Arcen-Ciel, 1° (42-97-53-74): George V. 8° (45-62-41-46): Pathé Mangnan-Concorde, 8° (43-59-92-82): v.f.: Rev. 2° (42-36-82-93): UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94): Pathé Français, 9° (47-70-33-88): Fauvette, 13° (43-31-56-86): Mistral, 14° (45-39-52-43): UGC Convention, 15° (45-74-93-40): Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01): Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

LIN ENFANT DE CALABRE

22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

UN ENFANT DE CALABRE (11-Pr., v.o.); Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-361; Le Saint-German-des-Prés, 6° (42-22-87-23); Gaumont Colisée. 8° (43-59-29-46); La Bastelle, 1)° (43-54-07-76); 14 Juillet Beaugrenelle, 19° (45-57-79-79); Bienventle Montparnasse, 15° (45-42-60-33).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.); Forum Horizon, 1° (45-08-57-7); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Pathé Hautefeuille, 6° (43-25-59-83); Pathé Hautefeuille, 6° (43-39-381; Gaumont Ambassade, 8° (43-59-90-8); George V, 8° (45-62-41-46); Saint-Lezare-Pasquier, 8° (43-87-33-43); 14 Juillet Bastille, 11° (43-37-90-81); Las Nation, 12° (43-43-04-67); Fauvente, 13° (43-27-84-50); Miramar, 14° (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-77-97-97); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); La Maillot, 17° (47-48-06-06); Pathé Cièchy, 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

WALL STREET (A., v.o.); Forum Horizon, 1° (45-68-57-7); HGC Oddom not

WALL STREET (A. v.o.): Forum Horizon, Ir (45-08-57-57); UGC Odéon, or (42-25-10-30): Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Biar-Concorde, 8: (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); Max Linder Panorama, 9: (48-24-88-85); 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81); Escurial, 13: (47-07-28-04); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); Pathé Mayfair, 16: (45-25-27-06); v.f.: UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Les Nation, 12: (43-43-04-67); UGC Gobellns, 13: (43-36-23-44); Mistral, 14: (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); UGC Convention, 15: (45-74-93-40); Le Maillot, 17: (47-8-06-06); Pathé Clichy, 16: (45-24-601).

YAM DAABO, LE CHOIX (Burkins-Faso, v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). YELLEN (malien, v.o.): Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26): Les Trois Luxembourg, or (46-33-97-77); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). LES YEUX NOIRS (H., v.o.) : Le Triom-

phe. 8' (45-62-45-76); Les Montparnos, 14' (43-27-52-37).

PARIS EN VISITES

"L'hôtel de Lauzun ". 14 heures. 17, quei d'Anjou (Paris, livre d'his-

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 20, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Loban. Carte d'identité (Isabelle Haui-

Le Moyen Empire en Egypte pha-raonique . 14 h 30, Louvre, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (Arcus).

- Hôtels prestigieux de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé). Le fournit de la boulangerie Poi-lane », 14 h 30 (quinze personnes maximun), 14 h 30, 87, rue Brancion (E. Romann).

 Les rois maudits, leur palais, la Sainte-Chapelle », 14 h 45, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturel). Grands ordres religieux : l'Ora-toire -, 15 heures, 1, rue du Louvre (Approche de l'art). - La Sorbonne -, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et

CONFERENCES

3, rue Rousselet, 19 heures : - la Chine contemporaine - (Arcus). 199 bis, rue Saint-Martin, 20 h | 30 :

- La quête mystique au sein de l'ordre
de la Rose-Croix -, pur Philippe Deschamps fordre de la Rose-Croix
AMORC).

RIS & AUX BOUFFES DU NORD Francise LANCELOT - François RAFFINOT

Salle Berthelot, Montreuil ü. rue Berthelot Mr Croix-de-Chavaux

SAMEDI 5 MARS

20 h 30 JEAN NEGRONI

« Une voix sans personne»

de JEAN TARDIEU

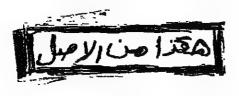
-Tél. : 48-58-65-33-

Salle PLEYEL

7 et 16 mars, 20 h 30 Location sur place Prix à partir de 60 F

direction HUGUES REINER

Au profit de Médecins sans frontières et Opération handicap internationale Assistance médicale en Afghanistan



Météorologie

SITUATION LE 5 MARS 1988 A Q HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 7 MARS A 0 HEURE TU

Repenser l'architecture du « grand âge »

L'hôpital Charles-Foix, à Ivry (Val-de-Marne). a présenté plusieurs centaines de projets pour repenser l'architecture du « grand âge ». Une exposition passionnante qui va circuler å travers la France et a fait l'objet d'un ouvrage promis à faire quelque temps référence. Tout cela remet en cause bien des idées recues.

Que se passo-t-il à l'Assistance publique? La vicille dame qui s'était sait une solide réputation de platitude, voire de nullité architecturale, nous donne coup sur coup deux contre-exemples de talent et de grande ampieur. Laissons aujourd'hui le premier, le nouvel hôpital Robert Debré, construit par

Dans quelques semaines, l'inauguration de cet ensemble - à la fois hôpital pour enfants et maternité - sera l'occasion d'entrer dans le détail d'un bâtiment qui, pour n'être pas dans la catégorie des « grands travaux . de l'Etat, se révèle être d'ores et déjà une des œuvres importantes de l'architecture parisienne de cette fin de siècle.

Le deuxième de ces contreexemples est une exposition et un livre au thème a priori aride, Architectures du grand agea, mais qui représentent un des ensembles les plus intelligents, les plus inspirés, qu'on ait eu l'occasion de voir depuis longtemps. On les doit tout bonne-ment à l'initiative de Jean Choussat, directeur de l'Assistance publique, et d'Alain Gilles, directeur des équipements de la même AP, qui les a concrètement mis en route. Il s'agissait en effet au départ d'un appel d'idées, sans contrainte ni programme, ouvert à tous les architectes, sur cette période de la vie à

laquelle la société s'était peu ou prou déshabituée de penser et qui se résume laconiquement par le mot

. La France de l'an 2000, vous résume-t-on, comptera huit millions de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans. L'Assistance publique de Paris en accueille actuellement plus de dix mille, dont cinq mille gravement atteintes : au sentiment d'exclusion, de déracinement, de perte d'identité, s'ajoutent des handicaps physiques signant la plupart du temps la perte de l'autodignité au grand âge, dans quels lieux adaptés l'accueillir?

Une première version de l'exposition, allégée, avait été présentée en décembre à la Maison de l'architecture à Paris. Elle a été rassemblée ensuite au complet à l'hôpital Charles-Foix d'Ivry avant d'être présentée dans quelques institutions hospitalières françaises. Charles-Foix, un vénérable ensemble qu'on appelait cruellement jadis Hospice des incurables - un mouroir, autrement dit - est devenu depuis une institution pilote en matière de prise en charge des personnes âgées. Les anciens bâtiments, remarquables, mais qui étaient naguère dans un triste état, ont été progressivement réaménagés et adaptés. Détail sympathique : les pensionnaires sont acceptés avec leurs chats, qui, à une menue opération près, se promènent librement dans les jardins de l'insti-

Plusieurs centaines d'architectes ont répondu à l'appei de l'AP. Pour s'y retrouver dans cette avalanche, le jury a établi une classification en sept catégories. De l'adaptation de l'institution traditionnelle à la réinsertion dans la ville, en passant par les innovations technologiques, elles ont non seulement le mérite de la simplicité, mais la vertu de faire comprendre de façon tangible les problèmes du grand âge, de cette maladie moderne », qu'une pen-sionnaire centenaire de Charles-Foix appelait la « vieilierie ».

L'AP n'a pas l'intention d'en rester aux idées. Parrai les projets lau-

réats, qui sont souvent dus à des architectes jeunes ou incomnus, certion, d'autres attendent leur financement. Le plus frappant est à Charles-Foix pour les personnes âgées comme à l'hôpital Robert-Debré pour les enfants et les nouveau-nés, de voir les responsa-bles et les ingénieurs de l'Assistance publique jubiler devant les possibilités qu'offre l'architecture, se promettre et nous promettre de ne pas en rester là, puisqu'à prix égaux des solutions meilleures existent. L'AP, qui avait elle aussi la vicilierie, aurait-elle pris un coup de jeune ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

* Arhitecture du grand âge, varia-tions architecturales sur la fin de vie, publié aux Editions du «Mogiteur», 114 p., 315 F.

Cinquième Salon de l'antiquité

Ancien antiquaire, M. Max Blaise a rassemblé, sur 700 m² du Muséa Jacquemari-André, une trentaine d'exposants pour ce cinquième Salon. Parmi eux, Gismondi, Yves Bruck, Moullefarine, Sudit, Warmer, Romin et l'Angleir Bahari Wagner, Bomin et l'Anglais Robert Hall, spécialiste des tabatières chinoises du dix-huitième et dixnouvième siècles.

Sous les lambris dorés, l'intégration est réussie. Royal, le décor sied à merveille aux « pièces » de musée destinées à s'enfuir ; commode en marquetterie de placage d'écailles de tortue, corne, nacre et cuivre attribués à André-Charles Boulle (Bruck); cabinet en bois d'ébène massif, qui aurait appartenu à Fou-quet (Chapuis), salon Louis-XIV, dit « Aux fables de La Fontaine », commode en acajou Riessner à 700 000 F chez Gismondi...

Prochain rendez-vous : du 15 au 25 septembre pour le Festival des arts 1900-2000 au palais de Chail-

★ Jusqu'au 13 mars, de 11 beures à

le samedi 5 mars à 0 k TU et le che 6 mars à 24 h TU. Un dimenche assez gris. De la neiga, mais suivie de pinie.

La France reste dans un flux de secfront chand touche la Bretagne samedi, gagnera la majeure partie du pays.

Dinanche: Ciel couvert dès le matin sur la moitié ouest, avec des tempéra-tures souvent légèrement négatives. Il pleuvra un peu, et dans l'intérieur la pluie sera précédée d'un peu de neige, voire de pluie verglaçante.

An cours de la journée, la pluie, tou-jours précédée d'un peu de neige, gagnera le Massif Central, la Bourgo-gne, la Champagne et la Lorraine. Le ciel restera très nuageux sur la moitlé Ouest, maigré une accalimie temporaire. De nouvelles pluies, un peu plus mar-quées, débuteront près de la Manche

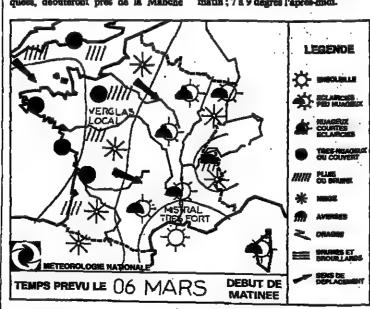
pais le Massif Central et la Loranne. Un peu de neige à nouveau, en début de la pluie, du Massif Central au Nord-Est.

De la Bretagne au Nord, le soleil fors rès. Au pard de

Sur la moitié est de pays, il y sura pariois des averses de neige le main, par des températures comprises entre — 2 et — 4 degrés. Es Lorraine, Franche-Comté et Rône-Alpes il ne neigera plus l'après-midi, mais les nunges resterent abondans; températures maximales; 2 à 4 degrés.

En Languedoc et Pravence, ciel dégagé tonte la journée, mais mistral et tramontane souffleront très fort. En

200 Dealer 19





* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France ; haure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver, (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les chaussettes au musée

« Chaussettes DD jamais usées. Revers fentaisie dernier cri... » impossible de ne pas penser à ses jeunes années devent ces pupitres gamis de bétises (toupies, yoyos...). Ces albums à colorier, ces buvards de concours sortis des archives de la maleon.

Fondée en 1919, la Mammie de la bonnetarie ampiole 1 000 ouvriers en 1919 qui produlsent 180 000 douzsines de cheussettes... DD se fera connaître grâce à la PLV, la publicité étiquettes de galalithe puis de carton, et des produits plus « pointus », bas pour ecclés ques, pour vélocipédistes, chaus-settes pour chasseurs... La créstion de la première affiche

A l'image des « Bas DD dou-

son sont fidèles : Gad travelllers jusqu'en 1960, Martocq de 1958 à 1974. D'autres viendre (Morvan, Flescher, Kumzel, Villemot en 1974). Mais le ton DD résiste au temps, à la folie du stress et du consommateur dévoreur. DD propose une atmosphère familiale.

Les années 80 jouent timidement la carte du clamour en donnant aux collants des noms auggestifs (Sauvageonne, Lune de miel...). Maie les créatifs sembient un peu perdus sur le nouvei áchiquier des valeurs : « *le chic*. c'est le chic collant DD. »

LAURENCE BENAIM.

★ L'empreinte DD, cent ans de ommunication. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, 75010

M= Waltraud Szeryng,

Mirjam et Henryk,

M. Georges Szeryng,

M™ Madeleine Bertholier.

ont la douleur de faire part du décès de

Hezryk SZERYNG,

violoniste, officier de la Légion d'honneur,

commandeur des arts et lettres

commandeur de l'ordre

de Poionia restituta, et de l'ordre finlandais du Lion,

officier du Mérite culturel

de Roumanie, médaille d'or du Mérite

de la République populaire de Pologne,

survenu le 3 mars 1988, à l'âge de

Un service religieux aura lieu le iundi 7 mars, à 10 b 30, en l'église reformée,

rue Notari à Monaco, suivi de l'inhuma-tion au cimetière de Monaco.

Soutenances de thèses

- Université Paris-III : jeudi

10 mars à 9 heures, salle Bourjac, Mª Maria Miller : « La tragédie bibli-

- Université Paris-L, le mercredi

16 mars, à 15 heures, bibliothèque d'Antique, 3, rue Michelet, M. Jérôme Dubouloz: « Le style de Menneville et les débuts du chalcolithique dans la

- Université Paris-I, le vendredi

18 mars, à 10 heures, salle 308, entrée

1. rue Victor-Cousin, galerie J.B. Dumas, escalier L. M. Nicolas D. Loizos: - Etude comparée du

- Université Paris-I, le lundi

21 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M™ Tamara Kondratieva : • L'impact

de la révolution française sur la

conscience révolutionnaire en Russie-URSS. Itinéraire des analogies »

concept de politique sociale ».

et droit égyptien ».

France du Nord ».

de Saint-Charles, deur de la République Italienne

son frère.

PROBLÈME Nº 4693

HORIZONTALEMENT

I. Avec sux, pas besoin de passer à table pour savourer de bons morceaux. - II. Un qui finit par devenir fort brillant. Vivait parmi les moutons. Cause d'accrochages. - III. Sa présence est à l'origine de départs rapides. Récolte

beaucoup plus qu'il ne sème. Vidé mais n'ayant pas forcément perdu contenance. -IV. Faire perdre contenance. Pousse à réagir. N'ont pas pour habitude de donner à entendre. -V. Démontre. On y voit passer maintes étoiles. Descend de la

Lettres figurant

n'est pas rare qu'il soit de glace. Ne saurait soulager celui qui a le cœur meurtri. - VII. Est très petit comparé à l'Amour. Saint-Paul et Saint-Martin. Parties du globe. -VIII. Sépare le bon grain de l'ivraie. Ouvre une enveloppe. Décide souvent de la suite des événements.

IX. Fait perdre le sens des réalités. que à l'âge baroque en France (1610-1650) -. Préposition. - X. Le monde en mar-che. D'où l'on peut extraire la - Université de Nantes : vendredi 11 mars à 10 heures, à la faculté de droit, M. Abdel El Hefny : « La classe gomme. - XI. Serre les ièvres. Ne scrait certainement pas mécontente de se saire mettre au placard. pénale. Etude comparée droit français XII. Fait son trou. Plumées ou tonet dron egypuen .

— Université Paris-III, le vendredi
Il mars, à 14 heures, salle Bourjac,
M. Hussein Cheikh: Le plaisir dans
l'œuvre surréaliste d'Aragon (1920dues. Est employé pour renvoyer. - XIII. Donne lieu à de multiples représentations. Un qui peut être doux comme un agneau. « Pris » en grippe. Un mot que tout le monde avait à la bouche. - XIV. Est capa-- Université Paris-III : lundi 14 mars à 13 h 30, salle Bourjac, M. Jean Margain : - Les particules dans le targum samaritain de genèse-exode. ble de stopper net celui qui court comme un lapin. Qui ont donc subi une décomposition. Port nippon. -Jalons pour une histoire de l'araméen XV. Victimes d'une perte de contrôle. Pas beaux à voir.

VERTICALEMENT

 Fait passer par des hauts et des bas, Devient mauvaise en cas d'attaque. - 2. Certains capitaines en possèdent un grand nombre. Symbole de liberté. Pas à deux pas. - 3. Pas reconnue. Qui a donc, d'une certaine façon, mauvais esprit. Nombreux sont ceux qui s'y installent temporai-rement. - 4. Note. Ce n'est pas du pain qu'elle a sur la planche. -5. Sigle. Atteint des sommets. En plein rêve. - 6. Est souvent battu par un as, dans certains domaines. Trou à boucher, - 7. Tel qu'on

n'aura pas à affirmer que c'est rapé ! Suppriment le danger. - 8. Fit beaucoup de mal autour de lui. Casse-noisettes. - 9. Volait de ses propres ailes. Dégage une grande chaleur. Ne laissa pas tomber son père. - 10. Cours normand, Permettent d'avoir un petit moment de détente. Est sur toutes les lèvres. 11. Au bout de la ligne. Pronom. Presque à la fin d'une liste. -12. Endroit où les lumières peuvent briller. - 13. Ne s'installe que dans le cas d'une certaine absence. Dans un certain sens, il est appelé à changer régulièrement. Morceau de pou-let. – 14. Sale bête ou personne peu agréable. Joignait le geste à la parole. Devint solide comme le roc. - 15. Occasion de se servir des canons. Il faut prendre une décision avant de les rendre.

III. Nasse. Git. - IV. Iles. Nuls. XI. Tiré. Fuir.

Le Carnet du Monde

- Anne BRUCY, Mare RIGLET-CHEVANCHE,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Pauline.

Paris, le 29 février 1988.

Décès Mª Colette Baudry, M= Jean Baudry, et ses filles, font part du décès de

Mª Elisabeth BAUDRY,

survenu à Paris, le vendredi 26 février

Me Liliane Hilbert, Catherine et Jean-Pierre Baron, Annick et Jean-Pierre Moreau, Brigitte Hilbert et Jean-Claude

Patrick et Monique Hilbert, Francine Hilbert et Patrick Bouet, ses enfants, ses petits-enfants Et toute la famille, font part du décès accidentel de

M. Bernard HILBERT, journaliste à la Nouvelle République du Centre-Ouest, survenu le 4 mars 1988, à l'âge de

Les obsèques auront lien le lundi 7 mars 1988, à 15 heures, en l'église de Cherves (Vienne).

Condoléances sur registre. (Le Monde du 5 mars.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publies au Journal officiel du vendredi 4 mars 1988 : DES DÉCRETS

● Nº 88-204 du 29 février 1988 portant publication des amende-ments au protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (concernant le protocole I de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif), adoptés le 5 décembre 1085

 Nº 88-206 du 29 février 1988 portant publication de la convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe, faite à Grenade le 3 octobre 1985.

 Nº 88-208 du 26 février 1988 portant réorganisation du Comité supérieur d'évaluation des risques

Mots croisés

1. Vermiller. - II. Etoilée. -V. Ecume. – VI. Lallation. – VII. Lie. Reno. – VIII. Elargir. – IX. Doit. Ut. – X. Meunière. –

Verticalement

1. Vénielles. - 2. Etal. Ail. Mi. -3. Rose. Leader. - 4. Missel. Roue. - 5. Ile. Ca. Gin. - 6. Le. Nutritif. - 7. Légumier. Eu. -8. Iléon. Uri. - 9. Rats. No. Ter.

Solution du problème nº 4692 Horizontalement

GUY BROUTY.

Economie

Le rééchelonnement de la dette du tiers-monde

Echec du «montage» mexicain

L'heure des bilans a sonné, le vendredi 4 mars, pour l'opération origi-nale d'allègement de la dette mexi-caine, lancée en décembre dernier. En termes financiers, le résultat annoncé par Mexico paraît déri-soire. Economiser par un montage complexe moins de 3 milliards de dollars en vingt ans sur un endette-ment de quelque 75 milliards auprès du monde bancaire international représente un agâchis d'imagination et d'énergie » dont les répercussions dépasseront de loin les seules frontières du Mexique, estime un spécialiste de l'endettement du tiers-

S'il existe une unanimité sur la valeur de test du montage mexicain. l'analyse n'est pas toujours aussi negative sur l'étape qui vient d'être franchie. Ceux qui, des l'origine, ne voyaient dans cette expérience qu'une tentative partielle de faire évoluer les règles du jeu entre débiteurs et créanciers, envisagent déjà de nouvelles initiatives pour séduire les banques et les faire sortir de leur attentisme frileux. Alors, modeste succès on quasi-échec ? Les réponses varient selon les acteurs de la saga de l'endettement

Pour le monde bancaire, deux conclusions s'imposent. Pour la première fois, la fiction du remboursement total de créances est officiellement remise en question. Fondé sur une décote de la dette, le système mexicain officialise les pratiques existant, discrètement, sur le marché paralièle et renforce la tentation de nombre de débiteurs de jouer sur un dégonflement de leurs encours. Soigneusement «ficelé» avec une banque américaine, le montage mexicain a en ovure profondément ébranié le front commun qu'offraient les instituts de crédit depuis la menace de faillite... du Mexique durant l'êté 1982. Depuis lors, les banques s'étaient organisées, mettant en place des comités de coordination où les plus importantes d'entre elles représentaient l'ensemble des créanciers.

And the second

 $\sigma_{\rm con} \approx 1.75 \, \rm s$

La recherche d'un consensus s'est effritée avec l'affinement des techniques de conversions de dettes. Il a fait place à une concurrence ouverte depuis quelques mois. Désormais, chacun évalue à l'aune de ses provisions pour créances douteuses, de la fiscalité nationale et de sa stratégie à moyen terme, l'intérêt d'un désen-gagement partiei on total. Il a fallu que le ministère japonais des finances abandonne ses réticences et offre la possibilité de déduire de leur revenu imposable les pertes encou-

Le taux de chômage américain an plus bas depuis 1979

(Suite de la première page.)

Sur les marchés financiers, les opérateurs craignent que ce chiffre, favorable pour les républicains, ne signific une activité toujours forte, remettant ainsi en cause le rééquiliorage des échanges extérieurs des Etats-Unis. A l'annonce de cette nouvelle, le dollar a légèrement sé. Wall Street a amorcé un déclin et les rendements sur l'emprunt-phare à treute ans du Trésor américain se sont légèrement

En fait, l'interprétation de cette nouvelle réduction du chômage reste difficile. Les créations d'emplois ont surrout concerné les services (le commerce, notamment) et la construction. En revanche, dans employées est resté stable. La consommation américaine devrait dans ces conditions, rester forte. Pourtant, la piupart des grands magasins ont enregistré, en février, des ventes médiocres. Celles de 2,5 % le chiffre d'affaires de Macy's, per exemple, a diminué de

La stagnation des effectifs dans l'industrie et la faiblesse de la croissance de la production industrielle amènent certains experts à douter d'une nouvelle amélioration de la balance commerciale américaine, les Etats-Unis continuant à beaucoup importer sans avoir la capacité d'accroître leurs exportations indus-

ERIK IZRAELEWICZ

rues dans le montage mexicain pour que les banques nipponnes figurent en bonne place parmi les candidats à Poperation.

En revanche, les grandes banques américaines, qui, pour bénéficier d'avantages fiscant, doivent maté-rialiser leur pertes et auraient pu être séduites, n'ont pas voulu déserter un pays d'importance et se sont contentées de ne pas saboter l'expé-rience mexicaine par une présence souvent symbolique. En fait, ce sont les banques les moins motivées, celles qui cherchaient à nettoyer leur bilan et à ne plus figurer dans les tours de table lors de l'attribution d'argent frais au Mexique, qui ont été les plus attirées par ces « bons de sortie ». Au moins cet aspect est-il jugé positif par ceux qui plaident en faveur de tels exit bonds pour clarifier les débats entre créanciers et

Quant aux partisans des règles du marché, ils se selicitent d'une option « volontaire » après des années de refinancement obligatoire des débi-teurs. Le principal intéressé, le Mexique, a toutefois de sérieuses raisons d'être déça. Nul doute que le

gouvernement s'attachera à présen-ter sous un jour favorable une opéra-tion qui renforce, même marginalement, sa signature grâce à la garantie du Trésor américain. Mais après des années d'efforts difficiles pour assainir l'économie selon les recommandations des organismes multilatéraux et des États-Unis, les dirigeants mexicains sont confrontés aux anticipations les plus folles et à une situation délicate en période

300 % de tanx d'intérêt

« Tout leur file entre les doigts », regrette un Européen avant de dres-ser une rapide liste des concessions ou des progrès réalisés : ouverture des frontières, diversification des exportations, retour à l'excédent de la balance des paiements courants (plus de 4 milliards de dollars én 1987), reconstitution des réserves monétaires (13,5 milliards en janvier). Mais depuis la crise boursière, particulièrement rude à Mexico, la confiance n'est maintenue qu'au prix de taux d'intérêt très élevés

(quelque 300 %). L'inflation, de 160 % l'an dernier, et qui se ralentit en ce début d'année (8,2 % en février), n'a néanmoins qu'une chance artificielle de s'apaiser après l'accord passé avec le secteur privé pour parvenir à un gel des prix en mars. La lassitude des élèves studieux finira-t-elle par l'emporter sur les appels à la rigueur et les pro-messes de nouvelle croissance des

La question se pose sérieusement dans un pays où l'ultime recours est de jouer, auprès du puissant voisin américain, des risques de déstabilisation sociale et politique. En ce sens, l'opération de conversion d'une part de la dette en obligations constitue simplement une nouvelle technique de « goutte-à-goutte ». Il ne s'agit en aucun cas d'une issue globale aux difficultés de pays qui accumulent les retards d'investisse-ments, obèrent ainsi leur avenir et voient leurs partenaires industrialisés oublier parfois leurs impératifs dans le miroir déformant d'une dette

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

3,6 milliards de dollars au lieu de 17

Entre l'intérêt du Mexique, soucieux d'alléger le fardeau d'une detra extérieure globale (à l'égard des banques et des gou-vernements) de 105 milliards de dollars et celui des banques, préoccupées avant tout de ne pas voir dévalorisés leurs engagements dans un peys, un point d'équilibre était difficile à trouver. Le montage imaginé pour les Mexicains per le banque eméri-ceine Morgan Guaranty Trust n'y est que très partiellement par-

En théorie, l'opération, annon-cée le mardi 29 décembre 1987, prévoyait trois niveaux de déci-sion. Mexico achète des bons du Trésor américains dits à « cou-pons zero », le paiement des inté-rêts étant reporté à la date de leur remboursement, vingt ans plus tard. Ces achats pouvant aller jusqu'à 10 milliards de dollars — soit pour le Mexique, une miss de fonds initiale de 1,86 milliard de dollars — ils assurent la garantie des obligations mexicaines proposées, paraliblement, aux banques prêtes à échanger tout ou partie de leurs créances sur le Mexique. L'échange de dettes en obliga-tions est calculé en fonction d'una

décote sur les créances proposés per les banquiers candidats à l'opération lors d'une adjudication qui s'est terminée le 26 février demier, Mexico gardant l'ultime choix du niveau de rabais jugé

Chacun savait qu'une décots de 22 % en moyenne correspon-dait, pour la Mexique, à une opération blanche en termes financlers et n'avait guère d'intérêt, compte tatu de la lourdeur du montage comme des incertitudes pesent sur l'évolution des taux d'intérêt - ou des recettes pétrolières — au cours des vingt années à venir. Après exemen des propositions émanant de cent trente-neuf banques de dix-huit pays, la barre a finalement été fixée à un peu plus de 25 % de décote. Pour que l'offre d'une banque soit retenue et qu'il lui soit possible, par exemple, d'obtenir cent nouvelles les obli-gations mexicaines, il lui fallait souscrire au minimum 133,34

Un niveau qu'ont frôlé sans l'atteindre les grandes banques françaises qui, comme le Crédit Lyonnais ou le CCF s'étaient por-

tées candidates. Au total, le Mexique n'aura retenu qu'un peu plus de la moitié des réponses, soit 3,665 milliards de dollars avec une décote moyenne de 30 %. On est loin des 17 milliards de dollars envisagés, dans l'idéal par la Morgan. Au moins les Mexicains pourront-ils se comenter de tirer 532 millions de dollars sur leurs réserves pour achetar les bons du Trésor américain en garantie. En vingt ans, le pays peut ainsi espérer économi-ser quelque 2,6 milliards de doltars contre 1,1 en capital. Bien peu de chose comparé à son endettement global (105 milliards) ou ses engagements auprès du monde bancaire international (1) de plus de 75 milliards de dollars.

(1) Les banques américaines sont les plus lourdement engagées avec 23,6 milliards de dollars, suivies par les japonaises (11 mil-liards), les britaniques (8,7 mil-liards), les canadiennes (5,8 milliards), les françaises (5,5 milliards), les allemands (4 milliards), les suisses (1,8 milliard), les italiennes (1,4 milliard).

SOCIAL

Le projet du CNPF sur le SMIC

M. Krasucki: « Ce n'est pas en ajoutant de la misère à la misère qu'on sortira de la crise »

« C'est toujours plus bas dans la pauvreté», a lancé M. Henri Krasucki, le vendredi 4 mars, en commentant le projet du CNPF sur l'annualisation du SMIC. Le secrétaire général de la CGT rendait compte devant la presse des travaux de la commission exécutive de sa centrale. « Comment vivre avec 4 000 F net par mois?, a-t-il déclaré. Avec l'annualisation, il s'agit non seulement de réduire le posvoir d'achat du SMIC mais de réduire les ressources réelles d'un grand nombre de salariés puisqu'il s'agit d'éliminer les primes de toutes sortes et le treizième mois. »

Inclure ces primes dans le SMIC, a- net, numéro deux de la CGT, indit-il assuré, « c'est les supprimer ».

Pour M. Krasucki, qui a dénoncé cette « logique patronale et gouvernementale, ce n'est pas en ajoutant de la misère à la misère que l'on sortira le pays de la crise ». Rappolant la revendication de la CGT d'un SMIC à 6 000 F, il a souligné qu'il fallait - donner un dynamisme plus grand à toutes les luttes revendicatives » qui, selon lui, se développent actuellement sur toutes les revendi-

mission exécutive, M. Louis Vian-

Dans son rapport devant la com-

Les deux élus de Saint-Pierre-et-Miquelon

cessent leur grève de la faim

MONTRÉAL de notre correspondante

PECHE

(Publicisé)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE SAINT-BRICE-SOUS-FORET

(VAL-D'OISE) - TÉLÉPHONE 39-90-02-17

MODIFICATION PAZ - ZAE PERRUCHES

Permis de construire centre commercial

M. LE PELLETIER a été désigné commissaire enquêteur et siégera en mairie les 27-28-29 avril 1988 de 14 h 30 à 16 h 30.

percial qui se dérouleront en mairie de Saint-Brice-sous-Forêt du

et-Miquelon qui jefinaient depuis dix jours, l'un à Ottawa et l'autre à Québec, pour amener le Canada et la France à reprendre le dialogue dans le conflit de la pêche, ont mis

un terme à leur mouvement le jeudi

3 mars MM: Albert Pen, sénateur et maire (apparenté PS), et Gérard Grignon, député (CDS), ont estimé qu'ils avaient atteint en partie leurs objectifs, lorsqu'ils ont pris connais-sance des résultats d'une rencontre entre M. Jacques Chirac et son col-lègue canadien, M. Brian Mulroney, qui a eu lieu à Bruxelles, en marge et de l'OTAN.

Selon les deux élus, M. Chirac aurait demandé à M. Mulroney que le Canada soumette avant lundi de nouvelles propositions en vue de la reprise des négociations sur les quotas à accorder aux pêcheurs Saint-Pierrais, privés depuis deux mois de leurs droits historiques dans les eaux canadiennes.

MM. Pen et Grignon disent avoir obtenu l'assurance que la France est prête à prendre » les mesures qui s'imposent », si le Canada ne respectait pas ce délai, quitte à ce qu'une « crise » s'ouvre entre Paris et Ottawa.

que que par sa campagne sur le SMIC à 6 000 F, la CGT a « sérieusement marqué des points ». « C'est vrai, u-t-il ajouté, que la façon dont la campagne d'André Lajoinle a porté cette revendicatiton à un niveau fort, a accentué encore le bouillonnement autour de cette

Le projet du CNPF sur le SMIC a provoqué d'autres réactions hostiles. Se déclarant « surprise », la CGC affirme que « si le problème du SMIC doit être examiné, cela reste de la seule compétence des partenaires sociaux dans le cadre de la négociation professionnelle ». La CFTC se déclare » fermement attachée à la notion même de SMIC qu'elle considère plus nécessaire que jamais pour éviter une course à la baisse des salaires ». Elle souligne que • le patronat se trompe lourdement de priorité •. Dans un communiqué publié le 4 mars, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, estime que « le vrai problème de l'économie française n'est pas le SMIC mais « le niveau atteint par les charges sociales qui portent aujourd'hui à 7 000 F par mois le coût du travail le moins qualifié ».

. Le PS critique le CNPF. -Plusieurs dirigeants du PS ont critiqué, le vendredi 4 mars, le projet du CNPF sur l'annualisation du SMIC. Pour M. Georges Sarre, secrétaire national du PS, les propositions du CNPF doivent e être repoussées car elles signifient une politique de bas salaires, de formation nulle, de déqualification, de précarité. C'est non seulement une voie injuste et scandaleuse mais une vision incroyablement rétrograde ». M. Michel Delebarre, ancien ministre du travail, a soutigné qu'e à l'obsession d'une compétitivité fondée sur les bas salaires, il faut opposer une compétirecherche. l'élévation des qualifications et la qualité des produits ».

REPÈRES

Balance des paiements

Le surplus japonais en baisse

L'excédent des comptes courants japonais a fortement diminué, en janvier, a indiqué, le vandredi 4 mars, le ministère des finances à Tokvo. Il est tombé à 3,515 milliards de dollars, contre un niveau record de 9,437 milliards en décembre et 4,84 milliards en janvier 1987. Cette forte contaction du surplus des paie ments courants est d'abord imputable à la réduction sensible de l'excédent commercial. En janvier dernier, les importations japonaises étaient de 38,8 % supérieures à celles de janvier 1987, alors que les exportations nipoones ne dépassent que de 16,1% celles de janvier 1987. L'excédent du commerce de mar-chandises a sinsi été ramené en un an de 5,7 millierds de dollars à

Cette contraction du surplus des comptes courants est ensuite imputable à une forte progression du défi-cit sur les «invisibles» (transport, tourisme et revenus du capital à l'étranger). De 637 millions de dollars en janvier 1987, celui-ci est passé à 945 millions en janvier desnier. Profitant d'un yen fort, un nombre croissant de Japonais voyagent et dépensent - à l'étranger.

Inflation

Ralentissement

en Grèce

L'indice des prix à la consommation a baissé de 0,5 % au mois de février demier par rapport au mois précédent, alors qu'il avait augmenté de 0,4 % en février 1987, a indiqué, le vendredi 4 mars, le ministre grec de l'économie, M. Panayotis Rouméliotis. A la fin du mois de février, le rythme annuel de l'inflation était de 13,4 %, contre 16,8 % à la fin de février 1987.

M. Roumélique a indiqué que l'évolution favorable de l'indica provient du « maintien du déficit du secteur public » et de « la politique salariale appropriée » menée par le gouvernament

Echanges

La France, premier fournisseur

de la RFA

Les exportations néerlandaises vers la RFA ont augmené en volume de 3% en 1987, mais baissé en valeur de 6 %. Les Pays-Bas ont ainsi cédé leur place de premier fournis-seur de la RFA à la France, a indiqué, le jeudi 3 mars à La Haye, M.B. Henny, le président de la chambre de commerce germanonéerlandaise. La baisse, en valeur, des ventes néerlandaises s'explique surtout, selon M. Henny, par la diminution des prix du gaz naturel. Selon les statistiques ouest-allemandes, la balance commerciale entre les deux pays a enregistré, en 1987, un solde positif de plus de 1 milliard de DM (près de 3,4 milliards de francs français) en faveur de la RFA, les exportations néerlandaises vers la RFA s'établissant à 44,95 milliards de DM, calles de la RFA vers les Pays-Bas à 46,09 milliards.

Placements Démarrage modeste du PER

Les trois grandes banques fran-çaisas ont rendu publics, le vendredi 4 mars, les chiffres de souscription à leurs plans d'épargne-retraite (PER), cette nouvelle formule d'épargne bénéficiant, depuis le 1° janvier der nier, d'avantages fiscaux. La Société générale et le Crédit lyonnais ont annoncé chacun 100 000 souscriptions enregistrées, la BNP 80 000. La Société générale précise que La Société générale précise que 77 % de ses souscripteurs se sont orientés vers Percap, un produit d'assurance de sa filiale Sogecap, les autres s'étant tournés vers les pro-duits investis en SICAV. Les clients du Crédit lyonnais se sont, à l'inverse, plutôt orientés vers les pla-cements en SICAV.

Compte tenu de l'effort exceptionnel de promotion réalisé par les ban-ques autour du PER et de sa com-plexité, ces premières indications confirment l'appréciation portée par la COB dans son dernier bulletin, Le succès reste modeste.

OPA (suite)

Le Printemps s'intéresse à La Redoute...

Le groupe de distribution Au Printemps a lancé, le vendredi 4 mars une offre publique d'achat limitée sur le capital de La Redoute, dans le but de porter sa participation dans le numéro un français de la vente par correspondance de 32,05 % à 50,01 %. Le président de La Redoute, M. Patrick Pollet, s'est déclaré favorable à cette opération.

Sixième groupe de distribution françaia, avec un chiffre d'affaires consolidé de 16 milliards de francs. le groupe Printemps-Prisunic. au dépend du groupe suisse Maus, a de multiples participations, notamment dans Euromarché. Il était entré en février 1987 dans le capital de La Redoute, qui subissait une atte-que boursière. La Redoute a réalisé en 1986/1987 un chiffre d'affaires consolidé de 11,3 milliards de france et un bénéfice net consolidé de 220,6 millions de francs.

... et Bolloré à Rhin-Rhône

Nouvelle OPA annoncés la vendredi 4 mars à Paris : le groupe Bolloré a lancé une offre publique d'achat sur la société Rhin-Rhône se proposant d'acquérir pour 1 100 F tous les titres qui lui seront pro-posés. Bolloré détient, avant même cette opération, 35,4 % du capital de Rhin-Rhône. Elf-Aquitaine est l'autre actionnaire principal de la firme

convoitée, avec 39,5 % des actions. Pour Bolloré, la finalité de l'opération, menée par la Banque Arjil, est industrielle, le rapprochement recher-ché de SCAC Combustibles (du groupe Bolloré) et de Rhin-Rhône devrait donner naissance à l'un des pendants de combustibles solides el

· L'OPA de Cerus sur la SGB est prolongée. - La Commission bancaire belge a accepté la demande de prolongation de l'offre publique d'achat (OPA) de Cerus, holding français de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, sur 7 % du capi-tal de la Société générale de Belgique (SGB). L'OPA de Cerus, qui s'achevait le vendredi 4 mars, a été prolongée jusqu'au 18 mars, deux « suiveurs » - l'américain Shearson Lehman et la Compagnie de banque et d'investissements suisse s'étant fait connaître.

Malgré le krach boursier

La commission Deguen favorable au développement de nouveaux marchés

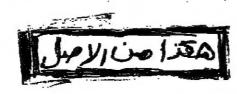
La commission Deguen a remis dre ses conclusions à la fin du cette semaine au ministre de mois de février. l'économie et des finances son rapport sur le fonctionnement des marchés à terme et des marchés d'ontions.

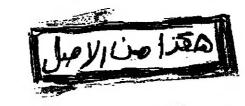
A la suite du krach boursier, M. Balladur avait constitué en décembre une commission de réflexion sur ces marchés à terme en lui confiant pour mission d' « examiner les forces et les faiblesses de l'organisation des marchés à terme et des marchés d'options et d'étudier l'insluence de ces marchés sur les conditions de formation des cours, leur utilisation à des fins de couverture ou de spéculation, ainsi que les conséquences de l'utilisation des programmes informatiques d'arbitrage ».

Cette commission présidée par M. Daniel Deguen, président de la Banque hypothécaire européenne, avait pour mission de ren-

Selon les premiers éléments publiés dans les Echos, qui proviennent d'un projet provisoire, les experts financiers proposent de continuer le développement de ces marchés financiers mais en les contrôlant mieux.

Quatre séries de propositions ont été arrêtées : « les premières concernent la création de nouveaux marchés à terme d'indices et d'options sur indices et les améliorations à apporter au marché au comptant ; les deuxièmes portent sur les conditions d'accès des entreprises ainsi que des Sicav et fonds communs aux marches dérives; les troisièmes ont trait à la sécurité des marchés et à l'organisation de la compensation : enfin les quatrièmes portent sur l'audit et les règles de compensation des opérations sur les marches dérivés ».





Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

NE certaine désiliusion, teintée d'un soupçou de désappointement, a succédé à un mois d'emphorie. Après quatre semaines de hansse quasi minterrompue, le mouvement de balsse a repris le dessus. Cette inversion de tendance durant les premiers jours de mars se solde par un recul de 2,4% de l'indice CAC (Compagnie des agents de change). Ce baromètre termine la semaine à 298, sous la barre des 300 qu'il avait franchie à la baisse dès iendi

«Une consolidation suite à près de 20% de gains était prévisible et surtout souhaitable», faisait remarquer un agent de change, tout en ajoutant «mais le plus troublant vient du faible volume d'affaires traitées». Effectivement, vient au laine voimne à affaires traitées». Effectivement, si lundi, le montant des transactions sur le marché à règle-ment mensuel dépassait encore les 1,4 milliard de francs, il allait en décroissant les jours suivants et surtout il restait concentré sur quelques valeurs. «Le marché est inexis-tant», confiait, déçu, un gérant de portefeuilles qui demen-rait perplexe devant les hésitations des investisseurs.

A l'évidence, les étrangers sont partis sur la pointe des pieds, et les institutionnels français attendent pour prendre des positions que l'horizon électoral se débouche. Pour eux, les cours réagiront certainement à la déclaration de candidature ou de non-candidature à la présidence de la République de François Mitterrand. Donc autant attendent autorité une flacue un inque bancaile. République de François Mitterrand. « Donc autant attendre », suggérait avec flegme un jeune banquier. Surtout que rien, cette semaine, n'a vraiment pris le relais de l'élan donné par la frénésie des offres publiques d'achats qui avait saisi la Bourse parisienne tont comme ses grandes rivales internationales à la mi-jauvier. Aucune boune nouvelle, pas même une légère réduction des taux longtemps espèrée ni même le moindre indicateur économique. An contraire, la publication du déficit commercial français de jauvier, attendue pour les premiers jours de la semaine, a dû être reportée d'une semaine. Cela n'a pas été sans jeter un certain trouble sous les lambris, où certains expliquent ce report par une aggravation du résultat alors que la version officielle parle de difficultés de mise en place de la nouvelle nomesclature.

Toutefois, malgré ce ralentissement d'activité, la semaine n'a pas été sans de multiples péripéties. A commencer par les OPA. La plus célèbre, celle de Télémécanique, a vu la poursuite de l'affroutement entre Schneider et

Une certaine désillusion

Framatome (voir encadré), tandis qu'à l'extérieur du palais Brongniart les salariés manifestalent leurs rancœurs envers le groupe de M. Pineau-Valencienne. Les pouvoirs publics se sont même émus de ces raids sauvages, et certaines autorités vont jusqu'à suggérer une modification des règles en vigueur. Pour limiter les excès et les spéculations. Tout comme lors de l'affaire Prouves, la bataille boursière autour de Martel a montré un de ces effets pervers : la rareté des titres. Les vendeurs à déconvert p'out pu boursière autour de Marteil a montré un de ces effets per-vers : la rareté des titres. Les vendeurs à découvert n'out pu trouver d'actions pour se racheter ou pour les livrer au terme du mois de février. Les opérations de report n'out donc pu avoir lieu. Aussi la Chambre syndicale des agents de change a-t-elle décidé de radier Marteil du règlement mensuel. Le titre est transféré sur le marché au comptant de les nondeurs à décentrert pouvrent civir pégnignées laire. et les vendeurs à découvert pourront ainsi régulariser leur situation. Ils devront pour cela payer 4 000 F par titre Martell... Cette valeur avant sa suspension de cours avait atteint 3 450 F.

Alors que beaucoup assuraient que la vague des OPA s'était brisée, Vincent Bolloré et Le Printemps sont venus contredire cette affirmation vendredi. Le Printemps en décidant de porter sa participation de 32 % à 50,81 % dans la Redoute, et Bolloré Technologies en jetant son dévolusur la firma Rhin-Rhône, dont il détient déjà 35,4 % du capital Cette desplèse confertien qui a curreit proposer. sur la firme Rhin-Rhône, dont il détient déjà 35,4 % du capital. Cette dernière opération qui, a surpris, poussera certainement de nombresses sociétés à se protéger. La Compagnie Lebon vient ainsi de remforcer le coutrôle de son capital en faisant acquérir par me société qu'elle détient, l'AFIC, près de 10 % des actions en circulation. Chez Leroy Somer, les actionnaires familianx out quant à eux porté à 34,5% leur participation. Pour sa part, la Compagnie du Midi a présenté mardi les modalités des offres publiques d'échange qu'elle a lancées sur cinq de ses filiales (Inmembles de la Plaise Monceau, Entrepôts et magasins sénéranx de Paris, Clause, AGP, et Compagnie magasins généraux de Paris, Clause, AGP, et Compagnie financière de Paris) dans le bat de se protéger d'éventuels « raiders ». Jeudi, lors de la reprise des cotations, les Immeubles de la Plaine Monceau out gagné plus de 25 %.

Semaine du 29 février au 4 mars

Tout simplement pour se mettre au niveau des parités d'échange avec les titres Midi.

La semaine écoulée aura aussi été marquée par l'entrée La semanne econice aura sussi ete marquere par l'autres sur le second marché de trois firmes, ce qui porte à sept les arrivées depois le début de l'année. Ce quasi-doublement est pasé inaperçu sur ce jeune marché, qui compte à présent 265 valeurs. Les Etablissements Poujoulat cotés à Nantes out été suivis à Paris d'International CPU et du Crédit agricole d'Île-de-France. Ce dernier suit son houtologue de Toulouse, entré sur le marché de Bordeaux le 22 février et précède de quelques jours la banque verte de la Loire, attendue pour le 7 mars à Lyon.

L'après-krach

L'après-krach

N'oubliez pas que le krach n'est pas loin, et qu'après sue telle secousse, il faut du temps pour se remettre, ue manquent pas de rappeler en permanence des gestionnaires à ceux qui s'émerveillaient trop rapidement du mouvement de hausse spectaculaire et qui, à présent, sont déçus par cette baisse. Durera-t-elle et, si oni, qu'elle sera son ampleur? Là encore, personne n'ose avancer de pronostics. Les analystes sur graphiques se bornent à dire qu'un seuil de résistance apparaît à 280. L'indice CAC pourrait encore baisser de près de 5 %. Mais, dans l'ensemble, tons se retranchent derrière un silence prudent. Le krach n'est pas loin et ses comséquences indirectes commencent à apparaître. Jusqu'à présent seuls les clients de charges qui avaient perdu de l'argent en avaient fait les frais. Maintenant, c'est au tour du personnel de certains agents de evalent perdu de l'argent en avaient lait les trans. Manne-mant, c'est au tour du personnel de certains agents de change. Les résultais étant moins bons que préva, les grati-fications qui s'ajoutaient à leurs mois de salaires out ten-dance à fondre comme neige au soleil (voir «le Monde Affaires»). Le personnel de la charge Lavandeyra s'est mis en grève à ce sujet, affant plus loin que les monvements d'imment enregistrés chez d'autres concurrents.

rement enregistres chez d'autres concurrents. Enfin, depuis l'affaire COGEMA, la Bourse bruit de rumeurs sur des opérations douteuses, Alors qu'elles étalent passées inaperçues ea temps de hausse, le séisme du 19 octobre a lézardé le mur du silence. Apparaissent parfois au grand jour un certain nombre de pratiques étonnantes. Certains rois seralent-ils mas ?

DOMINIQUE GALLOIS.

Alcatel 1940 + 60
Alsthom 245,16 - 2,90
CGE 232 - 3,90
Crouzet 180 - 10,16
Géoérale des Hanz 1060 - 4
Intertechnique 927 - 58
ITT 276,20 - 7,40
Legrand 2428 + 26
Lyonnsise des Hanz 1250 - 24
Lyonnsise des Hanz 1250 - 24
Martra 139,50 - 12,30
Merlin-Gérin 1720 - 60
Merlin-Gérin 1720 - 60
Moteurs Leroy-Somer Moulinex 98,46 - 8,20
PM Labinal 650 - 32
Radiotechnique 863 - 34
Schlumberger 1955 - 20
Stra 666 - 2

4-3-88 Diff.

Matériel électrique

services publics

Télémécanique

La réponse du berger à la bergère

infliger un revers juridique per Schneider dans l'affaire Cofitel (le Monde du 25 février), engage à son tour des actions en justica contre son concurrent au rachat de Télémécanique, Schneider.

Il a en effet déposé un référé auprès du tribunal de commerce de Paris pour obtenir le maintien de la suspension des cotations de Télémécanique, sinsi que la mise sous séquestre des Bourse le 1º mars par Schneider. Sur le fond, il demande en outre la nullité de l'OPA de Schneider (nos dernières éditions du

Framatome estime qu'en rachetant ces titres (12,9 % du capital) sur le marché, alors qu'il avait lancé une OPA sur une partie seulement du capital de Télémécanique, Schneider a rompu le principe d'égalité entre les actionnaires. Les actionnaires qui ont cédé leurs titres le 1º mars en Bourse ont en effet effectué une vente ferme, alors que ceux qui se proposent d'apporter leurs actions à l'OPA sont susceptibles de ne pas les voir achetées, au cas où le nombre total d'actions offertes dépasse les objectifs que s'est fixés Schneider. « Ils sont donc chocolat », explique-t-on

Ces actions juridiques, nou-velle illustration de la guerra psy-chologique à laquelle se livrent Schneider et Framatome, bra-

Frametome, qui s'était vu sur une question de fond : celle du maintien de l'ouverture du marché en cas d'OPA. La réglementation française est assez batarde en la matière puisqu'une entreprise ayant lancé une OPA, ou une OPE partielle, sur un groupe peut néanmoins acquérir des titres en Bourse.

En Grande-Bretagne, par example, le problème de l'inéganaires ne se pose pas puisque les OPA et les OPE portent ob toirement sur la totalité du capi-tal. S'ils achètent des titres sur le marché, les groupes offreurs sont tenus, au-delà d'un certain seuil, de faire une sorte de maintien des cours pendant quinza jours. Aux Etats-Unis, les OPA ou OPE partielles sont autories, mais les offreurs n'ont pas le droit d'acheter sur le marché.

Poussé à l'absurde, la pratique française peut conduire au paradoxe suivant : un groupe qui lance une OPA sur 51 % du capital d'une entreprise (per exemple) peut en ramasser plus sur le marché et... faire échouer sa propre offre, tout en prenent le

Consciente de ces ambiguités, qui se sont également m tées en 1986 dans le dos la Providence, la COB a fa propositions aux autorit ministère de l'économie celles-ci sont restées s

FRANÇOISE VAYSSE.

Valeurs diverses

	4-3-68	Dut.
Navigation Mixte Nord-Est Presses Cité Saint-Gobain	2 350 420 1 770 498 2 830 840 98,10 2 618 424	+ 98 - 22 - 75 - 19 - 86 - 39 - 7,96 - 140
Senofi Skis Rossignol	560 788	- 15 - 5

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

		Nore de titres	Val. en cap. (F)
	Saint-Louis	422 966	475 312 978
	Midi	141 089	191 890 429
	Télémécanique	34 859	191 592 195
	Peugeot SA	169 980	160 987 107
	DMC	280 688	147 256 302
	Michelin B	722 799	131 703 811
	Polict	295 176	128 735 315
	Sucz	444 275	119 033 408
	Saint-Gobain .	241 100	130 160 342
	Thomson-CSF.	573 179	95 783 470
	CGE	387 661	90 926 438
	Lafarge	70 592	84 819 754
-	L'Orfal	28 649	83 395 505
	LVMH	45 956	81 953 135

Henne G

Valeurs

+ 47,4 Luchaire + 36,2 Maisons Philini + 21,6 Five Lille + 18,5 Majorette - 18,5 Majorette - 5,4 TRT - 4,9 ALSPI - 4 Emonarchi

+ 3.5 Signanx + 3.4 UCB + 3.2 Spie Batigaol. + 3 Droom Asser. + 29 Chib Médiner.

79 700 79 350 79 800 79 700

471

380 3 030 1 470

- 0,84

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Séance du 4-3-88

Mars 88 . 92,72 92,72 92,72

Jain 88. .. 92,48 92,45 92,45

Sept. 88. . 92,28 92,28 92,24

Déc. 88 ...

Pleas consequently services

nanifes- ssier de	(*) Du 26 février au 3 mars inches.
fait des tés (le), mais ious le	LES PLUS FORTES VARIATION DE COURS HEBDOMADAIRES

Esso
Aleatel
Fromager. Bel
Primager
Sampiquet

Pièce suissa (20 fr.) .

ce latine (20 fr.)

- 10 dotars ... 5 dotars ... 5 dotars ... 50 peacs ... - 20 marks ... 10 flories ... 5 roubles ...

Si vous avez manqué un épisode...

- 3 favrier : le titre Télémé- tre sous séquestre les titres Télécanique termine la séance à 3721 F. - 4 février : Schneider lance

une offre publique d'achat (OPA)

sur Télémécanique. Les cotations sont suspendues à 10 heures. - 8 février : Schneider déclare détenir 189422 actions Télémécanique, soit 12,03% du capital (1573830 actions

cotées). Le prix payé par Schneider n'est pas révé - 11 février : Frametome achète 93,7 % de Cofitel, une coquille juridique qui possède 160,000 actions Télémécanique et 140 000 bons de souscription d'actions. Cofitel lève une option pour récupérer les actions por-tées jusque-là par des banques « amies ». Framatome détient donc 145 000 actions Télémécanique (soit 9,2 % du capital) aux côtés du fonds commun de pla-

cement des salariés (15 000 titres). L'opération coûte 500 millions à Framatome. - 12 février : la Chambre syndicate des agents de change ccepte l'OPA de Schneider portant sur 680 850 actions (43,27% du capital) à 3900 F. L'OPA coûterait 2,66 milliards

de francs à Schneider. - 16 février : Framatome lance une contre-OPA amicale à 4150 F sur 685 000 actions (43,52 % du capital). Le coût de

l'opération est de 2,84 milliards. 23 février : le tribunal de commerce de Paris décide, à la demande de Schneider, de met-

mécanique détenus par Cofitel. - 24 février : Framatome porte à 4300 F le prix de sa contre-OPA et se propose de racheter 825 000 actions (52,42% du capital), soit un débours de 3,55 milliards. La accord.

- 26 février : Schneider surenchérit et propose de rache-ter 710 000 actions (45,11 %), soit un coût de 3,9 milliards de francs.

- 1er mars : reprise des cotations Télémécanique. Schneider achète en Bourse 203 000 actions (12,9 % du capital) à 5 505 F (soit un débours de 1,1 miliard).

- 2 mers : Framatome surenchérit et propose de rache-ter 710 000 actions (45,1 % du capital) à 5 800 F. Coût de l'opération: 4,1 milliards.

- 2 mars : Schneider déclare à la chambre syndicale des agents de change qu'il décient 24,47 % du capital de Télémécanique, après les achats du

4 mars: Framatome dépose un référé auprès du tribunal de commerce de Paris cour obtenir la mise sous séquestre de 203 000 actions Télémécanique achetées le 1º mars en Bourse par Schneider, le maintien de la suspension des cotations de Télémécanique et, sur le fond, engage une action pour obtenir la nullité de l'OPA de Schneider.

Banques, assurances sociétés d'investissement

F	355		24		4-3-88		DHT.
ce Havas	516 1 928		13 36	Bell Équipement	385	_	5
	551	[-	4	Bencaire (Cis)	385 430 688	+	20
	1 009	 -	1	Cetelem	688 897	-	7 18
Méditerranée .	841 488,50	!-	27 41,59	Chargeurs SA	911	드	14
Medicinance .	2 350	Į.	98	CFI	399	-	17,5
pe 1	420	_	22	Eurafrance	1 250	-	97
ette	1 770		75	Hénin (La)	458 372	I-,	28 1004.
liquide	498 2 830		19 86	Localizate	452	ا ∔ا	<u></u>
gation Mixte	840		39	Locindus	905	I-	10
-Est	98,10		7,96	Midi	1 299 192	! -	141
es Cité	2 618 424	- 1	8	Midland Bank	965	ī	10.5
-Gobain	560		15	Paris, de réese	361,50	Ŀ	23.4
Rossignol	788	 	5	Prétabail	1 131	I -	11
		_		Schneider Snez (Cie Fin.)	289 252		20
ALFURS LE PLU	C ACTOR	145	307	UCB	189	Ξ	22
ar Funcs (F M I)	D BL. HVI	- 6/11	nci l			_	_

Bâtiment, travaux publics

	4-3-88	Diff.
Auxil d'entr. Bouygues Ciments Français	831 842 842 554	- 54 - 53 - 18
Dumez GTM J. Lefebvre Laferse C.	475 687 1 186	- 54 - 44 - 29
Maisons Phénix Poliet SCREG SGE-SB	46,29 428 564 31,76	
41) Decit de consent		748

(1) Droit de souscription de 52,75 F.

4-3-88 Diff.

Alimentation

			Dui.
ONS (RM)	Béghin-Say Bongrain BSN Carrefour	371 2 000 4 100 2 225 119,20	- 17 - 55 - 5 - 165 - 6,3
Baisse - 19,8 - 19,2 - 17,2 - 15 - 12,9 - 12,1 - 12,7	Enromarché Grayenne et Gase. Lesieur LUMH-Mott-Hen. Nettle Occidentale (Gle) Olida-Caby Pernodès St-Louis Source Perrier	2 295	- 385 - 6 - 6 + 23 - 360 - 41 - 9 - 57 - 65 - 195 - 5
- 11,6			

195 650 - 2 1 270 - 20 465,18 + 71,98 - 2,59 meson-CSF Métallurgie

	43.00	
	73700	DALL.
Alspi	235	+ 26,50
Avions Dassault-B	650	- 20
De Dietrich	1 432	- 75
FACOM	630	- 59
Fives Li	84.50	- 15.50
Marine Wendel	247	- 28
Penhoët	290	- 30
Peugeot SA	933	_ 22
Sapem	1 450	- 31
Sagem Senines-Châtilion	33.40	2.46
Strafor	400	- AZ

Valéo 383,50 - 4,59 Valiourec 52 - 3 Mines d'or, diamants

165		Diff.		
6,30 385	Angle-American	92,50	+ 9,30	
36 23	Arngold	101,50	÷ 3,50	
23 380	De Beers Drief, Com.	54,89 64	+ 3,80 + 1,80	
41	Genear Gold Field	88,50 85,10	+ 0,50	
57 65	Harmony Randfomein	48,40	- 0,69 + 18	
105	Saint-Helena	49,20	- 0,80	
1 95 5	Saint-Helena Western Deep	49,20 208,59	- 9,80 + 1,50	

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 29 février 1ª mars 2 mars 3 mars 4 mars RM 1436382 1 357 375 1 293 532 970 554 1 086 556 10306291 8 664 130 8 236 346 9845265 7 564 120 R. et obl 169 428 228 979 137 259 Actions . 164367 98902 11 510 626 | 11 828 033 | 10 094 921 9 376 328 8749 578 Total INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

107,4 104,5 Françaises 108,1 106,7 106 106,4 106,8 COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (hase 100, 31 décembre 1987) Tendance . | 110,8 | 110,5 | 108 | 107,7 | 107,8

(base 100, 31 décembre 1981) Indice gén. | 306,5 | 306,9 | 303,4 | 299,6 | 298

875 3 130 619 494 315 840 3 195 619 474 305 MATIF **BONS DU TRÉSOR** Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 5 mars 1988

ECHEANCES Mars 88 Jain 88 Déc. 88 Premier 104.55 103,35 102,75 102,35 104,00 102.65 102,20 102,30 104,00 102.65 Dernier 102,20 102,35

192,65

102,20

101.20

104,00

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Tempéré

Après un démarrage en flèche lundi, l'essor de la reprise a été contenu par les prises de bénéfices dans un marché très actif. L'indice Dow Jones a clôturé la semaine à 2057,86 contre 2023,21 le vendredi précédent. La première séance de Wall Street avait été soutenue par la poursuite de la baisse des trux d'intérêt obligataires, des cours de l'or et du pétrole. L'indice, balayant les barrières psychologiques qui avaient freiné sa progression jusqu'alors, a aisément passé son plus haut nivean d'après le krach du 19 octobre établi le 7 janvier, stimulé par une demande sélective portant sur 19 octobre établi le 7 janvier, stimulé par une demande sélective portant sur les titres bénéficiant d'offres publiques d'achat et sur cux ayant des dividendes élevés. Les prises de bénéfices ont ensuite freine cet élan sans pour cela enrayer la fermeté du marché car phusieurs indicateurs économiques out écarté la perspective d'une récession cette année. Ils out confirmé une croissance économique absente de pressions inflationnistes excessives.

	Cours 26 fer.	Count 4 mass
Alcon Allegis (ex-UAL) ATT Boeing Chase Man. Bank Du Pont de Nemoure Eastman Kodak Exton Ford General Hietoric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schiumberger Tenaco Union Carbide USX Westinghouse Kerox Corp	45 1/2 76 29 1/2 1/3 44 1/2 45 1/4 44 1/4 45 1/8 53 1/4 45 1/8 53 1/4 53 1/4 53 1/8 53 1/4 55 7/8	46 1/78 1/78 1/78 1/78 1/78 1/78 1/78 1/78

LONDRES Optimisme

La semaine a été bénéfique pour le Stock Exchange qui a va l'indice Foot-sie des cent valeurs industrielles repessie des cent valeurs industrielles repas-ser, mercroit, au-desses du riveau des 1 800 points pour la première fois depuis la crise boursière d'octobre, dans l'attente de la présentation du budget le 15 mars prochain. Après trois séances consécutives de hausse, essentiellement due à l'espoir de voir un allégement de la fiscalifé dans le prochain budget 1988-1989, la tendance a toutefois faibli dui sous l'infinence de Wall Street. Mais, vendredi, les valeurs repartent de plus belle à la hausse, et le volume des transactions atteignait son niveau k élevé depuis la mi-novembre 1987.

Indice - FT - du 4 mars : industrielles, 1 478,7 (contre 1 423,7); Fonds d'Etat, 90,24 (contre 90,03) et mines d'or, 239,7 (contre 244,9).

	Cours 26 fév.	Cours 4 mars
Beecham	459 364	479
Bowater Brit. Petroleum	245 1/2	
Charter	298 313	315 329
De Beers (*) Free Gold (*)	9 1/8 19 1/8	97/
Glaxo	10 35/64	10 27/3
Gt. Univ. Stores Imp. Chemical	16 3/4 10 11/16	11 11/6
Shell	107/32	16 7/32 514
Vickers War Loun	165 1/2 38 15/16	172

FRANCFORT

Pause Après une hausse de 15 % du cours des valeurs en février, le marché de Francfort s'est accordé une petite pause durant les premiers jours de mars. La tendance est restée bien orientée grâce à la baisse des taux d'intérêt sur le mar-ché obligataire et en raison des résultats positifs communiqués par les entre-

Indices de la Commerzbank le 4 mars: 1 388,7 (contre 1 391,5).

	Cours 26 fév.	Cours 4 mars
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	229 80 245,60 265,48 232,76 438 255 410 121 386,50 246,50	225 242,50 263,50 227,59 426,80 253,58 421,59 118,86 377,50 246

TOKYO Sixième semaine

La Bourse de Tokyo a vécu sa sixième La Bourse de l'oryo a vecu sa axieme semaine de hausse consécutive. Ce mouvement a particulièrement été soutempar les achats des institutionnels et des investisseurs étrangers. Jeudi, le volume d'affaires traité a arteint un niveau d'affaire d'amine actit devries record, depuis août dernier, avec 1,83 milliard de titres échangés.

Indices du 5 mars : Nikkei 25627,57 (contre 25284,87), général 2 109,48 (contre 2 077,84).

	Cours 26 fév.	Cours 4 mars
Akar Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	513 1 390 1 118 3 449 1 520 2 320 637 4 870 2 210	538 1 410 1 180 3 490 1 590 2 420 633 5 180 2 300

e some remail

٠٠٠٠ . ١٠٠٠.

Ter Anning ---

21 th.

L'EUROMARCHÉ

Vers une remontée des taux d'intérêt

scule évocation fait s'ouvrir les por-tefcuilles. IBM, Coca-Cola et BMW font partie des quelques entreprises mondiales à disposer d'un tel pou-voir. Elles en usent rarement, mais toujours pour s'assurer les meilleures conditions possibles dans l'environnement le plus favorable. Leurs apparitions sur le marché international des capitaux marquent normalement la fin d'un mouvement de baisse des taux d'intérêt. A les voir en même temps, la semaine pas-sée, solliciter trois compartiments, IBM celui de l'euro-dollar, Coca-Cola celui de l'euro-deutschemark et BMW celui du franc suisse, quoi de plus normal pour un investisseur que de prêter une attention des plus sou-tenues aux prévisions de remontée des rendements. Celles-ci se fondent notamment sur les perspectives de croissance économique aux Etats-

La venue simultance de certaines des plus prestigienses entreprises privées du monde met en lumière la politique d'emprunt suivie par deux pays européens : la France, qui n'intervient pas directement mais sous le couvert de la garantie qu'elle confère à quelques-unes de ses grandes agences, et l'Autriche, qui n'hésite pes à se présenter elle-même sans détour. Si ces deux pays craignaient une hausse des tanx d'intérêt dans les mois à venir, ils ne procederaient pas autrement. Tour se passe comme s'ils avaient hate de mettre à profit une situation éphémère. S'il en est vraiment ainsi, ils le font d'une façon admirable. La réception de toutes leurs émissions depuis le début de l'année en témoigne aisément. Le jugement doit toutelois se nuancer de considérations politiques. L'approche de l'élection présidentielle en France et les vives tensions ressenties dans la coalition au pouvoir en Autriche, notamment au sujet de la réforme fiscale en cours, sont des éléments de nature à accélérer le recours au marché des

C'est pour le compte du Crédit national qu'a été lancée hundi dernier la plus récente euro-émission en dollars d'un emprunteur français sous la garantie de la République. La transaction porte sur 200 mil-lions et les obligations, émises au prix de 101,50 %, sont munies de coupons de 8,25 % sur cinq ans. Cela correspondeit alors à quelque 53 points de base au-dessus du rendement des obligations correspondantes du Trésor américain. Cette marge s'est à peine élargie par la suite. Nomura International, qui dirige l'opération, s'est entouré d'unsyndicat de quarante-quatre ban-ques. Le piacement, bien réparti, s'est fait pour l'essentiel en Europe, là où on le destinait. Malgré l'ori-gine du chef de sile, le Japon n'a absorbé qu'une partie modérée de

tin de swap, organisée par Nomura et pour laquelle une de ses sociétés américaines agit comme contrepartie, le Crédit national se retrouve avec des fonds à taux flottants dans le même devise. Les titres se traitaient vendredi matin dans une fourchette comprise entre moins 1,80 et moins 1,50, soit une décote comprise à l'intérieur des commissions totales

Une seconde société française bénésiciant de la garantie de la République s'est adressée au marché curo obligataire la semaine pas-sée : la Banque française du com-merce extérieur (BFCE). Sa proposition est la survante : 125 mil-lions d'ECU sur buit ans, la rémunération faciale des titres, offerts à par les grands emprunteurs interna-101.375 %, étant de 7,625 %, soit un

La Deutsche Bank soutient l'ECU

Davantage encore qu'à ses qualités intrinsèques, l'émission BFCE doit la considération dont elle jeuit à sa valeur symbolique. Elle marque la confiance des autorités françaises dans l'unité de compte européenne; de toute évidence, elle est interprétée comme telle. Cela est important alors que les déboires de l'ECU s'avéraient le mois dernier encore si graves que de nombreux analystes internationaux n'hésitaient pas à évoquer sa disparition prochaine. Dans la conjoncture présente, de tels témoignages officiels d'encouragement sont précieux. Ils renforcent les éléments positifs dont disposent les partisans de l'ECU. Déjà, en dépit des dissensions politiques qu'il a suscitées, le projet de constitution d'une banque centrale européenne a eu le grand mérite de convaincre les invertisseurs que l'ECU pouvait avoir un avenir sous se forme actuelle. La devise européenne profite, en outre, depuis quelque temps, d'un appui considérable : celui que lui confère maintenant sans réserve la Deutsche Bank, qui, depuis le début de l'année, est le chef de file le plus actif dans l'ensemble du marché euro-obligataire. Son soutien a d'autant plus de poids que, venant de la plus puissante des banques allemandes, il tempère par la force des choses l'opposition manifestée par la Bundesbank. La Deutsche Bank fait état d'une renaissance de l'ECU et entend propager sa convic-tion outre-Rhin. Le moment est propice, particulièrement en raison de la baisse du niveau de l'intérêt en deutschemarks, qui attire les investisseurs vers des placements plus rémunérateurs. Coca-Cola, par exemple, pour son emprunt en mark. n'offre, sur dix ans (doux ans de plus que la BFCE en ECU), qu'un

rendement brut de 5.68 %. Il reste que l'amélioration perçue ces derniers jours dans le secteur de l'ECU est encore à confirmer. Ce qui manque à ce marché, c'est une

dit lyonnais est chargé de l'opéra-tion, qui a été fort bien reçue, ainsi qu'en témoignaient vendredi des décotes de 1,625 % à 1,325 %; elles se comparent à des commissions totales de 2 %. La transaction répond pleinement aux besoins des grands investisseurs, banques centrales en tête. Dans ce cas, également, le placement s'est essentielle ment effectué en Europe. L'appétit japonais a été notable, mais pas déterminant. L'opération est bien sûr « swappée », et, à l'issue d'une transaction organisée par le Crédit lyonnais, la BFCE dispose de fonds en deutschemarks à taux flottants, ce qui, on le sait, est présentement une des solutions les plus convoitées

base solide qui puisse se comparer d'une façon ou d'une autre aux marchés nationaux des capitaux et à leurs emprunts d'Etat. De l'avis général, ce qu'il faudrait, c'est de grandes opérations de la part d'émetteurs de tout premier plan, dont le volume soit suffisamment important pour constituer une assurance de liquidité. Une institution me serait un candidat de choix si elle se présentait, par exemple, avec une opération de 500 mil-tions d'ECU sur cinq ans sur laquelle, plus tard, au fur et à mesure de ses besoins de financement, pourraient se greffer d'autres émissions fongibles. Si rien n'est fait bientôt en ce sens, le risque est grand que l'année prochaine, à pareille époque, la situation du mar-ché de l'ECU soit analysée de façon aussi tranchante qu'elle vient de l'être par la Banque nationale de Belgique, Dans ses «Rapports annuels» de 1987, la banque cen-trale y évoque « la diminution progressive de l'attrait de l'ECU à partir de 1985 », une évolution qu'elle explique ainsi : « le différentiel de saux [s'est] réduit et le risque de change accru », après avoir rappelé qu'initialement les obligations en ECU « offraient un avantage de taux de 2% à 3% par rapport au franc beige ».

Si l'émission dont révent les eurohanquiers avait vu le jour la semaine passée, son profil - à part sa taille pourrait bien ne guère différer de celui du dernier emprunt de l'Autri-che : coupon de 7,375 % sur cinq ans, prix de 101,75 %, soit un rendoment de 6,95%. D'un montant de 125 millions d'ECU, l'émission autrichiennne est en effet venue à point nommé dans un marché qu'elle a comblé. Paribas est le chef de file et organise le swap sous-jacent, qui débouche également en marks à taux flottants.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

La livre, reine de la semaine

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a vécu une nouvelle semaine sans grande variation. Face aux incertitudes sur les perspectives de l'économie américaine et alors que les grands argentiers du monde occidental se félicitaient, chacun de leur côté, de ce retour à la stabilité, les investisseurs se sont tournés vers les devises offrant les rendements les plus élevés. La livre sterling, en a été la principale bénéficiaire.

Le billet vert se situe actuellenent - à un niveau correct -. La déclaration, jeudi 3 mars, de M. Clayton Yeutter, le conseiller spécial du président Reagan pour les affaires commerciales, avait été pré-cédée d'appréciations identiques de la part d'autres responsables monétaires au début de la semaine, notamment de M. Sahoshi Sumita, le gouverneur de la Banque du Japon à Tokyo. A Washington, après M. Alan Greenspan, le présifent de la Réserve fédérale, mercredi, M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor, devait, à son tour vendredi affirmer que - la stabilité des taux de change est extrêmement importante - pour les Etats-Unis et leurs principaux partenaires

Dans ces conditions, les opérateurs ne se sont guère aventurés à spéculer sur le dollar, craignant d'éventuelles interventions des banques centrales. A ce sujet, la Réserve fédérale a indiqué vendredi que les autorités monéraires américaines avaient acheté pour 4,14 milliards de dollars entre le début novembre 1987 et la fin janvier 1988 pour enrayer la chute du billet vert.

Les données publiées au cours de la semaine écoulée n'ont eu aucun effet. L'annonce, mardi, d'une baisse plus forte que prévu de l'indice des indicateurs avancés américains pour le mois de janvier (-0,6 %) a peu influencé la valeur du billet vert. Il est vrai que, dans le même temps, le département du commerce révisait en hausse son estimation initiale pour le mois de

décembre (+ 0,3 % au lieu de semaine du prix du petrole brut, les

La rumeur, mercredi, selon laquelle les autorités japonaises et américaines seraient prêtes à accep-ter une appréciation sensible du dolter une appréciation sensible du de lar a bien provoqué une petite hausse du billet vert. Elle fut sans lendemain. La devise américaine termine la semaine à New-York à des niveaux très proches de ceux de la fin du mois de fevrier : 128,80 yens (contre 128,25). 1,6900 DM (contre 1,6890). 1,3995 francs suisses (contre 1,3890) et 5,7190 francs français

(contre 5,7150). L'avenir du billet vert? Intervenant mercredi 2 mars devant l'association des journalistes économiques et sinsuciers, à Paris, M. Daniel Lebègue, le directeur général de la BNP, s'est déclaré convaincu qu'- au cours de l'année 1988, le désicit commercial mensuel américain passera en dessous de 10 milliards de dollars ». A ce moment-là la dévise américaine se remettra à monter avec force ., estime l'ancien directeur du Trésor français. Pour l'instant, les marchés sont dans l'attente du chiffre du commerce extérieur de janvier. Il devrait être publié le 17 mars.

La première semaine de mars a ependant été surtout marquée par nouvelle hausse de la livre sterling. Celle-ci a grimpé vis-à-vis de la plupart des grandes monnaies. La devise britannique a ainsi à nouveau gagné 2 centimes par rapport au franc français (terminant la semaine à 10,14 FF), 2 centimes également par rapport au franc suisse (terminant à 2,48 PS) et plus de 60 pfennigs vis-à-vis du deutschemark (terminant à 2,9984 DM). Malgré l'annonce, lundi, d'une nouvelle aggravation du déficit commercial britannique (1,5) milliard de livres en janvier) et de la balance des paiements (905 millions de livres) et une baisse continue tout au long de la

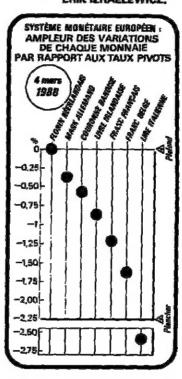
nvestisseurs restent confiants dans tannique, l'une des plus dynamiques d'Europe. Ils sont surtout attirés par des taux d'intérêt nominaux et réels

particulièrement alléchants.

Les autres monnaies offrant des rendements élevés (le dollar canadien et le franc belge, notamment) ont également profité de cette conjoncture. La Banque de Belgique a même pu en profiter pour réduire de 0,25 point son taux de l'escompte. Jeudi et vendredi, la Banque d'Angleterre a été amenée à vendre des livres contre des deutschemarks, ne souhaitant pas une appreciation excessive de sa monnaie. Mais un nombre croissant d'opérateurs se demandent désormais si la « vieille dame » pourra encore longtemps maintenir le sterling en dessous des 3 marks. A l'occasion de la présentation du budget, le 15 mars prochain, le gouvernement de M= Thatcher pourrait annoncer de nouvelles réduc-tions fiscales. Une telle décision pourrait encore doper la livre, estiment les experts.

Assorti de taux d'intérêt faibles, le franc suisse a connu, pour sa part, une nouvelle semaine de baisse. Au sein du SME, enfin, les variations sont restées de faible ampleur. M. Edouard Balladur, le ministre français de l'économie, n'avait-il pas déclaré, dans un entretien au Monde publié le lundi 29 février, que les parités du deut-schemark, du franc français et des autres monnaies européeanes sont « bonnes et correspondent aux réalités économi-

ERIK IZRAELEWICZ



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 FÉVRIER AU 4 MARS (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précèdente.)

PLACE	Livre	\$EU.	Franc Respek	Franc	D. mark	Franc beign	Florin	Lire Imfener
	L,7700	-	17.4581	71,3266	59,0319	2,8256	52.5763	1088,6
New-York	1,7715	-	17,4978	71,9942	59,2866	2,8361	52,7406	8,0804
-	10,1336	5,7280	~	408.56	338,13	16,1854	301,16	4,5897
Paris	10,1241	5,7150	-	411,44	338.37	16,2981	301,41	4,5959
	2,4815	1,4020	244763	-	82,7627	3,9616	73,7119	1,1134
Zurich	2,4606	1,3890	24,3849	-	82,2389	3,9393	73,2595	1,1170
	2,9984	1,6940	29,5740	124,83	-	4,7866	898,64	L3574
Francion	2,9928	1,6290	29,5534	121,59	-	4,7901	290,22	1,3582
	62,6403	35,39	6,1784	25.2/05	208,91	-	18,6067	2,8357
Brazille	62,463	35.26	6,1697	25,3851	208,76	-	18,5970	2,8355
	3,3665	1,9020	33,3653	135,66	112.28	\$3744	-	1,5240
Agasterdera	3,3587	1,8960	33,1773	136,50	112,25	5,3772	-	1,5247
	2208,96	1248	217.88	898.16	734,72	35,2642	156,15	-
MGM	2208,86	1243.50	217,58	895.25	736,23	35,2665	655,35	
	228.33	129	27.5709	92,0114	76,1511	3,6451	67,8233	0.1034
Tologo	227,19	128.25	22,4411	92,3326	75,9325	3,6372	67,6434	0,1031

A Paris, 100 yeas étaient cotes, le vendredi 4 mars, 4,4403 F contre 4,4561 F le

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Impasse sur le cacao

Après avoir procédé, la semaine ière à un ultime appel d'offre de 3000 tonnes, le directeur du stock régulateur du cacao, M. Juergen Plambeck, ne peut plus intervenir pour essayer de soutenir les cours de cette denrée. Le stock tampon a en effet atteint sa capacité maximale de 250000 tomes décidée par les signataires de l'accord international en 1986.

En dépit de l'achat de 75000 tonnes en l'espace de six semaines, M. Plambeck a donc échoué puisque la moyenne mobile (sur dix jours) du prix indicateur publié par l'Organisation internatio-nale du cacao (ICCO), qui s'éta-blissait à 1430,07 DTS (1) la tonne avant la reprise des achats de soution n'atteint plus que 1291,14 DTS. On est loin désormais

PRODUITS	COURS DU 26-2
Culvre k. g. (Loskus)	1189 (+ 49)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminiam (Lodes)	1 254 (+ 44)
Trois mois	Livres/teame
Nickel (Lodres)	9 990 (+ 1 300)
Trois mois	Dollar/tossae
Secre (Pais)	1 314 (+ 59)
Mai	Francs/tonne
Café (Lodes)	1 177 (~ 58)
Mars	Livres/tonne
Cacao (Nes-Yest)	I 583 (+ 32)
Mars	Dollars/tours
Bile (Chicago)	303-(- 12,25)
Mars	Cents/boisseau
Mais (Chago)	199,2 (- 1,55)
Mars	Cents/boisseau
Soğa (Chicago)	184,39 (- 1,5)
Mai	Dollars/t. courte

du plancher de 1 485 DTS défendn

Réunis à Londres depuis fundi dernier, les pays producteurs et mateurs membres de l'ICCO s'affrontent toujours sur les nouvelles mesures à adopter pour curayer le chute des prix. Pendant ce temps, les merchés s'essondrent. Au London Fox, les deux premières échéances (mars et mai) sont désormais passées sous la barre des 1000 livres la tonne, ce qui ne leur était pas arrivé depuis fin 1982. La tonne de seves se traite aujourd'hui à 976 livres sur mars alors que le mai se négocie à 997 livres.

Les rumeurs selon lesquelles les négociants londoniens Gill and Duffus pourraient relever à 120000 tonnes (contre 77 000 précélemment) leur estimation du surplus mondiai (lé quatrième en qua-tre ans) pour la saison 1987-1988 n'a rien fait pour favoriser la sérénité des négociations qui risquent à tout moment d'être rompues tant les positions des deux camps sont anta-

Au cours de le semaine, les producteurs et les consommateurs se sont déjà opposés sur l'idée d'un abaissement de la fourchette d'intervention pourtant stipulée par l'accord international. Le pacte prévoit un abaissement automatique de 115 DTS des prix de soutien à partir du moment où le directeur du stock régulateur a acheté 75 000 tonnes de fèves sans avoir pu faire remonter les cours dans la fourchette fixée. Mais l'interprétation des textes diverge selon les parties. Si les consonunateurs s'en tiennent à la lettre, les exportateurs estiment que cette règle ne peut s'appliquer en l'état puisque le stock-tampon a atteint sa capacité maximale.

Surs de leur bon droit, les consommateurs exigent un abaisse-ment des prix d'intervention pour le 9 mars prochain. Si les producteurs refusent cette mesure, le différend devrait être porté devant l'Organisation des Nations unies, ce qui aurait comme premier résultat de paralyser l'action de l'ICCO.

Par ailleurs, peu de progrès ont été enregistrés sur les mesures alternatives de soutien des prix comme le mécanisme de retrait volontaire qui autoriserait les producteurs à retirer un maximum de 120 000 tonnes du circuit international par tranches successives de 30 000 tonnes. Quand on se rappelle la bataille de chiffonniers qui a précédé le retour aux quotas à l'exportation de café, on magine mai les pays producteurs de cacao se mettant rapidement d'accord sur une répartition géographique des quantités à retirer. Sur ce point, la Côte-d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, sem-ble la moins prête à faire des concessions car, selon certains négociants, elle n'aurait encore rien vendu de sa nouvelle récolte qui s'annonce pléthorique (on parle de plus de 600 000 tonnes).

Parmi les autres solutions proposées, l'idée d'une utilisation des fèves du stock régulateur à des sus non traditionnelles telles que l'aide alimentaire ou les cosmétiques a été avancée, mais très vite rejetée au nom du réalisme. De son côté, dans une récente édition, le journal ivoirien Fraternité Matin proposait la destruction pure et simple du stocktampon. A quand du cacao dans les locomotives?

ROBERT RÉGUER,

(1) 1 DTS = 1.36 dollar.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

De l'euphorie à la consolidation

Une euphorie douce, selon les termes d'un professionnel, a régné sur les marchés cette semaine qui s'est toutefois terminée par une phase de nette consolidation sinon de repli. En début de période, les opérateurs se sont quelque peu lésintéressés de l'évolution des marchés outre-Atlantique, et se mon-traient plus qu'optimistes quant à une baisse concertée des taux d'intervention des banques centrales européennes. En outre, des rumeurs faissient d'un chiffre favorable du commerce extérieur français pour le

mois de janvier. Le fait est que le MATIF passait rapidement la barre des 104 sur mars alors que les Bonds à Chicago se montraient soutenus mais sans plus. Les espoirs de baisse des taux d'intervention allaient très vite être déçus. Dans un premier temps, la Bundesbank faisait savoir qu'elle maintenait son taux de prise en pen-sion inchangé à 3,25 %. Puis à Paris, le ministère du commerce extérieur annonçait que le chiffre de la balance commerciale française ne scraft connu que la semaine prochaine en raison d'un changement de la nomenclature douanière et de problèmes informatiques. Enfin. jeudi, les opérateurs constataient que les banques centrales françaises et allemandes n'avaient pas abaissé

leurs taux directeurs. En début de semaine, profitant de l'euphorie ambiante, l'État a levé par voie d'adjudication 8.99 mil-liards de francs d'OAT en trois tranches alors que le montant des sou-missions s'élevait à 30 milliards, un niveau quasiment jamais vu. Compte tenu des soumissions non compétitives (556 millions) le

volume émis lors de cette adjudication a totalisé 9,546 milliards. L'inauguration de la nouvelle ligne à taux variable du Trésor TRB (taux révisable référence sur les bons du Trésor à 3 mois) a connu un franc succès. Sur 13,4 milliards de sou-missions, les demandes ont été servies à bauteur de 4,9 milliards. Un seul établissement (on parle de la Caisse de dépois, de la BNP ou d'Univar, la SICAV du Crédit agricole) a été servi à hauteur de 3.15 milliards.

D'ores et déjà, le TRB apparaît comme plus crédible que l'ancien TMB (taux moyen pondéré des bons du Trésor). Certains le voient même concurrencer le PIBOR sur lequel la Chambre de compensation des intruments financiers de Paris (CCIFP) prépare un contrat.

Sur le marché primaire, après la série d'emprunts de la semaine précédente, dont celui de Charbonnages de France de 1,75 milliard de francs (voir le Monde daté 28-29 fevrier), assorti d'un taux actuariel réel de 9,08 % et qui s'est bien place, deux opérations ont retenu l'attention. Celle de la Caisse autonome de refinancement (CAR), organisme créé en septembre à l'initiative de la Caisse des dépôts, a porté sur 2,16 milliards en deux tranches à taux fixe, l'une à huit ans, la seconde à douze ans.

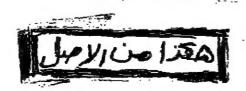
Le Crédit lyonnais, quant à lui, a lancé un emprum de 2 milliards en deux tranches également. La pre-mière, référencée sur le PIBOR porte sur 500 millions. L'autre tran-che de 1,5 milliard de titres subordonnés remboursables (TSR), une variété d'obligations perpétuelles et

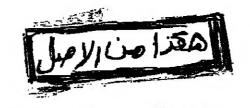
constitue une nouveauté. Ces titres, d'une durée de douze ans, portent un taux nominal et actuariel de 9.50 %

Contraction sur le MATIF

Sur le MATIF, la tendance s'est d'abord montrée ferme, l'échéance mars du notionnel touchant un plus haut de 104,55. Mais l'annonce, vendredi, d'une baisse du chômage aux Etats-Unis en février, a provoqué une vague de ventes, et le mars a clôturé à 104, ce qui correspond à un taux de rendement de 9,37 % sur dix ans. L'échéance juin, aujourd'hui la plus traitée, terminait quant à elle à 102,65 (9,57 % en rendement), contre 102,10 une

semaine auparavant. Au cours de cette dernière séance, le notionnel aura nettement moins reculé que les bonds à Chicago ou à Londres qui ont perdu 1,5 point, alors que le contrat MATIF ne se repliait que de 55 à 65 centimes selon les échéances. Dans la perspective de la clôture de l'échéance mars qui doit intervenir le 25 de ce mois, les reports sur juin se sont accélérés. L'affaire COGEMA a eu un impact négauf sur le volume des transactions du marché à terme,qui ne dépasse plus 40 000 contrats par jour alors que, en janvier, il tournait aux alentours de 60 000 contrats; sans parler des pointes au-dessus de 100 000 enregistrées en sentembre et octobre 1987. Certains estiment même que, zujourd'hui, ces volumes pourtant peu étoffés sont encore





3 Les événements en Cisjordanie et à Gaza vus de - La navette de M. Shultz

ÉTRANGER

au Proche-Orient. 4 Etats-Unis : la campagne de Pat Robertson. L'amélioration des relations entre Athènes et

POLITIQUE

6 Les campagnes pour l'élection présidentielle. 7 Un sondage Sofresle Monde-TF 1-RTL : M. Chirac, ou l'image occultée.

SOCIÉTÉ

8 Le meurtre d'un débutant devant la cour d'assises

- 9 L'état de la toxicomanie en France.
- Communication : la batail de la mesure d'audience

10 Bob Wilson répète à l'Opéra le Martyre de

12 Un appel d'idées de l'Assistance publique : repenser l'architecture du « grand âge ».

ÉCONOMIE

13 Le rééchelonnement de la dette du tiers-monde échec du « montage »

- M. Krasucki, la CGT et les propositions du CNPF sur le SMIC. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, charges, grands

marchés.

SERVICES

Carnet12 Météorologia12 Mots croisés12

MINITEL

- 10 h 30, chaque jour, le mini-iournal. JOUR · Le temps des OPA.
- · Jouez avec le Monde. **JEUX**

Actualité, International, Campus, FNAIM, Télén onal, Sports, Tillimarket, 3615 Taper LEMONDE

M. Mitterrand se rendra | La commission des sondages en RFA le lundi 14 mars

Ankara.

L'Elysée a fait savoir, samedi 5 mars, qu'à l'invitation du chance-lier Kohl, et dans le cadre de leurs rencontres habituelles, le président de la République se rendrait en République fédérale le lundi 14 mars. La rencontre aura lieu en Espér. Noire

Forêt-Noire.
On rappelle à l'Elysée que ce type de tête à tête entre M. Mitterrand et le chancelier n'est pas inhabituel : les deux hommes se sont ainsi ren-contrès pour une journée à Cham-bord en mars 1987, à Heidelberg et Rambouillet en 1986, à Brégançon et Constance en 1985, notamment.

> La Coupe du monde de football 1998

M. Joao Havelange assure M. Chirac que la France

a « toutes ses chances » M. Joso Havelange président de

la (FIFA) Fédération internationle de football, a déclaré, le vendredi 4 mars, que la France avait - toutes les chances - d'accueillir la Coupe du monde de football 1998.

M. Havelange, qui s'adressait à la presse après avoir rencontré M. Jacques Chirac, a déclaré que, en tant que cofondateur de la FIFA et en tant que pays qui a créé la Coupe du monde. . la France a des droits, elle a toutes les possibilités et toutes les Coupe 1998. d'organiser la

La catastrophe aérienne de Melun

Le système de dégivrage de l'avion mis en cause

L'enquête administrative - habi- devra expliquer pourquoi le biturbopropulseur Fairchild-227 ou Fokker-27 de la compagnie TAT en vendredi 4 mars, près de Melun, tuant les vingt-deux personnes qui se trouvaient à son bord. Les deux - boîtes noires - de l'avion ont été retrouvées.

Le pilote avait signalé peu avant de commencer la procédure d'atterrissage à Orly que le dégivrage automatique semblait mal fonctionner. La direction de TAT a déclaré, à ce sujet, dans un communiqué que l'avion et l'équipage étaient tout à fait capables de faire face à cette

Le givre, qui alourdit, en quelques secondes, de plusieurs centaines de kilos les ailes et la nacelle des moteurs est un ennemi mortel en aéronautique, car il réduit considérablement les performances aérody-namiques. Deux catastrophes aériennes récentes lui sont imputa-bles : le 15 octobre 1987, un bimocompagnie italienne ATI avait per-cuté une montagne près du lac de Côme tuant trente-quatre personnes. Le 17 novembre 1987, un DC-9 de Continental Airlines s'était retourné à Denver (Etats-Unis), tuant vingt-six personnes. Dans les deux cas, la vitesse insuffisante de l'avion n'avait pas permis de compenser la présence du givre et avait provoqué le décro-

Le dégivrage est réalisé, selon les types d'appareil, par chauffage ou par dilatation des parties givrées qui fracture la glace. Il s'effectue, en temps ordinaire, automatiquement, mais il peut être déclenché sur intervention de l'équipage.

. M. Reagan à Moscou le 25 mai ? — Le président Reagan se rendrait à Moscou pour rencontrer le numero un soviétique, M. Gorbat-chev, du 25 au 28 mai prochain, selon le Washington Post cité par l'International Herald Tribune, qui se réfère dans son édition du 5 mars à des officiels de la Maison Blanche.

• Mº Henri Caillavet traite Mr. Barzach de « médecin de quartier ». - Dans un entretien quartier ». — Dans un entretten publié le 4 mars par le Courrier picard, M° Henri Callavet, ancien ministre et ancien sénateur, a qualifié M™ Michèle Barzach, ministre délégué à la santé, de « médecin de guartier», en évoquant sa décision de suspendre de ses fonctions de praticien hospitalier le professeur Alai Milhaud, auteur de l'experimentation sur un cobaye humain, au CHR

L'ancien sonateur estime que Mm Barzach « ne sait pas très bien ce qu'elle fait et qu'elle est ministre par le hasard des choses». M° Caillavet affirme que le professeur Milhaud, dont il est l'avocat, « est poursuivi inutilement, à moins que l'on ne veuille faire un retour en arrière, c'est-à-dire paralyser pour un temps

exprime ses réserves sur certaines « enquêtes »

La commission des sondages, réunie le vendredi 4 mars à Paris, a demandé à M. Albin Chalandon, garde des sceaux, « d'inviter le parquet à engager des poursuites -contre Nord-Eclair qui a évoqué dans un article un sondage relatif à l'élection cantonale partielle de Lille-Ouest. Le quotidien régional a, selon la commission, commis une infraction à la loi du 19 juillet 1977 qui - interdit la publication, la diffusion et le commentaire » de tout sondage ayant un rapport avec une élection - pendant la semaine qui précède chaque sour de scrutin -.

De surcroît, la commission des sondages « n'ayant pu vérifier les conditions de réalisation de ce sondage et ne connaissant pas l'institut d'émission présenté comme son auteur, émet les réserves les plus expresses sur l'information publiée par Nord-Eclair». L'enquête incri-minée, effectuée auprès d'un échantillon de quatre cents personnes par la société Daussy, donnait M= Jeannine Delfosse, candidate soutenue par le CDS, largement en tête devant M. Jean-Jacques Descamps (UDF-PR), secrétaire d'Etat chargé du tourisme, officiellement investi par l'UDF.

D'autre part, la commission des ondages a également émis les « plus vives réserves - à l'égard des , rumeurs relatives à des sondages présentés comme confidentiels, dont certains attribués au ministère de l'intérieur, et commentés par des hommes politiques qui en auraient eu connaissance ».

contrôle de la commission ».

La commission «rappelle aux journaux, aux radios et aux chaînes de télévision que la loi prohibe la publication ou la dissussion des résultats d'un sondage sans que la commission ait été mise à même d'exercer son contrôle. Par conséquent, toute résérence à ces résultats ou à ces enquêtes doivent être mées des réserves néces saires. . Le ministère de l'intérieur, interrogé par la commission, a, pour sa part, précisé que les «études d'opinion · réalisées par ses services pour le gouvernement, « n'étaient pas destinées à être rendues publiques et ne relevaient donc pas du

Les tensions ethniques en URSS

• Trente et un tués au cours des troubles de Soumgaït Une dizaine de morts lors d'affrontements à Moscou?

L'agence Tass a annoncé, vendredi 4 mars, que les récents troubles dans la ville de Soumgaït, en Azerbaïdjan, avait fait trente et un morts.

D'autre part, une dizaine de personnes auraient été tuées, lors d'un affrontement à l'arme blanche entre quelque cinq cents Russes et ouvriers originaires d'Asie centrale, dans la soirée du 20 février à Moscou, a indiqué, vendredi 4 mars à l'AFP, M. Lev Timofeet, un ancien prisonnier politique, président du Press-Club Glaspost.

L'affrontement, qui aurait en outre fait des dizaines » de blessés, a été décleuché par des habitants de nationalité russe du quartier Petchatniki (sud de la capitale). auxquels s'étaient joints des « lioubery ». loubards de la banlieue de Moscou, a précisé le dissident en citant des témoins.

Ce groupe, armé de barres de fer, s'est formé à proximité d'un cipéma avant de se rendre près d'un foyer de «limitchiki», nom donné aux Soviétiques ayant obtenu un permis de séjour temporaire dans la capitale pour y travailler et qui sont la plupart du temps mal acceptés par la population, a ajouté M. Timofeev.

D'après son récit des événements, la milice (police en uniforme) a mis fin à la bagarre en tirant des coups de feu en l'air. Interrogé au téléphone par l'AFP, le commissariat de police du quartier s'est refusé à

Le journal Moscou-Soir avait fait état, le 24 février, d'un affrontement à l'arme blanche entre « plusieurs centaines de perche entre « prisieurs centaines de per-sounes » dans ce quartier. Le quotidien avait simplement indiqué que l'incident avait opposé des « jeunes habitants » de Petchat-niki et des « jeunes gens » du foyer, sans mentionner leur appartenance ethnique res-pective. Il n'avait pas donné de bilan des victimes, soulignant toutefois qu'« il n'est pas difficile d'imaginer les tristes conséquences d'une telle bagarre ». Le journal évoque également l'intervention de la milice, qui

avait dispersé « les voyous » avec « grande difficulté ». — (AFP.)

Carrie 1

Special Section 2.3

4.7%

35 75 81 11

grant 24 1 24 1 1 1 1

4 . 5 . Fre 5 . 4

2 to 1 to 10 1 1 1 1

State Section

 $(\Delta x) = \Delta \theta = (y_1, \dots, y_m) = 0$

State A reading

型 (製作) (1 p)

2 22 - 1 1 A

海海地位 人

Andrew Land

Bay areas

Granie Co. St.

A to be a second

The same and the same

i the same of the same of

Applications of the second second

Service Control

 $\varepsilon_{k^{n},j_{n-2n,j_{k-1},\ldots,n}}$

Married B.

the Karan

\$4 C** \$ 1

Mark Land

Part of the British

 $\xi_{i,j}^{(k)} = \xi_{i,j}(t)$

E. Brakana

Contract the law

Allege La .

The second

* AN ...

* A- -

Satisfied and

THE STATE OF THE

کوي دا

建设 海 医皮肤

4 7 32

y my max / €

1992

L'impression d'une ville sinistrée

MOSCOU

de notre correspondant

Tirant le premier bilan officiel des violences qui avaient éclaté dimanche 28 février à Soumgait, en Azerbaïdjan, l'agence Tass a annoncé, vendredi 4 mars, que 31 personnes avaient été tuées au cours de ces affrontements entre Azeris et Armenians.

Publiée samedi matin par la Pravda en bas de page deux, cette dépêche de l'agence offi-cielle prend toutefois soin de souligner que les victimes auraient appartenu à « diverses nationaa et qu'on aurait compté parmi elles des « hommes et des femmes âgés ». L'intention des autorités est évidemment d'essayer de déguiser la profon-deur de l'antagonisme qui s'est développé entre Arméniens et Azeris, et de présenter ces évênements comme une flambée arra-

L'agence n'en indique pas moins que les personnes *« insta*seraient laissé entraîner à ces actions criminelles par un e groupe de voyous » étaient e sous l'influence de fausses rumeurs » concernant le Nagomi-Karabakh — la région autonome

d'Azerbaidian dont les Arméniens demandent le rattachement à leur république, car ils y sont majoritaires et, disent-ils, victimes de discrimination. Les témoignages parvenus tout au long de le semaine à Moscou parlent, eux, de l'organisation d'une véritable chasse à l'Arménien avec incendies de maisons et brutalités sau-

Maigré sa prudence, la dépê-che de Tass ne parvient pas à démentir cette version des faits. Elle laisse l'impression que Soumgaît est aujourd'hui une ville sinistrée, en rapportant que « l'aide nécessaire est fournie à ceux qui ont souffert des troubles », et que des « mesures rapides sont prises a pour satisfaire à leur demande.

Ce bilan de 31 morts est nettement plus élevé que tous les chiffres avancés jusqu'à présent de tout incomparablement plus lourd que celui (deux morts et deux cents blessés) des émeutes qui avaient secoué en décembre 1986 Alma-Ata, la capitale du Kazakhstan, lorsqu'un Russa avait été nommé à la tête du parti local pour remplacer un Kazakh.

BERNARD GUETTA.

Le mouvement des cadres en Azerbaïdjan: une situation peu favorable aux Arméniens

La ville de Soumgait n'est pas seulement, avec ses 200000 habi-tants, ses raffineries de pétrole et sa grande usine de caoutchoue synthé-tique, l'un des plus importants cen-tres de l'Azerbaïdjan, elle a été le herveau de la carrière de plusieurs berceau de la carrière de plusieurs dirigeants actuels de cette Républi-

Ainsi M. Kiamran Baguirov, actuel premier secrétaire du parti en Azerbaldian, a dirigé l'organisation du parti à Soumgait de 1974 à 1978. Le maire de la ville à la même épo-que, M. Zoulbi Gadjiev, est aujourd'hui chef du gouvernement de la région du Nakhitchevan, cette enclave de l'Azerbaïdjan glissée entre l'Arménie voisine et la fron-tière turque. En sens inverse, c'est à Soumgait qu'a été envoyé, pour prendre le direction du parti dans cette ville en décembre 1985. Pancien chef des Jeunesses commu-nistes de la République, M. Mouslim-Zadé, Ce dernier est agé de quarante-trois aus seulement, mais il est douteux qu'il puisse conserver son poste après des trou-bles qui ont fait plus de trente moris dans sa ville.

L'étude du déplacement des cadres en Azerbaidjan confirme qu'un brassage se produit entre les

diverses ethnies qui peuplent la République, mais pes dans un sens favorable à la minorité arménienne. Ainsi l'actuel président du présidium du soviet suprême local, autre-ment dit le «chef de l'Etat» de l'Azerbaïdjan, l'Azeri Souleiman Tatliev, n'a rien trouvé de mieux que de se faire élire député au soviet suprême de l'URSS à Moscon par les électeurs de Stepanakert, capitale du Haun-Karabakh, cette région peuplée à 80 % d'Arménieus qui réclament leur rattachement à la Pérublique avierce. République voisine.

Il est possible que cette sorte de provocation ait sjouté à l'exaspéra-tion de l'appareil local. Un autre député du Hant-Karabakh a été pendepute du Hant-Karanakh a eté pen-dant iongtemps l'Ukrainien Semen Tsvigoun, chef de la police secrète en Azerbaïdian, puis naméro deux du KGB à Moscon: proche de Brej-nev, Tsvigoun s'est suicidé en jan-vier 1982 au moment des scandales ani felabourgient la femille de qui éclaboussaient la famille de l'ancien secrétaire général. Plus intéressant encore est le cas

du journaliste Guennadi Glouchkov. Russe, ancieu secrétaire de rédaction du quotidien de Soumgait. M. Glouchkov dirige aujourd'hui le principal quotidien azerbaïdianais en langue russe, le Bakinski Rabotchi (l'Ouvrier de Bakou). Or ce journal avait publié en juin dernier une caricature qui fit scandale: elle « représentait le blason de la République d'Arménie sous des traits arossièrement défigurés », jugea du journaliste Grennadi Glouchkov. grossièrement défigurés », jugea quelques jours plus tard la direction locale.

Autrement dit, l'organe officiel du PC d'Azerbaldjan s'était permis d'insulter la dignité nationale des Arméniens. Divers blâmes furent infligés à l'époque aux responsables, notamment à M. Glouchkov, mais ce dernier est toujours en fonction. Seul le responsable des illustrations du journal, un certain Komley, avait appris que « la question de son maintien en fonction ferait l'objet d'un examen ». Rappelons que cet incident a précédé de plusieurs mois le début des troubles actuels, dont il a pu être un signe avant-coureur. MICHEL TATU.

Avant le prochain vol de la navette au mois d'août

La NASA devra améliorer ses procédures de sécurité

Rien ne s'oppose à la reprise des vols des navettes spatiales améri-caines, mais la NASA devra améliorer encore ses procédures de sécurité pour prévenir tout nouvel accident. Telles sont les principales conclusions, rendues publiques, le vendredi 4 mars, de la commission d'expert du Conseil national de la recherche (NCR) qui donne ainsi son feu vert au lancement de Discovery, prévu en août prochain.

Si l'agence spatiale américaine respecte son calendrier, les . shuttles - pourront ainsi repartir vers l'espace, après être restées clouées au sol pendant deux ans et demi. Précisément depuis le 28 janvier 1986, date à laquelle Challenger avait explosé, moins de deux minutes après son départ, provo-quant la mort de sept astronautes. Peu après, la commission d'enquête constituée par le président Rengan, tentait de faire toute la lumière sur cet accident. Dans son rapport, remis en juin 1986, elle - recontmandait - une complète modification des joints des fusées d'appoint dont la défaillance avait provoque l'accident, et chargeait un groupe de douze experts indépendants du NRC. préside par M. Alton Slay, de superviser les tests.

M. Slay constate dans son rapport que la NASA a fait - de grands progrès - pour améliorer la sécurité des navettes, mais il critique les méthodes utilisées pour évaluer les défaillances potentielles et les risques ». Au lieu de faire appel à des techniques d'analyse statistique, comme le font la plupart des agences gouvernementales et des industries de haute technologie, la NASA pèse les risques en fonction de • jugements subjectifs •. évaluant la probabilité d'une défaillance des pièces en des termes peu précis comme • peu probable •.
• très peu probable •, etc. Avec une telle approche. - on ne voit pas clairement comment la NASA peut appliquer un programme vraiment efficace de gestion du risque. constatent les experts.

La commission du NRC critique aussi la méthode adoptée par l'Agence spatiale pour classer les pièces dont les disfonctionnements seraient susceptibles d'entraîner la perte de la navette et de son équipage (- critique Nº I -) ou l'échec de la mission («critique Nº 2») et lui reproche de les traiter toutes selon la même procédure.

Constatant qu'au cours des vingtquatre premiers vols des navettes, cinquante-six défaillances de pièces de la première catégorie ont été enregistrées sans pour autant entrainer la perte d'une navette, les experts demandent à la NASA de mieux identifier les éléments les plus critiques. Ils préconisent que es pièces figurant sur ces listes soient modifiées pour devenir sûres. ou bénéficient de dispenses alors qu'actuellement les décisions à ce propos - semblent subjectives. dépourvues d'une véritable base for-

Le constat est sévère. Pourtant conclut M. Slay, - malgré nos critiques, nous n'avons rien trouvé qui puisse retarder le prochain lancement des navettes .

> Notre page RÉGIONS dans le numero du Monde daté mardi 8 mars.

Le numéro du « Monde » daté 5 mars 1988 a été tiré à 523 417 exemplaires

GH

ABC

La « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak

Téhéran propose une trêve

entre l'Iran et l'Irak se poursuivait le vendredi 4 mars, pour la cinquième journée consécutive, sur un rythme toutefois moins soutenu que les jours précédents, des manifestations ont eu lieu devant l'ambassade soviétique à Téhéran et le consulat d'URSS à Ispahan, pour protester contre « la fourniture de missiles soviétiques à l'Irak ».

Selon l'agence IRNA, un groupe d'Iraniens s'est dirigé vers l'ambas-sade soviétique, dans le centre de Téhéran, en scandant . Mori à l'Union soviétique », après avoir assisté à la prière du vendredi à l'université. La manifestation a été dispersée dans le calme, alors que la police avait bloqué les accès de l'ambassade. Au cours de la prière du vendredi, l'ayatollah Moussavi Ardebili, président de la Cour suprême iranienne, a affirmé que l'iran - n'a pas voulu et ne veut pas de la guerre des villes - et est prêt à · arrêter ses attaques de représailles - si l'Irak met fin à ses bombardements. Le responsable iranien a affirmé que les tirs de missiles irakiens n'ont - aucune valeur militaire et aucune conséquence » et ne pourront forcer l'Iran au compromis -. L'avenir du conflit « sera déterminé sur les fronts . a-t-il ajouté, en réitérant la volonté de l'Iran de - poursuivre la guerre sur les fronts -.

L'ayatollah Moussavi Ardebili est une personnalité politique relativement de second plan en Iran. Les deux principaux responsables de la conduite de la guerre, le président du Parlement, l'hodjatoleslam Hachemi Rafsandjani, et le chef de l'Etat, l'hodjatoleslam Ali Khamenei, ont préféré, semble-t-il, ne pas intervenir à la prière au sujet de la nouvelle - guerre des villes » M. Rafsandjani, qui dirige person-nellement les grandes offensives, est resté totalement silencieux depuis le déclenchement des bombardements

Tandis que la « guerre des villes » irakiens, et son absence au Parlement a été remarquée.

> A Bagdad, les habitants de deux zones de la capitale ont été évacués vendredi matin dans le cadre des premiers exercices de défense civile. Ils ont été réintégrés dans leurs habitations deux heures après le début des exercices. Le conseil des ministres irakiens avait approuvé, en février, un plan global pour l'éva-cuation éventuelle de la capitale ainsi que d'autres grandes villes ira-

Un accord sur la durée du travail Elargissement de la couverture conventionnelle Un protocole d'accord sur la durée du travail a été conclu, le mercredi 2 mars, dans l'industrie hôte-lière entre quatre organisations patronales (la FAGIHT, la SNRLH, la FNIH et la Confédéra-tion hôtelière) et trois organisations syndicales (CFDT, FO, CGC). La CGT et la CFTC ont refusé de signer cet accord, le premier depuis cinq ans, qui bénéficie à plus de qua-tre cent soixante mille salariés des professions des hôtels, cafés et restaurants. Un précédent accord dans le même secreur et sur le même sujet avait été conclu le 3 mai 1983,

kiennes. - (AFP.)

mais il n'avait pû être appliqué en raison de son - illégallté -. Cet accord prévoit que les heures supplémentaires seront calculées à la semaine. Les entreprises auront la possibilité de moduler sur treize semaines les durées maximales autorisées. Le texte confirme l'attribution d'un repos hebdomadaire d'un jour et demi au lieu d'un seul. Le ministère des affaires sociales et de l'emploi se félicite de ce protocole en soulignant que par-là même sont créées les conditions permettant l'instauration d'un véritable dialogue social dans la profession dans la perspective de l'élaboration

des salariés de l'hôtellerie

d'un statut conventionnel d'ensem-

M. Philippe Séguin estime qu'on se rapproche ainsi de l'objectif qu'il s'était assigné il y a un an d'élargir la couverture conventionnelle des salariés qui en sont actuellement démunis. Dans un article publié par le Monde du 23 janvier 1987, M. Séguin souhaitait que « là où aucune convention collective n'est actuellement applicable », patronat et syndicats « mettent en place des structures de négociation leur per-mettant d'aboutir dans des délais raisonnables, de l'ordre d'une année, à la signature de textes conventionnels. A défaut, les pouvoirs publics seraient conduits à remplir eux-mêmes les « vides conventionnels » par des moyens réglementaires ». M. Séguin estimait alors que 1 200 000 salaries « sont concernés par des négociations en cours », mais qu'e il reste plus d'un million de salariés sans couverture conventionnelle et pour lesquels aucune amorce de solution n'a encore été prévue . Avant le protocole dans l'hôtellerie, des accords conclus depuis un an concernaient, selon le ministère, près de 500 000 salariés.

